

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale



Dans les rues d'Athènes, le soir du 25 janvier 2015.

## Grèce : réflexions sur le moment de la situation

**Edmund Baluka (1933-2015) :**  
ouvrier révolutionnaire,  
syndicaliste, dirigeant politique



N° 85

Nouvelle série (n° 691) - mars 2015 - Prix : 4 euros - 8 FS

***« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.***

***Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »***

**Léon Trotsky**

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **Présentation** ..... p. 3
- **L'Europe après le coup de tonnerre des élections grecques**  
(Par Andreu Camps) ..... p. 7
- **Réflexions sur le moment de la situation en Grèce**  
(Par Dominique Ferré) ..... p. 13
- **Russie-Ukraine : trois articles parus dans *Rabochie Isvestiya*** ..... p. 17
- **L'Allemagne après les attentats de Paris**  
(Par Werner Uhde) ..... p. 25
- **Que signifie la "normalisation" des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba**  
(Par Alan Benjamin) ..... p. 33
- **Brésil : après le réélection de Dilma Rousseff, une situation nouvelle**  
(Par Joao Alfredo Luna) ..... p. 41
- **La Chine dans la crise mondiale**  
(Par Alain Frandor) ..... p. 47

- **Edmund Baluka, ouvrier révolutionnaire, syndicaliste, dirigeant politique**

(Dossier réalisé par Alain Forestier et Pierre Hélias)

..... p. 61

- **Etats-Unis: il y a 80 ans, la grève des cammionneurs de Minneapolis, un article de James P. Cannon**

(deuxième partie) ..... p. 77

# Présentation

Le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale s'est réuni au lendemain des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 à Paris et de la manifestation du 11 janvier, qui a réuni dans cette ville plus de cinquante chefs d'Etat — en particulier ceux qui participent à la prétendue « coalition antiterroriste internationale » sous l'égide de Washington.

**Dans la déclaration adoptée par son secrétariat international, la IV<sup>e</sup> Internationale alertait :**

*« Le rassemblement en urgence à Paris, le 11 janvier 2015, de quarante-quatre chefs d'Etat, avec le secrétaire général de l'OTAN, le président de la Commission européenne, le représentant du secrétaire général de l'ONU... rassemblement qui s'est imposé — à la demande de Hollande — à la tête de la manifestation du million et demi de citoyens et de jeunes qui manifestaient contre les attentats des 7, 8 et 9 janvier, marque l'entrée dans une nouvelle phase de la guerre qui ne cesse de s'étendre depuis quinze ans et qui, partie d'Irak, touche aujourd'hui, sous des formes diverses, tous les continents.*

*Ils étaient tous là, bras dessus, bras dessous, autour d'un président français et de son gouvernement, largement discrédités : les Cameron (Grande-Bretagne), Merkel (Allemagne), Renzi (Italie), Rajoy (Etat espagnol), les Juncker (Commission européenne), le secrétaire général de l'OTAN... il n'en manquait pas un. Pas même Samaras (Grèce), dont le gouvernement d'union nationale avait chuté deux semaines plus tôt, produit différé de la résistance des travailleurs grecs aux mémorandums de la troïka. Le chef du gouvernement turc, les représentants des monarchies du Golfe, une douzaine de chefs d'Etat africain, le Mali — sous occupation militaire française — en tête... Porochenko, le président ukrainien, et Lavrov, le ministre des Affaires étrangères de Russie. Et, cerise sur le gâteau, Mahmoud Abbas (Autorité palestinienne) avait été convoqué pour défiler aux côtés du bourreau de Gaza, Netanyahu, accompagné de deux ministres d'extrême droite, dont l'un connu pour avoir déclaré : “J'ai tué beaucoup d'Arabes dans ma vie et je n'ai aucun problème avec cela”... une véritable provocation nécessaire pour préparer les affrontements “communautaires” à venir. (...) A l'évidence, la coalition militaire constituée sous le haut commandement américain au lendemain de l'effondrement de l'Irak et de l'apparition de “l'Etat islamique” (Daech) avait besoin de franchir une nouvelle étape dans le resserrement des liens de collaboration avec tous les Etats décidés à s'y intégrer à l'échelle mondiale et, tout particulièrement, avec les Etats européens. Elle en avait besoin pour étendre, à l'échelle mondiale, la guerre, guerre pour les marchés, guerre pour le contrôle des matières premières... Une guerre sociale contre tous les peuples.*

*L'envoyé spécial d'Obama, Holder, ministre de la Justice du gouvernement américain, venu pour assister à la réunion des ministres européens, sans même se donner la peine de défiler aux côtés de ses “alliés”, convoquait tout le monde le 18 février à Washington pour un “sommet mondial contre le terrorisme”, au moment où le commandement américain annonçait un redéploiement de ses troupes sur la base de Morón de la Frontera (sud de l'Etat espagnol) comme base logistique pour l'intervention sur tout le continent africain. (...) Brusquement, tous les éléments d'une vaste provocation se révèlent au grand jour. L'apparition simultanée de manifestations anti-islam en Allemagne, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas indique que le terrain est activement préparé pour “répondre” aux attentats qui sont programmés et dont on doit malheureusement prévoir la multiplication. »*

**Mais la déclaration de la IV<sup>e</sup> Internationale soulignait également :**

*« Quels que soient les développements immédiats, la ligne de force de la situation reste la résistance des masses, résistance qui, dès le lendemain du 11 janvier et depuis, s'est exprimée sous des formes diverses au sein du mouvement ouvrier contre le ralliement à l'union sacrée. (...)*

*Une immense confrontation est en train de mûrir. Elle se nourrit du fossé qui se creuse entre tout ce qui était contenu dans l'angoisse des manifestants le 11 janvier et le contenu social et politique de l'union sacrée qui a dominé cette manifestation. Elle se nourrit aussi du refus grandissant de la part de larges secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse de se prêter à une opération ressentie, à juste titre, comme une menace dirigée contre eux. La classe ouvrière, dont le mouvement reste, pour l'heure, entravé par ses directions, témoigne d'une résistance qui puise ses forces, particulièrement en France, dans les relations sociales issues des années*

1945-1947. S'il ne s'agit en aucune manière de sous-estimer la pression qu'exerce déjà le dispositif contre-révolutionnaire et totalitaire sur les conditions dans lesquelles la classe ouvrière est amenée à résister, particulièrement dans les pays européens qui sont la cible immédiate de l'opération, il est indispensable de souligner les premiers craquements qui se font entendre dans ce dispositif. La brutalité de l'offensive n'a pas levé les incertitudes qui continuent à assaillir les dirigeants des Etats de l'Union européenne. Valls, en France, n'a pas réussi à faire taire ceux qui, dans la CGT et dans la CGT-FO, ont décidé de ne pas désarmer devant la loi Macron. Les négociations dans la métallurgie en Allemagne s'ouvrent dans un climat tendu. La poussée qui s'est exprimée dans la grève générale d'un jour en Belgique et en Italie ne s'est pas dissipée. La BCE hésite sur les mesures qu'elle doit annoncer trois jours avant le résultat des élections en Grèce...

*Non seulement la bataille n'est pas perdue, mais elle s'engage sur un front encore élargi.*

*Une nouvelle fois, face au scénario élaboré par l'impérialisme et ses agents, les fauteurs de guerre, le sort de l'humanité repose entre les mains de la classe ouvrière et d'elle seule.*

*La seule force qui puisse épargner à la société (en France comme dans toute l'Europe) le plongeon dans les affrontements communautaires, c'est la classe ouvrière se rassemblant sur son plan de classe avec ses organisations, rassemblant toutes ses composantes, pour déployer toute sa puissance dans le combat qui doit la dresser contre ses gouvernements respectifs pour les contraindre à abandonner les "réformes" dictées par l'Union européenne, instrument du capital financier, à rompre avec la coalition militaire impérialiste. C'est le premier pas permettant d'ouvrir la voie à la constitution en Europe de gouvernements qui s'engageront dans une libre et pacifique collaboration de tous les peuples du continent, point d'appui décisif pour l'organisation à l'échelle mondiale de la collaboration pacifique de tous les peuples du monde libérés de la domination impérialiste. Toute la défense de la civilisation se concentre là. »*

Deux mois ont passé, et tous les développements de la situation mondiale ont confirmé et accentué les tendances ici analysées.

Les attentats de Paris s'inscrivent bel et bien dans un véritable « tournant » de la situation mondiale. S'ils ont manifesté l'irruption, au cœur même des grandes métropoles impérialistes, des guerres impérialistes de dislocation des nations qui, sous l'égide de l'impérialisme américain, le plus puissant, n'épargne aucun continent, ils ont également été le prétexte à un développement tous azimuts des processus d'ingérence, d'agression, de dislocation provoqués par la politique des grandes puissances, gardiennes du système de la propriété privée des moyens de production. C'est vrai dans toute l'Afrique, de la Libye au Nigeria, de la Somalie aux confins du Mali... C'est vrai au Moyen-Orient, où l'instrumentalisation de Daech (dont récemment sur CNN, le général Wesley Clark, ancien commandant suprême de l'OTAN, a rappelé qu'il « a démarré grâce au financement de nos amis et alliés (des Etats-Unis — NDR) », dans l'objectif initial de « se battre à mort contre le Hezbollah » libanais) fait chaque jour basculer un peu plus dans la guerre de décomposition en Syrie et en Irak des pays comme la Jordanie, le Liban et la Turquie. C'est vrai sur le continent européen, où la guerre de dislocation de l'Ukraine (le deuxième pays d'Europe en superficie) peine à masquer les effondrements économiques programmés de l'Ukraine elle-même et de la Russie (*lire dans ce numéro*). Le « tournant » mondial de l'offensive impérialiste prend des formes diverses d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, mais partout il s'agit d'une offensive redoublée contre l'existence même des nations et des garanties des classes ouvrières qui y sont inscrites. C'est le sens des développements rapides en Amérique latine, où, de l'Argentine au Brésil (*lire à ce sujet l'article de nos camarades dans ce numéro*) et au Venezuela, une période s'achève (1).

---

(1) Un « tournant » mondial lourd de tous les dangers, en particulier là où l'impérialisme n'a pas jusqu'ici réussi à imposer sa politique de dislocation. En Algérie, alerte le journal *Fraternité*, organe du Parti des travailleurs (n° 69, janvier 2015), « l'année a commencé par la mobilisation "anti-gaz de schiste" à In Salah (...), mise à profit par des "activistes", des partis et des centres d'intérêts occultes, pour défaire l'Etat et donc la nation. (...) Jamais, y compris sous la tragédie nationale, l'Etat algérien n'a été autant en danger de dislocation menaçant l'intégrité du pays, car, cette fois-ci, le mal est en son sein, agissant comme une véritable gangrène. Et les nouveaux oligarques, qui ont des prolongements au sein des institutions, ne sont pas étrangers aux développements graves que vit In Salah depuis le 1<sup>er</sup> janvier. En effet, parce qu'ils sont dérangés par la politique du ministre de l'Energie qui refuse de soumettre ce secteur névralgique à la rapine et à la prédation, ils sont prêts à provoquer la soudanisation du pays pour assouvir leurs appétits voraces. »

Mais ce tournant est également marqué par la crise approfondie de la domination impérialiste dans le monde. Chacun des processus évoqués ci-dessus, et bien d'autres, sont marqués par l'accentuation extrême de cette tendance que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale décrivait ainsi :

*« La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. (...) Bien entendu, la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914. »*

On pourrait évoquer, précisément à propos de Daech, ces incroyables (en apparence) acrobaties des diplomaties impérialistes, hier prêtes à une intervention militaire contre le régime syrien, décrit par leurs journalistes aux ordres comme la pire tyrannie et aujourd'hui « coopérant militairement » tant avec lui qu'avec la République islamique d'Iran... Cela au moment même où, sans y être invité par un Obama dont la présidence a de plus en plus un parfum de « fin de règne », Netanyahu, le boucher sioniste de Gaza, s'invite dans une « tournée » politique aux Etats-Unis mêmes (avec l'aide non dissimulée d'une fraction de la bourgeoisie américaine) dans l'objectif avoué de faire capoter les négociations sur le nucléaire iranien. Une situation où des déclarations menaçantes se multiplient de part et d'autre sur une « nouvelle guerre froide », tandis que les représentants de Poutine et ceux d'Obama se retrouvent main dans la main dans la guerre contre Daech. Quant à l'Union européenne et l'ensemble des institutions, en proie à une véritable crise de dislocation, elles se voient dicter par Obama les « contours » de l'accord à passer avec un gouvernement grec dit de « gauche radicale », dans l'objectif de préserver l'essentiel des réformes anti-ouvrières à imposer aux travailleurs de ce pays.

Cette crise de domination où « la bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue » est tout autant nourrie par la formidable crise de décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production que par la résistance internationale des travailleurs et des peuples opprimés, qui, certes dans les pires conditions, cherchent à se dresser contre la barbarie.

L'« union sacrée » à l'échelle internationale, prétendant lier les poings des exploités et de leurs représentants et les enchaîner au char des exploités, appelée de leurs vœux par les « grands de ce monde (du 11 janvier dans les rues de Paris au « sommet mondial antiterroriste » de Washington le 18 février), s'est trouvée immédiatement confrontée au vieux spectre qui reste, plus que jamais, le « moteur de l'histoire » : la lutte des classes.

C'est vrai sur le continent européen, où les combats de classe qui se préparent — dans la grève interprofessionnelle convoquée en France le 9 avril, dans les premiers chocs des négociations salariales en Allemagne ou pour la défense des centaines de syndicalistes traînés devant les tribunaux dans l'Etat espagnol — sont attisés par l'onde de choc des élections du 25 janvier en Grèce (*lire à ce sujet les articles consacrés à l'Europe et à la Grèce*).

C'est vrai aussi au cœur même des puissantes sections du prolétariat mondial, comme au Brésil (*lire dans ce numéro*) ou encore en Afrique du Sud, où les processus de rupture dans le mouvement ouvrier cherchant la voie de l'indépendance de classe sont loin d'être terminés.

C'est également vrai au cœur même de la principale puissance impérialiste mondiale. Non seulement le nouveau surgissement de la question nationale noire — protestations de masse de la minorité nationale noire opprimée contre la vague de violences policières racistes, soixante ans après les héroïques marches pour les droits civiques — ne s'est pas estompé ; mais face à la bourgeoisie américaine et ses « partis jumeaux », Parti démocrate et Parti républicain, ce sont des secteurs entiers du prolétariat qui, dans les meilleures traditions du mouvement ouvrier américain, se dressent, par la grève, pour faire valoir leurs intérêts de classe.

Ainsi, le numéro de mars-avril 2015 de *The Organizer*, le journal publié par Socialist Organizer, la section de la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis, signale l'importance de la grève des ouvriers des raffineries :

*« Alors que les ouvriers du pétrole aux Etats-Unis assurent des piquets de grève conséquents sur une douzaine de raffineries, la production de carburants et de produits chimiques issus des énergies fossiles se poursuit, menée par des employés de direction "jaunes" qui font*

*fonctionner les machines. Les employés de direction n'ont aucune formation aux activités industrielles, ce qui accroît les dangers d'une activité industrielle déjà dangereuse par elle-même. Les syndiqués du syndicat United Steel Workers (USW) se sont mis en grève dans ces raffineries précisément à cause des conditions de travail dangereuses et des risques qu'ils encourent. C'est la revendication primordiale des syndicats : pour plus de sécurité et plus d'investissements dans des équipements et des procédures qui assurent la sécurité dans le raffinage, et une modeste augmentation de salaire de 6 % pour tous ceux qui y travaillent. La déclaration officielle du syndicat explique ce mouvement : "Nous faisons grève parce que, dans ce secteur économique, on refuse de résoudre les problèmes de manque de personnel et on change fréquemment les horaires de travail de façon dangereuse et brutale pour ne pas payer d'heures supplémentaires. Nous faisons grève parce que, dans ce secteur économique, on refuse de mettre fin à la pratique risquée et nuisible pour la santé consistant à faire appel à des opérateurs extérieurs pour s'occuper de la maintenance quotidienne des raffineries. Nous faisons grève parce que dans ce secteur, on viole notre droit à soutenir nos syndicats et nos commissions paritaires... Le secteur pétrolier est le plus riche au monde, mais sa rapacité empêche d'obtenir le moindre changement significatif par la négociation collective. Pour eux, ce qui importe le plus, c'est de faire davantage de bénéfices plutôt que de se soucier de la main-d'œuvre." Les syndiqués du USW en ont assez. Ils ont commencé leur grève en février. Cette grève représente un des mouvements les plus importants affectant tout un secteur économique depuis les dernières décennies, et c'est un test pour tout le mouvement syndical, qui est bloqué par sa direction bureaucratique qui ne veut rien faire au niveau international. Cela fait maintenant trente ans que, sur cette ligne, on a démobilisé les militants de base en promettant de meilleures lois protégeant les travailleurs, au lieu de compter sur leurs propres forces pour obtenir une protection. Les raffineries de pétrole sont d'énormes complexes industriels, et il faut du personnel qualifié pour les faire fonctionner en toute sécurité. Mais la poursuite de l'activité de ces raffineries par des "jaunes" représente un grave problème politique. Cette grève ne peut se gagner que si tout le mouvement ouvrier organisé vient en aide au syndicat USW sur les piquets de grève, pour empêcher le chargement des camions-citernes qui livrent l'essence aux stations-service. Les syndicats sont coincés par une série de lois, de la Taft-Hartley qui interdit les "boycotts secondaires", jusqu'à la loi Rico (2) qui menace les grévistes qui cherchent à barrer la route aux camions. Cela veut dire que toute stratégie permettant de gagner lors de notre grève ou dans des grèves à venir se heurtera de plein fouet à ces lois. »*

Dans chacun de ces combats de classe, à l'échelle internationale comme au plan national, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections — sous les formes particulières sous lesquelles elles interviennent dans chaque pays — combattent pour préserver l'indépendance de classe des organisations, afin que la classe ouvrière puisse s'en saisir pour réaliser sa lutte de classe. La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections, comme le précise la résolution adoptée par le secrétariat international des 14 et 15 janvier 2015, convoquant le conseil général qui se réunira du 19 au 22 mars, engagent

*« toutes les forces dont elles disposent (militants et cadres) dans le combat pour aider pratiquement au rassemblement des forces de la classe, pour les aider à submerger l'obstacle des directions inféodées. (...) Le temps nous est compté. Immergeant immédiatement toutes nos forces dans les gigantesques combats décisifs qui s'avancent, nous nous donnons les moyens de construire, avec ces travailleurs, militants, jeunes qui sont aux avant-gardes du combat pour préserver l'indépendance des organisations de classe et pour aider à réaliser les conditions du combat d'ensemble de la classe ouvrière, la IV<sup>e</sup> Internationale, en développant les organisations qui, dans chaque pays, sous une forme adaptée aux développements en cours, matérialisent la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire. Le secrétariat international invite les sections à établir un plan de construction, incluant des objectifs de renforcement, et un calendrier. »*

Tel est l'enjeu de la réunion du conseil général de la IV<sup>e</sup> Internationale (19 au 22 mars 2015).

---

(2) Loi votée sous Nixon visant le crime organisé.

# L'Europe après le coup de tonnerre des élections grecques

Par Andreu Camps

Le coup de tonnerre qu'a constitué la victoire électorale de Syriza en Grèce a été à la fois, bien évidemment, l'expression d'un rejet total par la majorité du peuple grec de la politique de l'Union européenne et aussi un révélateur de l'extrême fragilisation de tout l'échafaudage des institutions de cette même Union européenne, de ses traités et de tous les Etats qui la composent.

Il n'y a pas d'autre explication à l'affolement qu'a provoqué, chez tous « les grands de ce monde » qui manifestaient à Paris le 11 janvier dernier, le vote sans équi-voque du peuple d'un pays dont le poids économique ne représente que 2 % du PIB de l'ensemble des Etats de l'Union européenne.

Tous comprennent que l'Union européenne (qui a été la tentative la plus aboutie faite par l'impérialisme américain, après la guerre, pour repousser les limites que la reconstruction des Etats nationaux tendait à imposer à l'ouverture des marchés indispensable à l'expansion des principaux groupes représentant le capital financier, et tout particulièrement du capital financier américain) est en train de se disloquer. Tous comprennent que l'instrument dont le capital financier avait besoin sur tout le continent pour imposer la baisse du coût du travail et la liquidation des acquis de la classe ouvrière est ébranlé.

Si l'Union européenne a « surmonté » les multiples crises qu'elle a connues à coups de mesures plus parasitaires les unes que les autres jusqu'à l'éclatement de la crise de 2007-2008, tous ces messieurs savent qu'ils arrivent au bout de la panoplie des mesures utilisée jusque-là.

Devant l'ampleur de la faillite qui menace à nouveau les pays que le capital financier a saignés à blanc, et devant l'incapacité pour l'Union européenne en crise d'intégrer en son sein, vingt-cinq ans après la chute du

Mur, un pays de l'importance de l'Ukraine, ils sont de plus en plus nombreux à penser — et ils ne le cachent pas — que l'injection par la BCE de 1 140 milliards d'euros dans les circuits bancaires ne suffira pas pour sortir la zone euro de la stagnation car, disent-ils eux-mêmes, le marché déborde déjà de liquidités qui ne trouvent pas à s'investir « faute de demande suffisante ».

---

## “L'EURO EST UN CHÂTEAU DE CARTES...”

---

Tous craignent qu'un défaut de la Grèce et l'extension de la guerre au cœur même du continent provoquent sur les « marchés » une déflagration qui entraînerait immédiatement le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la France dans la faillite...

En ce sens, Yanis Varoufakis (*ministre grec des Finances — NDLR*) a raison de mettre en garde les membres de l'Euro-groupe et de leur dire : « *L'euro est un château de cartes qui s'écroulerait si on en retirait la Grèce* », pour leur rappeler — et c'est de bonne guerre — que le sort de chacun d'entre eux est étroitement lié à celui de la Grèce.

Il n'y a pas, en effet, d'un côté la Grèce et les Etats périphériques du sud de l'Europe et de l'autre les pays du nord « vertueux ». Il y a une seule zone euro où l'endettement massif, pendant des décennies, de pays comme la Grèce, a fourni l'oxygène indispensable au développement des exportations de la locomotive que représente, par exemple, pour toute la zone euro l'économie allemande.

Varoufakis et Schäuble sont dans le même bateau... L'orthodoxe ministre allemand des Finances a beau dire, il sait que le défaut de la Grèce rejallirait immédiatement sur

l'ensemble du système financier européen, le menaçant de s'écrouler comme un « château de cartes ». Il mesure plus clairement que quiconque ce que coûterait à l'Allemagne, malgré l'excellente « santé » de son économie, une implosion de l'euro.

A deux ans des élections fédérales en Allemagne, la « puissante » Angela Merkel a conscience de jouer sa peau, elle qui voit grandir avec inquiétude le mouvement « eurosceptique » AfD (Alternative für Deutschland) qui se nourrit de la peur du krach qui saisit les classes moyennes.

Mais le gouvernement allemand a d'autres soucis — si l'on peut s'exprimer ainsi — que ceux qu'exerce sur lui la menace de perdre les 70 milliards d'euros prêtés à la Grèce et dont sa propre industrie a bénéficié ces dernières décennies.

Payant déjà le prix fort des sanctions décrétées, sous la pression des Etats-Unis, contre la Russie de Poutine, il comprend que c'est d'abord à lui qu'Obama — en vertu de l'accord Bush-Kohl signé en acceptation de la réunification allemande dans les années 1990 — s'adresse pour sauver l'Ukraine d'une faillite financière aux répercussions politiques et sécuritaires incontrôlables. C'est la raison de l'intense ballet diplomatique qui a conduit Merkel à faire la navette de Kiev à Moscou, puis de Minsk à Washington.

Frappée de plein fouet par la récession mondiale, écrasée par le rôle que lui assigne l'impérialisme américain dans le maintien de l'ordre mondial — particulièrement à l'est du continent littéralement en train de se désintégrer —, l'Union européenne se délite sous le poids d'un fardeau trop lourd pour elle, comme pour tous les Etats qui la composent.

---

## LES "NÉGOCIATIONS" DE BRUXELLES...

---

La négociation entre le gouvernement grec, l'Eurogroupe et la troïka a fait dire aux journalistes qu'elle faisait penser à un jeu de « poker menteur ». Que Tsipras et Varoufakis cherchent à gagner du temps, c'est dans l'ordre des choses. Coincés entre le diktat de la BCE et la formidable aspiration du peuple grec à se libérer de l'austérité qui lui est imposée, ils tentent de retarder l'heure de vérité.

Du côté des institutions européennes (BCE, Eurogroupe), alors que tous sont convaincus que la Grèce est dans l'incapacité d'honorer sa dette, il ne saurait être question pour Juncker (*président de la Commission européenne* — *NDLR*) et Schäuble de donner l'impression qu'ils pourraient assouplir leur exigence de mise en œuvre des « réformes » terribles que le précédent gouvernement avait acceptées.

Ils ne veulent pas prendre le risque d'ouvrir eux-mêmes, à tous les gouvernements européens, la voie qu'ils pourraient être tentés d'emprunter pour différer le choc que provoqueront inévitablement les « réformes structurelles » exigées par le capital financier.

Mais il leur faut dans le même mouvement convaincre les « marchés » de leur capacité à éviter l'implosion de la Grèce qui menacerait le « château de cartes » de toute la zone euro.

Varoufakis et Tsipras ont arraché un délai de quatre mois pour réussir à présenter au peuple grec les « concessions » qu'ils auront accepté de faire à la BCE comme des « compromis » honorables qui n'annuleraient pas purement et simplement leurs promesses électorales.

C'est au peuple grec et à la classe ouvrière grecque qu'il reviendra en dernière analyse de décider jusqu'où ils consentiront à accepter les termes d'un « compromis » qui repousse aux calendes leur émancipation de la tutelle de l'Union européenne et qui leur sera présenté par ceux-là mêmes qu'ils viennent d'élire à l'Assemblée nationale. Toute la situation tient à un fil.

---

## ... ET LES LIMITES D'UNE VICTOIRE ÉLECTORALE

---

C'est dans ces conditions et sur la base de cette expérience qu'une conclusion va progressivement s'imposer à la classe ouvrière grecque, comme à la classe ouvrière de toute l'Europe. Une victoire électorale, aussi éclatante soit-elle, qui ne réussirait pas à s'appuyer sur l'irruption de la classe ouvrière dirigeant ses coups contre le cadre des institutions parlementaires de l'Etat bourgeois corrompu et soumis aux mafias du capital financier serait condamnée à céder devant elles.

C'est en cela que nous pouvons dire de la période qui s'est ouverte avec la victoire de Syriza en Grèce qu'elle contient tous les éléments d'un tournant majeur dans la situation politique de toute l'Europe.

Sur la base des faits et de l'expérience, l'idée ne peut que se renforcer que les promesses électorales les plus généreuses de tous les partis qui ne s'appuieraient pas sur le patient travail de préparation au sein de la classe ouvrière de cette irruption révolutionnaire des masses ne pourront peser d'aucun poids face aux diktats du capital financier et des institutions qui garantissent son pouvoir.

La conviction ne peut que s'ancrer plus profondément encore que seule l'offensive de la classe ouvrière, sur son propre plan, rassemblant derrière elle la majorité du peuple, pour porter le fer au cœur même des institutions garantissant la propriété privée des moyens de production, sera à même de libérer le peuple grec et tous les peuples d'Europe du carcan de l'Union européenne au service du capital financier. Il revient à la IV<sup>e</sup> Internationale et à ses sections de s'inscrire dans ce mouvement, de le renforcer pour l'aider à l'emporter. C'est dans ce contexte que mûrit la crise dans chaque pays.

---

## EN ESPAGNE...

---

En Espagne, rappelons qu'après les attentats du 7 janvier 2015 à Paris, lors de la réunion des ministres de l'Intérieur du 11 janvier tenue sous l'égide du secrétaire à la Justice des Etats-Unis, a été relancée une coalition internationale antiterroriste. Même si l'union sacrée autour de cette coalition a pour l'instant échoué, en Espagne, le gouvernement Rajoy a signé, le 2 février 2015, un pacte contre le terrorisme djihadiste, avec le secrétaire général du PSOE, Pedro Sanchez. Mais il faut comprendre la particularité de l'Espagne : ce pacte est la poursuite de la politique « antiterroriste » mise en place depuis trente ans. C'est la raison pour laquelle la déclaration commune du gouvernement et du PSOE dit :

*« Le gouvernement et le principal parti d'opposition ont retrouvé l'esprit du pacte antiterroriste signé en son temps contre l'ETA pour s'engager dans des mesures conjointes pour faire face à l'offensive djihadiste. »*

Malgré ce pacte, personne ne peut affirmer qu'il aura un effet sur les développements de la lutte des classes en Espagne. Notons que les centrales syndicales ne s'en sont même pas fait l'écho. Mais d'ores et déjà, ce pacte a des conséquences à l'intérieur du PSOE, qui reste le premier parti de la classe ouvrière, en provoquant un désarroi profond chez ses militants.

Donc, du point de vue espagnol, il nous faut comprendre que ce pacte cherche à sauvegarder le gouvernement Rajoy, haï, minoritaire et à bout de souffle. En effet, malgré la propagande officielle, ce gouvernement ne peut contenir d'un côté la décomposition institutionnelle, l'approfondissement de la crise économique (la dette publique dépasse déjà les 100 % du PIB) et l'absence de solution au conflit ouvert entre l'Etat central et le peuple de Catalogne à l'avant-garde du combat pour la libération de tous les peuples d'Espagne.

Ce qui permet aujourd'hui de maintenir le gouvernement de la monarchie, c'est sans aucun doute la position ferme de soutien au gouvernement adoptée par la direction du PSOE, et la décision de la majorité des directions confédérales de l'Union générale des travailleurs (UGT) et des Commissions ouvrières (CCOO) d'accorder une trêve au gouvernement. Cela, en dépit du fait que le gouvernement et l'appareil judiciaire poursuivent les attaques contre les libertés syndicales et les procès à l'encontre de centaines de militants syndicalistes.

Cette année, la grande opération pour essayer de détourner l'action de la classe ouvrière se concentre sur l'offensive pour tout « régler » en fonction des échéances électorales. Ainsi, quatre grandes échéances sont programmées cette année : le 22 mars, les élections au Parlement d'Andalousie (la région la plus peuplée d'Espagne), le 24 mai, les municipales, le 27 septembre, les élections au Parlement de Catalogne, et, à la fin de l'année, les élections générales (dont la date est indéterminée).

En même temps, même si un bouleversement électoral s'annonce, il y a peu de chances que les masses puissent trouver dans les résultats de ces échéances électorales le point d'appui solide qu'elles cherchent pour impulser une politique de rupture avec Rajoy. Sous des formes différentes, toutes les grandes forces politiques, y compris les

forces politiques « émergentes » comme Podemos, se placent sur le terrain de la défense des institutions. Ainsi, le principal mot d'ordre de Podemos est de « *recupérer les institutions pour les mettre au service des gens* ».

Telles sont les conditions où la brutalité des attaques du gouvernement, en application des réformes du Code du travail, provoque une multitude de conflits et de grèves qui restent isolées par les directions dans la plupart des cas. Y compris la journée du 18 février, convoquée par l'UGT et les CCOO contre les procès des syndicalistes et pour l'annulation de l'article 415-3 du Code pénal interdisant les piquets de grève, a rencontré un écho limité, du fait que les directions majoritaires de l'UGT et des CCOO, engagées dans la poursuite du dialogue social, ont tout fait pour réduire cette journée à une simple protestation. C'est dans cette situation que le combat pour l'aide à la lutte de classe et son expression, qui passe obligatoirement aussi par le combat dans les syndicats contre la politique de dialogue social, est au centre de la politique des partisans du combat pour l'alliance des travailleurs et des peuples, pour le démantèlement du régime monarchiste, pour l'établissement d'une union des peuples libres et souverains d'Espagne.

---

## EN FRANCE...

---

En France, comme ailleurs, les « miracles » ne durent jamais longtemps. L'état de grâce dans lequel a évolué le président Hollande après les attentats de janvier et l'onction qu'il avait reçue des dirigeants de la planète se sont vite dissipés.

François Hollande a dû autoriser son Premier ministre à recourir au pire des instruments antidémocratiques de tout l'arsenal de la V<sup>e</sup> République, le 49-3, pour faire adopter contre sa propre majorité la loi Macron, tout entière dirigée contre le Code du travail, et qui dresse contre elle l'immense majorité de la classe ouvrière.

Le pays s'enfoncé, des pans entiers de son industrie sont démantelés, son agriculture décroche, les couches moyennes, qui jouaient un rôle tampon dans la société, sont à leur tour attaquées au nom de la lutte contre les privilèges. Le chômage, la pauvreté et

l'exclusion s'étendent au sein des populations urbaines et rurales.

La crise de l'Etat s'accélère ; un Etat dépecé de l'essentiel de ses prérogatives par le capital financier et par l'instrument que constitue à son service la « gouvernance supranationale » de l'Union européenne.

Tous les partis institutionnels sont rejetés et se disloquent comme s'apprentent à en témoigner les élections départementales des 22 et 29 mars prochains.

Le sentiment qu'aucune issue politique ne peut aboutir autrement que par le surgissement de la lutte des classes s'impose progressivement à tout le pays, tandis qu'au sein de la classe ouvrière tous les signes indiquent — qu'il s'agisse du développement de grèves ou du resserrement des relations politiques entre cadres des principales confédérations ouvrières, la CGT, la CGT-FO, et aussi la FSU et Solidaires... — que le pays approche du moment où de premiers grands pans de la classe ouvrière de ce pays vont chercher à se saisir de leurs organisations pour prendre l'initiative et tenter d'entraîner toute la classe ouvrière dans une confrontation frontale avec le gouvernement.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la décision du congrès confédéral de la CGT-FO d'appeler à une grève interprofessionnelle avec manifestations, et de le faire en s'adressant explicitement à la CGT qui tenait son comité confédéral national... et que la décision a été prise en réunion intersyndicale par la CGT et la CGT-FO d'appeler ensemble à cette grève le 9 avril.

Le sentiment, largement partagé par une large couche de militants, que la dénonciation rituelle et passive de la politique gouvernementale devait cesser... s'est imposé.

Toute la configuration des forces au sein de la classe ouvrière s'en trouve modifiée.

En France, une nouvelle étape de la préparation du surgissement des masses s'est ouverte. Elle va mettre à l'ordre du jour la question de la grève générale pour défaire ce gouvernement et le contraindre à abroger les plans meurtriers qui sont les siens.

Il ne fait aucun doute qu'une contre-offensive va se déployer au sein de secteurs des appareils dirigeants du mouvement ouvrier pour tenter d'effacer ce qui vient de se passer

et de faire de cette grève interprofessionnelle une « journée d'action » sans lendemain.

Dans le tournant majeur qui s'amorce en France aujourd'hui, toutes les conditions politiques pour franchir un pas dans la construction du parti révolutionnaire, donc du renforcement du Parti ouvrier indépendant (POI), sont en train de se réaliser.

De la place que sauront occuper les militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec tous leurs camarades du POI, dans la bataille pour construire le parti en aidant la classe ouvrière à se saisir de cette première échéance du 9 avril et à ouvrir une brèche dans le dispositif de protection du gouvernement dépendra la solidité des liens politiques qu'ils noueront avec cette couche de militants et de cadres qui se préparent à jouer un rôle décisif dans la première vague du surgissement des masses qui posera inévitablement la question du pouvoir, tout en forgeant les premiers outils qui permettront de la résoudre.

---

### **EN ALLEMAGNE, EN ITALIE, EN BELGIQUE... LA LUTTE DES CLASSES CHERCHE À S'OUVRIR UNE VOIE**

---

Même si la presse internationale en a très peu parlé, les différenciations qui ont éclaté au sein du mouvement ouvrier allemand sont d'une importance majeure. En effet, sous l'égide du gouvernement de grande coalition, une nouvelle loi est en discussion qui doit être adoptée par le Bundestag les 21 et 22 mai prochains. Cette loi, qui prétend rétablir le vieux principe « une entreprise, un syndicat, une convention collective », fait intervenir, pour la seconde fois — après l'instauration du salaire minimum — l'Etat comme arbitre dans la négociation collective syndicats/patrons et porte atteinte au droit de grève.

Le président du DGB, Hoffmann, s'est fait le défenseur de cette nouvelle loi avec le soutien de l'IG Metall. En revanche, la direction de Ver.di (services publics) s'est prononcée contre et a lancé une pétition avec le soutien de deux autres fédérations, la NGG (fédération de l'alimentation) et GEW (fédération de l'enseignement), dans les instances syndicales, dans l'objectif de réunir cent mille signatures pour exiger le retrait de ce projet

de loi. A cette date, le combat se poursuit. Il exprime, dans le mouvement syndical, la pression qui s'exerce contre la discipline de la grande coalition.

Cette bataille a une importance majeure, au moment où les métallos allemands viennent d'arracher avec leur syndicat 3,4 % d'augmentation salariale à partir du 1<sup>er</sup> avril.

A l'évidence, les premiers éléments d'une contre-offensive de la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte des classes directe, cherchent à se mettre en place dans toute l'Europe ; ils se nourrissent du rejet par le peuple grec de l'Union européenne, qui s'est exprimé sur le terrain électoral.

C'est ainsi qu'en Italie, le 12 décembre 2014, à l'appel de la CGIL, syndicat majoritaire, et de l'UIL, une journée de grève générale a eu lieu dans tout le pays, suivie par cinquante-quatre manifestations dans les principales villes, pour dire non à la réforme du marché du travail (Job Act) qui cherche à détruire ce qui reste des contrats nationaux et du Code du travail, et ce, bien que la direction de la CGIL soit engagée dans la concertation sociale avec le gouvernement Renzi.

En Belgique, quelques jours après, le 15 décembre 2014, une journée de grève générale a paralysé le pays du nord au sud et de l'est à l'ouest, grève générale dans l'unité des travailleurs de Flandre et de Wallonie qui a rejeté le plan d'austérité du gouvernement Michel. Après cette grève, le comité général de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) du 30 janvier 2015 a rejeté la proposition faite par le gouvernement de la suppression de l'index du salaire en échange d'une augmentation de salaire.

---

### **JAMAIS DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE...**

---

S'il ne nous revient pas, au moment où cet article est écrit, de formuler à partir des quelques éléments (très partiels) qui y sont fournis, un pronostic d'un embrasement général et imminent de la classe ouvrière sur le continent européen, il nous revient en revanche de souligner les principales caractéristiques du moment dans lequel nous sommes entrés.

L'impasse dans laquelle se débattent toutes les institutions fabriquées par l'impérialisme pour tenter de surmonter les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production — au premier rang desquelles : l'Union européenne, la BCE (qui a beau vouloir jouer à la Fed, mais qui n'est pas la Fed, car non seulement elle n'est pas la banque centrale de l'Etat impérialiste le plus puissant, mais elle n'est même pas la banque centrale d'un Etat — c'est bien son problème)... est totale.

L'impasse dans laquelle se débattent ces institutions amène inéluctablement à jouer un rôle de détonateur dans chaque Etat européen, quelle que soit la forme de ses institutions.

Une impasse qui ne peut être, bien évidemment, séparée de la révolte qu'a provoquée au sein de tous les peuples d'Europe la politique criminelle de l'Union européenne, mais aussi de l'épuisement qui marque toutes les formes de subordination des organisations de la classe ouvrière, par l'intermédiaire de leurs directions, à cette politique — qu'il s'agisse du « dialogue social », de tous les « pactes » possibles et inimaginables, ou bien des « pactes antiterroristes ».

Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la question de la reconstruction du continent dévasté ne s'est posée simultanément de cette façon à tous les peuples du continent. A cette différence près — et elle est majeure —, qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les peuples d'Europe, martyrisés par la guerre, étaient soumis aux exigences du vainqueur, l'impérialisme américain, aidé par Staline.

L'immense refus des peuples de se voir condamner par le capital à la misère et à la guerre dans des pays qui avaient pu croire pouvoir échapper à ce sort, pose à la classe ouvrière la question de l'instauration, dans chaque pays, de son propre pouvoir comme tremplin vers la constitution d'Etats unis socialistes d'Europe, seul moyen d'échapper au cadre national, obstacle à tout développement des forces productives.

C'est dans ce cadre que les sections européennes de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui ont participé à la préparation des conférences européennes, notamment à celle qui s'est tenue à Tarragone (les 16 et 17 mars 2013), comprennent l'appel qui leur a été lancé par le

secrétariat international (SI) de la IV<sup>e</sup> Internationale :

*« Le SI appelle toutes les sections et tous les groupes rattachés à la IV<sup>e</sup> Internationale à ouvrir la discussion sur sa déclaration des 14 et 15 juin et à se livrer à un examen rigoureux de leur situation en rejetant tout esprit de routine et tout conservatisme. Cette invitation s'adresse à toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, quelle que soit leur taille.*

*Le SI insiste, la phase dans laquelle nous sommes entrés n'est que le prologue à un nouveau basculement. Il ne s'agit que d'une phase transitoire en raison de la résistance de la classe ouvrière qui n'a pas été défaite, même si elle a été empêchée de déployer toute sa puissance.*

*Le temps nous est compté. Immergeant immédiatement toutes nos forces dans les gigantesques combats décisifs qui s'avancent, nous nous donnons les moyens de construire, avec ces travailleurs, militants, jeunes qui sont aux avant-gardes du combat pour préserver l'indépendance des organisations de classe et pour aider à réaliser les conditions du combat d'ensemble de la classe ouvrière, la IV<sup>e</sup> Internationale en développant les organisations qui, dans chaque pays, sous une forme adaptée aux développements en cours, matérialisent la stratégie de la transition dans la construction du parti révolutionnaire. Le SI invite les sections à établir un plan de construction incluant des objectifs de renforcement et un calendrier.*

*(...) Le SI de la IV<sup>e</sup> Internationale décide en conséquence d'organiser via ses bureaux continentaux une discussion méthodique avec les directions des sections et des groupes pour examiner, selon ces critères, l'état des forces dont nous disposons ainsi que les initiatives que chacune d'entre elles envisage de prendre pour répondre aux immenses opportunités ouvertes par la situation. »*

**Andreu Camps**

# Réflexions sur le moment de la situation en Grèce

Par Dominique Ferré

Nous ne revenons pas ici sur le fait que les événements actuels en Grèce, dans toutes leurs contradictions, sont un concentré du « tournant » mondial en cours, qui voit, sur le continent européen, les processus de guerre et de décomposition (Ukraine, crise des institutions de l'Union européenne, etc.) s'imbriquer étroitement aux processus de marche à l'ouverture de crises révolutionnaires.

---

## LE VOTE DU 25 JANVIER ET SES RACINES PROFONDES

---

En rejetant les « partis du mémorandum » (parti « socialiste », Pasok, Nouvelle Démocratie, etc.) ayant mis en œuvre les plans dictés par la troïka (FMI-Commission européenne-BCE) depuis cinq ans, le vote du 25 janvier 2015 a exprimé, sur ce terrain déformé de la lutte de classe que sont les élections, la résistance du prolétariat grec et des masses opprimées.

Sur le terrain direct de la lutte de classe, pendant cinq ans, le prolétariat grec a tenté de renverser les plans anti-ouvriers par une multitude de grèves sectorielles, interprofessionnelles de vingt-quatre ou quarante-huit heures, d'occupations, de manifestations de masse... Mais les travailleurs ont été confrontés dans leur lutte de classe à de puissants obstacles, tant des appareils syndicaux que des directions des partis politiques se réclamant des travailleurs (Pasok, Parti communiste KKE, Syriza...) (1).

Cette résistance s'est exprimée également sur le terrain électoral, où les masses se sont saisies de ce qu'elles ont trouvé à leur disposition pour exprimer leurs aspirations. Aux élections législatives de mai et juin 2012, Syriza, qui jusque-là était une petite formation parlementaire (coalition hétéroclite de groupes centristes autour de Synaspismos, une fraction issue de la crise du stalinisme en Grèce apparue lors de l'effondrement de

l'URSS), avait pris position « pour l'annulation du mémorandum », exprimant la volonté des masses que concentrait le slogan surgi des manifestations de l'automne 2011 :

« Prenez votre mémorandum, et barrez-vous, ouste ! » (2).

Cette volonté s'est exprimée de façon victorieuse dans le vote du 25 janvier 2015. Notre revue paraît près de deux mois après le vote du peuple grec, suivi par la constitution d'un gouvernement par Syriza, allié à un petit parti de droite « souverainiste », les Grecs indépendants.

---

## SOCIAL-DÉMOCRATIE ET "GAUCHE EUROPÉENNE" EN PREMIÈRE LIGNE

---

La puissance des aspirations ouvrières et populaires avait amené le gouvernement, au lendemain du 25 janvier, à formuler toute une série d'engagements qui ont été accueillis par les masses grecques comme la satisfaction partielle des revendications. Mais ces engagements, chacune des mesures même partielles promises par le nouveau gouvernement, se sont rapidement heurtés à la volonté de ne pas rompre avec le cadre des traités européens et de l'ensemble des institutions européennes supranationales et antidémocratiques mises en place au lendemain de la chute de l'URSS, véritable carcan au service du capital financier.

(1) Lire notamment les articles parus dans les numéros 72, 73 et 74 de *La Vérité*.

(2) A cette époque, la IV<sup>e</sup> Internationale déclarait (1<sup>er</sup> juin 2012) : « Nous affirmons que la seule issue positive pour les travailleurs et les peuples d'Europe ne pourra être ouverte sans rompre avec l'Union européenne, avec ses institutions, avec ses traités, (...) dans le combat pour les Etats unis socialistes d'Europe, libérés du carcan de la dette, du pillage et de l'exploitation. Le premier acte dans cette voie, c'est l'annulation du mémorandum barbare, que le peuple grec exige (...). C'est pour cette raison que la IV<sup>e</sup> Internationale soutient sans condition le peuple grec et ceux de ses représentants, comme Syriza, qui disent : annulation du mémorandum ! Respect de la volonté souveraine du peuple grec ! »

Ces institutions ainsi que le FMI et les principaux gouvernements européens se sont déchaînés, maniant tantôt le bâton, tantôt la carotte, pour que le gouvernement grec accepte de poursuivre le remboursement intégral de sa dette externe auprès des banques et des Etats européens, et donc accepte la poursuite du programme d'assistance financière dont le corollaire est la poursuite des « réformes » destructrices, à commencer par toutes celles contenues dans les mémorandums haïs. Ce sont les appareils traités de la social-démocratie et du « Parti de la gauche européenne » (regroupant les partis issus du stalinisme, dont Syriza en Grèce), qui se sont mis en première ligne pour faire pression pour un accord avec l'Union européenne, l'Eurogroupe et le FMI. Ce sont Martin Schulz, le président (SPD allemand) du « Parlement » européen, et le président « socialiste » français François Hollande qui se sont mis en première ligne, le premier appelant Tsipras au « pragmatisme », le second ne cessant de répéter qu'il fallait « honorer les engagements » signés par les gouvernements antérieurs chassés par le peuple grec le 25 janvier. Quant aux partenaires de Syriza dans la « Gauche européenne », ils n'ont cessé de jouer les « forces d'appoint » pour pousser à un accord (3).

---

### L'ACCORD DU 20 FÉVRIER 2015 EST-IL COMPATIBLE AVEC LE MANDAT DU 25 JANVIER ?

---

Cette pression et la nature même du gouvernement grec et de Syriza (refusant la rupture), ont amené à « l'accord du 20 février », par lequel le gouvernement grec a accepté de mettre en œuvre une série de mesures, tandis qu'était prolongé de quatre mois le prétendu « plan d'assistance financière » des « institutions » (ex-troïka).

Un plan qui, dit cyniquement Paulo Batista (membre du conseil d'administration du FMI), ne vise qu'à « sauver les banques françaises et allemandes (qui détiennent une part importante de la dette grecque — NDLR), pas la Grèce ». En effet, sans un tel accord, les créanciers de la Grèce (banques, FMI, Union européenne, Etats européens...) étaient menacés d'un effondrement généralisé. Comme l'a souligné à juste titre le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis :

*« L'euro est fragile comme un château de cartes. Si vous retirez la carte grecque, les autres s'effondrent... »*

Cette crainte exigeait à la fois un accord... et de ne pas rompre avec le nouveau gouvernement grec, pièce indispensable du puzzle sans laquelle tout aurait pu (et peut encore) s'effondrer. C'est cette crainte qui a amené le principal représentant de l'impérialisme américain, Obama, à exiger de ne pas utiliser la manière forte, son secrétaire au Trésor appelant « toutes les parties à calmer le jeu et à concentrer leurs efforts sur un moyen pragmatique d'aller de l'avant ».

Cet accord est-il compatible avec la moindre revendication, y compris avec les engagements électoraux « modérés » de Syriza (connus sous le nom de « programme de Thessalonique » et caractérisés, en septembre 2014, par Alexis Tsipras de « programme réaliste ») ? Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza, note que l'accord signé « prévoit de rembourser intégralement et à temps les créditeurs » et consent « que le pays acceptera d'être mis sous tutelle par les "institutions", le nouveau nom de la troïka », et que le gouvernement s'y engage à « ne prendre aucune mesure unilatérale qui pourrait mettre en danger les objectifs budgétaires fixés par les créditeurs ».

---

### “LA RUPTURE EST UNE CONDITION INDISPENSABLE”

---

Or, précise Kouvelakis,

*« le rétablissement de la législation du travail (...), tout comme la réembauche de fonctionnaires licenciés, le rétablissement de l'électricité pour les foyers qui en étaient privés, ou la reconstitution de l'ERT (groupe de radio et télévision publique)... tous ces engagements se sont « rapidement heurtés aux exigences de l'Union européenne et de la troïka. »*

Allons même plus loin. Si les créanciers de la Grèce ont accepté le plan du gouvernement grec, pour éviter un effondrement généralisé, certaines mesures du plan du gouvernement grec sont, pour les créanciers, inadmissibles :

---

(3) Après « l'accord » du 20 février, un dirigeant du Parti communiste français salue « une victoire des souverainetés populaires et de la démocratie ».

« Le rétablissement des conventions collectives, supprimées ces dernières années, et le relèvement du salaire minimum à son niveau d'avant crise posent un tout autre problème (...) : anéantir les gains de compétitivité, obtenus dans la douleur depuis 2010 » (*Les Echos*, 23 février).

On ne peut donc que partager la conclusion de ce militant de Syriza :

« Tout le problème est là. (...) On ne peut pas rompre avec les politiques d'austérité et les mécanismes de mémorandum sans entrer dans une confrontation avec l'Union européenne (...). Pour toute force qui veut s'inscrire en faux contre les choix dominants en matière de politique économique, la rupture est une condition indispensable » (4).

---

## LES TRAVAILLEURS GRECS APRÈS LE 25 JANVIER

---

Depuis qu'elles ont chassé les « partis du mémorandum » le 25 janvier, les masses ont cherché à exprimer leurs aspirations. Lorsque, mettant le couteau sous la gorge du gouvernement grec, la Banque centrale européenne a menacé le 4 février de « couper les robinets » de liquidités, une vague de révolte, en grande partie spontanée, a parcouru le pays. A Athènes et dans d'autres villes, des milliers de manifestants se sont rassemblés, presque sans banderoles ni drapeaux (les organisations, syndicales ou politiques n'y ayant appelé), reprenant un slogan inspiré du soulèvement contre la Junte des colonels (novembre 1973) :

« Pain, enseignement, liberté, arrêt des mémorandums et de la terreur ! »

Significatif de l'état d'esprit des travailleurs et des masses opprimées, cette réflexion d'un des dix mille « anonymes » présents à Athènes, qui déclare :

« Le gouvernement ne doit pas être tout seul. S'ils sont tous seuls, ce sera plus facile pour les bêtes qu'ils combattent à l'étranger de leur faire changer d'avis. Le peuple doit se tenir à leurs côtés, et soutenir le gouvernement pour qu'il comprenne qu'il ne peut pas revenir en arrière. »

Pour les masses, il s'agit tout à la fois de défendre ce qu'elles considèrent comme leur gouvernement contre l'agression de la BCE, mais aussi de « se tenir à ses côtés »... pour éviter qu'il ne cède au chantage. « Personne ne recule ! », résumait le lendemain *Efime-*

*rida ton Syntakton* : « personne »... c'est-à-dire d'abord et avant tout le gouvernement.

L'annonce de premières mesures partielles (même si nombre d'entre elles ne sont pour le moment que des annonces) a conforté les travailleurs, dans nombre d'organisations syndicales, à réaffirmer les revendications. Ainsi, à la suite du syndicat des employés des collectivités territoriales, POE-OTA, la confédération des travailleurs de l'Etat, ADEDY (300 000 syndiqués), a réaffirmé l'exigence de « l'annulation des mémorandums et de toutes les mesures » et de « l'annulation immédiate de la dette ».

Mais il serait faux de ne pas voir que l'annonce de « l'accord du 20 février » a provoqué une inquiétude dans la classe ouvrière et les couches populaires. Il serait tout aussi faux de croire que ces interrogations, ces inquiétudes signifient la fin des illusions des masses vis-à-vis du gouvernement Syriza. Beaucoup de travailleurs insistent :

« Il faut laisser un peu de temps à ce gouvernement. »

D'autant que pour les travailleurs, le problème n'est pas que le gouvernement grec soit contraint de négocier, qui plus est avec des « bêtes sauvages » qui lui mettent un revolver sur la tempe. La question, pour des centaines de milliers de travailleurs, pour des millions de Grecs, c'est que le mandat du 25 janvier soit respecté, que les mesures soient prises : « On ne veut plus vivre comme avant » sous le joug du mémorandum et de ses mesures barbares (5). Une pression telle que le gouvernement a commencé à mettre en œuvre partiellement ce qu'il avait annoncé (réouverture de la radio-télévision publique ERT, aide alimentaire et rétablissement de l'électricité pour des dizaines de milliers de familles, etc.).

---

(4) De ce point de vue, il faut noter qu'au comité central de Syriza, le 28 février, 41 % des membres de la direction ont voté une résolution intitulée : « Nous sommes en désaccord avec la liste des mesures signées avec l'Eurogroupe (contre 55 %, 4 % s'abstenant) en contradiction totale avec les engagements électoraux de Syriza. Dans l'immédiat, Syriza devrait prendre immédiatement et prioritairement les mesures conformes à ses engagements électoraux, en dépit des engagements pris avec l'Eurogroupe. »

(5) Les forces (du Parti communiste de Grèce « orthodoxe », KKE, à la coalition « anticapitaliste » Antarsya) qui se sont précipitées pour dénoncer la « trahison » du gouvernement ont eu peu d'écho parmi les masses. Celles-ci, à ce stade et malgré l'accord du 20 février, ne considèrent pas que les choses sont jouées.

---

## «COMMENT ?»

---

Sans évidemment prétendre « dicter » quelque « ligne de conduite » que ce soit aux militants et travailleurs grecs qui discutent avec la IV<sup>e</sup> Internationale, sur quels axes peut se constituer un regroupement qui aide les militants, travailleurs et jeunes ?

Premièrement, « la principale accusation que la IV<sup>e</sup> Internationale formule vis-à-vis des vieilles directions, c'est leur refus de rompre avec le demi-cadavre de la bourgeoisie », donc avec le demi-cadavre des institutions européennes, du FMI et leurs « mémorandums ». Plus que jamais, la question de la rupture avec l'Union européenne, avec le FMI et l'Eurogroupe est au centre. Il n'y aura pas d'avenir pour la Grèce (comme pour aucun autre pays) sans commencer par rompre avec ce carcan et ouvrir la voie à une union libre des peuples libres. Les alliés du peuple grec ne sont ni Hollande, ni Schulz, ni ceux qui voient dans l'accord du 20 février une « victoire ». Leurs véritables alliés sont les métallos allemands, les travailleurs français se préparant à la grève le 9 avril avec leurs confédérations CGT, CGT-FO et Solidaires, les mineurs roumains de la vallée du Jiu en grève, les travailleurs d'Ukraine qui, dans les pires conditions, refusent la guerre, etc.

Deuxièmement, la rupture avec l'Union européenne n'a rien « d'abstrait ». Elle est au centre de tous les développements de la lutte de classe, procédant de l'incompatibilité absolue entre la moindre revendication ouvrière, populaire et démocratique et les exigences du capital financier. Un seul exemple : le 26 février, la direction du syndicat des enseignants (OLME) a porté au ministère de l'Éducation nationale la demande de la réembauche des milliers d'enseignants « mis en disponibilité », donnant lieu à un étrange face-à-face entre un ministre, membre de Syriza, et le président du syndicat, lui-même « mis en disponibilité » et également membre de Syriza. Dans l'enseignement comme ailleurs, les travailleurs sont en droit d'exiger que leurs organisations syndicales ne lâchent sur aucune revendication.

Troisièmement : la classe ouvrière étant la seule force sociale capable d'unir autour d'elle toutes les couches opprimées pour faire respecter le mandat du 25 janvier, le combat pour l'indépendance de ses organisations est central. Indépendance vis-à-vis de tous les

« plans » qui poursuivraient la politique de la troïka, appelant à renoncer aux revendications. Indépendance vis-à-vis du gouvernement : quand le ministre de la Réforme administrative, Katrougalos, indique au quotidien suisse *Le Temps* :

« Je vais exploiter les conseils techniques de la task force (c'est-à-dire les émissaires de l'ex-troïka ! — NDLR) afin de faire face au clientélisme et demander au syndicat des fonctionnaires ADEDY s'il accepte de coopérer avec elle pour qu'elle leur donne une assistance technique, par exemple sur le système de l'évaluation des fonctionnaires »

à juste titre, un syndicaliste met en garde :

« Avec les collègues, on a combattu "l'évaluation" du gouvernement Samaras. Ce n'est pas le rôle du syndicat de "coopérer" avec le gouvernement et la task force pour organiser "l'évaluation" des salariés. »

Quatrièmement, ce combat indispensable pour préserver l'indépendance de la classe ouvrière (et de ses organisations) est la condition pour aider la classe ouvrière à agir directement, sur son propre terrain, en se saisissant de ses organisations, pour arracher les revendications. Quand les travailleurs, à ce stade, expriment leurs aspirations en disant :

« Le gouvernement ne doit pas être tout seul. Le peuple doit se tenir à ses côtés, et le soutenir pour qu'il comprenne qu'il ne peut pas revenir en arrière »,

il nous revient, à notre échelle modeste, d'aider à identifier les points d'appui permettant que les travailleurs, se saisissant de leurs organisations, trouvent la voie à leur propre action de classe, afin de prendre leur propres affaires en mains pour aller chercher leurs revendications « là où cela se décide ». C'est l'enseignement du combat des 595 femmes de ménages licenciées au ministère des Finances, qui, après 300 jours à camper devant le ministère, ont maintenu leur campement, malgré les promesses du ministre Varoufakis. Une de leur représentante vient de déclarer, le 4 mars, sortant de chez le ministre :

« Notre réembauche est proche, nous attendons que nos postes statutaires supprimés soient rétablis »,

ajoutant :

« Bien sûr, nous resterons dans nos tentes jusqu'à ce que nous reprenions notre travail. »

**Dominique Ferré**

# Russie-Ukraine

## Trois articles parus dans *Rabochie Izvestiya* (1)

Cinq questions à un militant de la IV<sup>e</sup> Internationale  
*Rabochie Izvestiya*, n° 50 (février 2015)

---

### QUE PENSER DES “ACCORDS DE MINSK” ?

---

Si ces accords apportaient la paix, les peuples ukrainien, russe, moldave, biélorusse... ne pourraient que s'en réjouir. Les peuples de la région, comme tous les peuples du monde, ne veulent pas la guerre. Ils voient avec inquiétude celle-ci s'installer à l'est du continent européen, alors qu'elle dévaste depuis des années des régions entières du Moyen-Orient, de l'Asie, de l'Afrique.

Pour la jeunesse — qui en Ukraine refuse massivement la « moguilisation » (2) — cela signifie être transformée en chair à canon. Pour les travailleurs de tous les « camps », la guerre signifie des privations, des attaques antisociales supplémentaires, et d'immenses difficultés pour s'organiser collectivement pour combattre ces mesures. Tandis que Porochenko augmente le budget de la police et fait disperser les rassemblements de grévistes à Kiev, le ministère de la Justice de la « République populaire de Lougansk » interdit l'enregistrement des syndicats de mineurs.

Donc la poursuite et l'aggravation de la guerre sont attisées des deux côtés par des gouvernements qui, au compte de l'impérialisme, s'attaquent brutalement aux droits des travailleurs.

---

### FAUT-IL S'ÉTONNER QUE LES “ACCORDS DE PAIX” DE MINSK DÉBOUCHENT SUR LA GUERRE ?

---

Hélas, non. Que la guerre actuelle, « continuation de la politique par d'autres moyens », ait été ou non délibérément provoquée, aucune des parties en présence n'est intéressée à la fin des combats. Ni Obama, ni l'Union européenne, ni Porochenko, ni Poutine !

Pour ce qui est de l'administration américaine (et son bras armé, l'OTAN, qui vient de déployer un nouveau dispositif guerrier dans tout l'est de l'Europe), on connaît son rôle dans le développement des guerres contre les peuples en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, etc., et dans le changement de régime il y a un an en Ukraine. Obama a résumé, le 9 février sur Vox, la ligne de l'impérialisme américain :

*« Nous devons, de temps à autre, tordre le bras de pays qui ne veulent pas faire ce que nous avons besoin qu'ils fassent... »*

---

(1) « Tribune internationale de la lutte des classes », en langue russe, paraissant depuis septembre 2008.

(2) Jeu de mots utilisé dans la presse ukrainienne, entre « mobilizatsiia » (mobilisation) et « mogoula » (tombe).

Hollande et Merkel sont au centre des institutions de l'Union européenne. Au moment où celle-ci apparaît ouvertement comme l'état-major européen de la destruction des conquêtes sociales au service des capitalistes (regardez son bilan en Grèce), une guerre permanente à ses frontières orientales est un instrument de pression gigantesque contre la lutte des classes des travailleurs dans chaque pays.

Quant à Porochenko et Iatseniouk, malgré la démoralisation et la déroute de l'armée régulière, malgré les rumeurs de coup d'Etat en préparation à Kiev autour des bataillons de la Garde nationale fidèles à Yarosh (3), l'arrêt des combats poserait pour eux des problèmes insurmontables.

La « thérapie de choc » exigée par le FMI au nom de la faillite de l'Ukraine, et traduite dans le budget 2015 (où seules les dépenses de l'armée et de la police sont en augmentation), a déjà provoqué contre elle des premières grèves (dans les mines, les transports), rassemblements se terminant en affrontements violents avec la police. De plus, avec « l'autonomie » promise au Donbass (en ruine) dans les accords de Minsk, on peut s'interroger, comme le journal bourgeois français *Le Monde* :

« Avec quel argent le Donbass vivra-t-il, si une solution de paix aboutit ? Et qui gèrera cet argent ? »...

D'autant que « les mines de la région sont largement subventionnées et son industrie est obsolète ». Comme dans tout le reste de l'Ukraine et en Russie, selon les « normes » capitalistes internationales, pourrait-on ajouter.

---

## ET POUTINE, QUE CHERCHE-T-IL ?

---

(...) Le régime de Poutine (comme Eltsine avant lui, même sous d'autres formes) est l'expression de ces couches qui plongent leurs racines dans la bureaucratie restaura­tionniste qui ont détruit l'URSS et ses conquêtes en 1991. Ces couches ont organisé le bradage et le pillage au compte de l'impérialisme pour asseoir leurs positions. Leur position sociale repose sur la privatisation et la destruction des conquêtes d'Octobre, et en ce sens, ne sont pas indépendantes de l'impérialisme. Elles n'ont pas de bases « nationales », mais sont une excroissance parasi-

taire et mafieuse du capital mondial (...). Elles sont soumises aux règles mondiales du capital, mais d'un capital à l'agonie dont le système menace d'exploser à chaque instant sous l'effet de sa propre crise conjuguée à l'action des masses. (...) Poutine est aussi l'un des instruments de l'impérialisme pour la dislocation de l'Ukraine. Il a contribué sur son propre plan à diviser la classe ouvrière et la population laborieuse de l'Ukraine. Les dirigeants américains ont d'ailleurs besoin de la Russie quand il s'agit de la prétendue « coalition antiterroriste internationale », aujourd'hui... comme hier, quand Poutine faisait adopter par la Douma, le 25 mai 2007, une loi permettant aux troupes de l'OTAN de traverser le territoire de la Fédération de Russie.

D'un point de vue « intérieur », et alors que la Russie issue des privatisations-pillages des années 1990 est pleinement entrée dans la crise mondiale du système capitaliste (malgré les contes de fée sur son « économie émergente »), la question ukrainienne est utilisée par le régime de Poutine pour détourner la colère des masses contre sa politique de privatisation, de soumission aux intérêts des grandes multinationales. On le voit à Togliatti, où le pouvoir fédéral ne bouge pas un petit doigt pour empêcher les licenciements en masse que le groupe Renault-Nissan a engagés à AvtoVAZ. Le « patriotisme » du régime est tout aussi creux et faux quand il s'agit de défendre les ouvriers russes contre les multinationales étrangères que quand il s'agit pour les oligarques de transférer leurs capitaux hors de la mère patrie, et de se débarrasser de leurs roubles sur les marchés.

---

## QUELLE EST LA POSITION DE LA IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE SUR LES “SANCTIONS” DÉCRÉTÉES PAR LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LA RUSSIE ?

---

Les militants des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les pays impérialistes (Etats-Unis, France, Allemagne, etc.) condamnent

---

(3) Un des dirigeants de l'extrême droite de l'EuroMaïdan.

ces sanctions. Ces sanctions ont des conséquences dramatiques pour la population laborieuse, que connaissent, hélas, nos lecteurs en Fédération de Russie.

Outre la hausse vertigineuse des prix du sarrasin, du lait, sans même parler des produits importés, des dizaines d'entreprises sont menacées de faillite.

Les oligarques « patriotes » du régime Poutine, eux, contournent les sanctions par la fuite de leurs capitaux, et vendent massivement leurs roubles, ce qui le fait chuter, aggravant encore la situation des masses. C'est une question de principe, du point de vue de la classe ouvrière internationale, de s'opposer à ces sanctions : de quel droit les bombardeurs de Belgrade, de Bagdad, de Tripoli viennent-ils donner des leçons de « démocratie » ?

Et l'Union européenne qui étrangle les peuples d'Europe avec ses plans d'austérité, qui cherche à piétiner le vote du peuple grec du 25 janvier contre les plans anti-ouvriers, quelle légitimité a-t-elle ? Les sanctions frappent la Russie, ou la Biélorussie appelée « dernière dictature d'Europe ».

Mais les mêmes entretiennent des relations cordiales avec Nazarbaïev (4) au Kazakhstan, qui fusille les grévistes de Janaozen (5), et a largement ouvert le Kazakhstan aux « investisseurs étrangers ». Ils le sanctionneront peut-être demain, en fonction des intérêts du capital. C'est une pure hypocrisie impérialiste.

---

## QUELLE ISSUE ?

---

Personne ne peut prétendre détenir la « solution miracle » qui mettra fin à cette guerre de décomposition contre les peuples. Une chose est certaine, les travailleurs n'ont rien à gagner à la poursuite des combats, mais rien à attendre de bon non plus des grandes puissances impérialistes, ni de leurs institutions (OTAN, ONU, Union européenne, OSCE), ni d'aucun régime, qui, en dernier ressort, comme celui de Poutine, est subordonné à l'impérialisme.

La solution ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes. Pas isolément d'un pays à l'autre, car le destin des travailleurs d'Ukraine, du Donbass à la Galicie, est étroi-

tement relié au sort des travailleurs de toute la région (et plus généralement, au sort des travailleurs d'Europe et du monde, en particulier au sort des travailleurs des Etats-Unis). Malgré la guerre et les destructions, malgré l'avalanche de propagande chauvine de toutes parts, malgré l'ingérence impérialiste... il y a une classe ouvrière qui cherche à se regrouper et à défendre ses intérêts propres. La même classe ouvrière de KievPasTrans à AvtoVAZ.

A notre époque, celle que Lénine a appelé, il y a cent ans, « l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne », question nationale et question sociale sont étroitement reliées. Les grandes puissances impérialistes étrangères (le Kaiser en 1918, l'Allemagne nazie en 1941, l'impérialisme américain aujourd'hui) ont toujours cherché à utiliser à leur profit les aspirations nationales ukrainiennes. Mais c'est le pouvoir soviétique, dirigé par Lénine, Trotsky et les bolcheviks, issu d'Octobre 1917 et fondé sur l'expropriation du capital, qui a constitué pour la première fois une Ukraine indépendante, librement associée à la Russie soviétique, elle-même « union libre de peuples libres » (1918), dans la perspective d'une république mondiale débarrassée de la guerre, de l'exploitation et de l'oppression. Cette perspective, la seule possible face à la barbarie, reste la nôtre.

---

(4) Noursoultan Nazabaïev, secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan et membre du politburo du Parti communiste de l'Union soviétique jusqu'en 1991, et depuis, président de la République du Kazakhstan.

(5) Référence au massacre des ouvriers du pétrole en grève par la police, le 16 décembre 2011 à Janaozen (Kazakhstan).

## Premières réflexions sur la crise en Russie (30 décembre 2014)

### Paru dans *Rabochie Izvestiya*, n° 49 (janvier 2015)

La grave crise que connaît la Russie aujourd'hui ne peut être comprise qu'en partant de la situation mondiale : la crise du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, arrivé à son stade suprême (Lénine). La crise économique en Russie aujourd'hui et ses effets dévastateurs pour des dizaines de millions de travailleurs, est la conséquence directe de la politique de l'impérialisme, fauteur de guerre, de pillage et de chaos. Elle confirme que les manœuvres dislocatrices de l'impérialisme américain en Ukraine visaient à préparer une nouvelle offensive de pillage de la Russie :

« *Le rapprochement de l'Ukraine avec Washington et l'Union européenne poursuit également l'encercllement de la Russie par les bases militaires de l'OTAN, dont le but est d'accentuer la pression sur le gouvernement de la Fédération de Russie, pour accentuer la mise en œuvre des réformes antisociales et des privatisations, et en dernier lieu de préparer un nouvel assaut pour le pillage des gigantesques ressources naturelles du pays* » (6).

La destruction de l'URSS par la bureaucratie en 1991 a ouvert la Russie (et les ex-républiques soviétiques [7]) à tous les vents de l'anarchie capitaliste, alors que le marché mondial — dominé par l'impérialisme américain lui-même en crise — est en pleine décomposition. « L'oligarchie » russe comme le régime de Poutine qui la représente, subordonnés à l'impérialisme mondial tout en tentant de préserver leurs intérêts particuliers, se trouvent aujourd'hui dans des rapports qui ne suffisent plus à satisfaire les besoins de l'impérialisme mondial (et de l'impérialisme américain au premier chef).

---

### LA CHUTE DU PRIX DU PÉTROLE

---

La Russie est l'un des principaux producteurs de pétrole au monde (le premier en 2013, le second en 2012, après l'Arabie Saoudite). Plus de la moitié du budget de l'Etat fédéral russe dépend des revenus du pétrole et du gaz. La décision du sommet de l'OPEP (27 novembre), sous l'impulsion de l'Arabie Saoudite, du Koweït et du Qatar (dans un contexte de stagnation de la de-

mande mondiale), de ne pas réduire la production pétrolière a accéléré la chute du prix du baril, depuis juin 2014, atteignant son plus bas niveau depuis cinq ans, pulvérisant

« *le seuil en dessous duquel les membres de l'OPEP ou la Russie n'équilibrent plus leur budget. (...) La décision saoudienne de laisser chuter les prix peut s'interpréter comme une offensive géostratégique, de concert avec les Etats-Unis, contre l'Iran et la Russie* »

(auxquels on pourrait ajouter le Venezuela, l'Algérie, etc.), écrit le journal des capitalistes français *Les Echos* (8) (17 décembre).

---

### SANCTIONS INTERNATIONALES, FUIE DES CAPITAUX ET CHUTE DU ROUBLE

---

Les sanctions imposées à la Russie par les Etats-Unis et l'Union européenne, au nom de la crise en Ukraine, devaient, selon Madeleine Albright, cibler quelques centaines de « décideurs » influençant le Kremlin, leurs avoirs et leur droit de voyager. Les sanctions ont imposé le boycott des prêts au secteur bancaire russe, des investissements technologiques, notamment dans le secteur de l'énergie. Leur effet sur les « oligarques » russes

---

(6) « *Les événements en Ukraine et les tâches du mouvement ouvrier* », document adopté par la rédaction de *Rabochie Izvestiya*, Moscou, 29-30 avril 2014.

(7) L'URSS — fondée sur l'expropriation du capital par la révolution d'octobre 1917 — elle-même ne pouvait s'abstraire du marché mondial. D'où l'inanité du prétendu « *socialisme dans un seul pays* ». Cependant, l'Etat ouvrier, même dégénéré, restant fondé sur l'expropriation du capital, la suppression du système bancaire privé, la création d'une banque centrale d'Etat unique, le monopole du commerce extérieur et la non-convertibilité du rouble faisait obstacle à une intervention directe du capital financier mondial en URSS, même si cela ne supprimait pas la formidable pression exercée sur elle de l'extérieur, et de l'intérieur par la bureaucratie comme « *courroie de transmission* ».

(8) *Les Echos* évoquent une autre raison à la décision de l'OPEP : une contre-offensive des compagnies pétrolières « *traditionnelles* » contre celles engagées dans l'extraction du « *pétrole de schiste* » (aux Etats-Unis et au Canada), qui n'est rien d'autre que le dernier épisode de ce que Lénine appelait « *la comédie du pétrole* » (*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

est réel, tout comme l'effet désastreux de ces sanctions sur la population laborieuse. Du côté des « oligarques » :

« *La rapide chute du rouble bouscule désormais les fondamentaux économiques du régime et sape son autorité auprès de la communauté d'affaires. "En public, les chefs d'entreprise répètent peut-être les discours nationalistes, mais, en privé, ils racontent les dégâts d'une économie de plus en plus asphyxiée : écroulement des marges, problèmes de trésorerie, risques de faillite..."*, confirme le chef de filiale d'une entreprise française à Moscou » (*Les Echos*, 17 décembre).

Les sanctions, la chute du rouble et la hausse des taux décidée par la banque centrale menacent directement des centaines d'entreprises qui ont contracté des dettes en dollar ou en euro, estimées à hauteur de 500 milliards de dollars (*The Economist*). *In fine*, commente *The Economist*, ce sera à l'Etat fédéral de régler un grand nombre de ces factures, raison pour laquelle le montant de ses réserves de change sera vital... « *Or celles-ci s'évaporent.* »

Les sanctions, décrétées par Washington, portent également un dur coup aux économies des principales puissances impérialistes européennes elles-mêmes, surtout celles (Allemagne en tête) qui voient leurs investissements en Russie menacés (9). P-DG de Renault-Nissan et président du conseil d'administration d'AvtoVAZ, Carlos Ghosn s'inquiète :

« *Quand le rouble s'effondre, c'est un bain de sang pour tout le monde (...), les gens perdent de l'argent, tous les constructeurs automobiles perdent de l'argent* »...

tandis qu'à Togliatti, les ouvriers d'AvtoVAZ sont d'ores et déjà confrontés à un plan de milliers de licenciements.

---

## LES "OLIGARQUES" RUSSES VOTENT AVEC LEUR PORTEFEUILLE

---

La fuite des capitaux, qui n'a jamais cessé depuis 1991, s'est amplifiée fortement depuis six mois. La couche bourgeoise mafieuse dirigeante — issue de la bureaucratie restaurationniste en 1991, et qui a amassé d'immenses fortunes dans les privatisations-

pillages des années 1990 — ainsi que la haute bureaucratie de l'Etat vivant de la rente pétrolière et gazière, répondent à la crise comme elles l'ont toujours fait dans le passé : en organisant la fuite massive des capitaux. En un mot, ils « votent avec leur portefeuille ». Commentaire du représentant à Moscou d'une banque suisse :

« *Après les riches, ce sont désormais les Russes de la classe moyenne supérieure qui se mettent à transférer leur argent. Leur patriotisme s'arrête au demi-million de dollars...* »

La spéculation contre le rouble s'est déchaînée. Celle-ci est due à des ventes massives de la devise nationale sur les marchés des changes. Or, comme le rouble n'est en aucun cas une monnaie de règlements internationaux, encore moins une monnaie de « réserve », ce sont donc d'abord des Russes (et des sociétés étrangères engagées sur le marché russe), à présent relayés par les vautours des « hedge funds » internationaux, qui sont à l'origine de ces ventes. La caste de milliardaires, d'oligarques et de hauts fonctionnaires corrompus montre ainsi la réalité des discours « patriotiques » du régime qui parle en leur nom. Face à cette réalité, le chef du Kremlin n'a pu que supplier les détenteurs de capitaux « offshore » de les rapatrier, moyennant abandon des poursuites judiciaires, et formuler de vagues promesses de reprise économique « *dans les deux ans... ou avant, on ne sait pas* ».

---

## "ÉCONOMIE ÉMERGENTE" ET PRÉTENDU "IMPÉRIALISME RUSSE"

---

La panique s'exprime ouvertement dans les cercles les plus proches du pouvoir :

« *La banque centrale et les autorités peinent à contrôler la situation. En croyant résoudre le problème le plus urgent, ils en créent d'autres pour le futur, notamment dans le système bancaire* » déclare l'économiste en chef de la Sberbank, l'une des principales banques du pays.

---

(9) Sans parler d'autres aspects, comme les effets néfastes sur l'agriculture de pays européens des restrictions commerciales décidées par la Russie en réponse aux « sanctions » des Etats-Unis, de l'Union européenne et du Japon.

Les événements en cours mettent en pièces toutes les légendes répandues par ceux qui prétendent que le système capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, serait encore capable de développer les forces productives et de s'ouvrir de nouveaux marchés. A commencer par tous ceux qui, après l'effondrement de l'URSS et la privation-pillage qui a suivi, ont vu dans la Russie une prétendue « économie émergente ». La bureaucratie en URSS, allant jusqu'au bout de sa nature « restaurationniste », a livré la Russie et les ex-Républiques soviétiques à un marché mondial en état de décomposition avancée, rendant impossible la constitution d'une bourgeoisie nationale, et encore moins d'un impérialisme concurrent (10) : le capital financier (en particulier celui des Etats-Unis, le plus puissant) ne lui en laissant aucunement la place.

---

### FRAGILITÉ EXTRÊME AU SOMMET DU RÉGIME

---

Le régime de Poutine concentre aujourd'hui toutes les contradictions d'une couche dirigeante fragmentée entre de multiples clans et groupes : de ceux qui sont le plus étroitement liés aux oligarques, aux banques, aux milieux d'affaires, prêts à s'aplatir totalement devant Washington, dont ils reconnaissent la suzeraineté économique et politique (à l'image d'un Khodorkovski, ou d'un Koudrine, l'ex-ministre des Finances passé à « l'opposition libérale ») jusqu'à la partie de l'appareil bureaucratique de l'Etat, bien conscient qu'une soumission totale à l'impérialisme américain signifierait la liquidation de pans entiers de lui-même... L'instabilité extrême de sa base sociale fonde la fragilité de ce type, bien particulier, de régime « bonapartiste ». Dès le lendemain de l'élection présidentielle, Gazeta.ru (mars 2012) relevait que

*« la majorité pro-Poutine n'est que provisoire. Ses composantes ont des intérêts différents, des exigences divergentes et vont mettre de plus en plus d'ardeur à présenter leurs revendications au pouvoir. »*

L'impérialisme américain, lui-même en crise profonde, est fortement divisé sur la conduite à tenir. Si certains, en son sein, comme le sénateur McCain — hier à Kiev en première ligne sur « l'Euromaïdan » — poussent à aggraver la pression, d'autres

freinent ces tendances, conscients qu'ils n'ont, à ce jour, aucune alternative à proposer en termes de changement de régime, s'inquiétant des conséquences pour « l'ordre » mondial que pourrait entraîner sa chute préma-turée. Remarquons à ce sujet les termes, proposés par le ministre des Affaires étrangères Lavrov, de ce qui pourrait être un accord sur l'Ukraine — dans le cadre des « négociations » de Minsk (Biélorussie) : Moscou reconnaîtrait le passage de l'Ukraine — Donbass compris — sous l'égide de l'OTAN, en échange d'une reconnaissance officielle de l'annexion de la Crimée, et cela tandis que la « thérapie de choc » du FMI se déchaîne dans le pays (voir ci-dessous).

---

### “TOUT EST POSSIBLE”

---

Les conséquences brutales de la crise frappent désormais les couches les plus profondes de la population. Pour les travailleurs, les paysans, les retraités... les prix des produits de première nécessité, comme des produits importés, explosent (+ 57 % d'augmentation du prix du sarrasin en un an). La perspective de licenciements massifs se profile, y compris chez le géant Gazprom... ils sont déjà une réalité à l'usine automobile AvtoVAZ. (...)

Tout est possible... Le basculement du pays dans la décomposition, les pogromes « ethniques » chauvinistes, l'explosion de tendances dislocatrices... tout comme la révolution sociale.

---

### LA SEULE FORCE SOCIALE CAPABLE DE SORTIR LE PAYS DE LA CRISE

---

Evoquant dans sa conférence de presse du 17 décembre 2014 la levée des poursuites contre l'oligarque en disgrâce Evtouchenkov, dont il avait fait nationaliser temporairement les avoirs pétroliers, Poutine déclarait que cette mesure de rétorsion n'avait « rien à

---

(10) En dépit de ces évidences, l'existence d'un prétendu « impérialisme russe » est invoqué par de multiples groupes « d'extrême gauche », pablistes en tête, afin de justifier leur soutien à peine voilé aux « révolutions oranges » et autres « Euromaïdan » à la sauce américaine, tout comme ils ont soutenu en Libye et en Syrie l'ingérence de l'impérialisme.

voir avec une remise en cause des privatisations ». Le respect des privatisations, et plus généralement de la propriété privée (11), est en effet bel et bien ce qui interdit toute issue positive à la crise en cours, à l'échelle internationale comme en Russie.

Or remettre en cause les privatisations, exproprier et saisir les immenses fortunes érigées par le pillage des ressources naturelles (fortunes que les « oligarques » tentent de sauver en les plaçant à l'étranger), « *renationaliser* » l'ensemble des entreprises, et pour commencer les placer « *sous le contrôle des travailleurs* » (pour reprendre les termes de la résolution du meeting syndical de 5 000 ouvriers d'AvtoVAZ en août 2009) afin d'empêcher les vagues de licenciements, rétablir le contrôle des changes, des mouvements de capitaux et des prix des produits de première nécessité — c'est-à-dire, en définitive, rétablir les conquêtes arrachées par la révolution d'octobre 1917 — seraient les seules mesures d'urgence permettant de sauver la population laborieuse.

La seule force sociale capable de mettre en œuvre un tel programme, la seule dont la survie même exige d'en finir avec les privatisations, c'est la classe ouvrière. Dans le marché mondial capitaliste, même en décomposition avancée, la classe ouvrière reste une force sociale internationale.

Confrontée à l'offensive des « marchés » financiers, des « sanctions internationales » et de l'impérialisme, la classe ouvrière en Russie voit son avenir étroitement relié au sort du prolétariat des pays d'Europe, qui cherche à se dresser contre les plans de l'Union européenne, à la lutte des peuples opprimés qui résistent à l'impérialisme, et bien entendu à la lutte de classe des travailleurs des Etats-Unis, « *du ventre même de la bête* ».

---

## LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST CLASSE QUE PAR SES ORGANISATIONS ET SES CONQUÊTES

---

Quand le « sociologue » Roshine déclare que « *les gens n'ont aucune structure, aucune opposition, aucun encadrement pour canaliser le mouvement* », il dit quelque chose de juste et de faux à la fois. Le stalinisme a détruit les organisations ouvrières :

soviets, syndicats et partis, à commencer par le Parti bolchevique de Lénine et Trotsky, dont des dizaines de milliers de membres furent exterminés dans les camps staliniens et les caves de la police politique.

Mais la classe ouvrière, malgré les privatisations-pillages depuis 1991, par sa résistance, a préservé des segments, même limités, des conquêtes d'octobre 1917, qui continuent à vivre dans sa conscience. Elle a recommencé à constituer des organisations syndicales, certes faibles et minoritaires, se servant parfois même, ici ou là, de structures des anciens syndicats « verticaux » hérités de la bureaucratie.

C'est ce que montre la récente mobilisation de milliers de médecins et d'hospitaliers à Moscou contre le projet de fermetures massives des hôpitaux de la capitale. Une « réforme » que Poutine appelle à mettre en œuvre « *proprement* » et dans la « *concertation avec les personnels* »... et que « l'opposition libérale » trouve trop timide. C'est ce que montrent les meetings de plusieurs centaines d'ouvriers d'AvtoVAZ, le 31 octobre et le 16 décembre 2014, à l'appel du syndicat Edinstvo, sur les mots d'ordre

« *Non aux licenciements !* », « *Nous exigeons l'indexation des salaires et des pensions* », « *A bas l'optimisation !* », « *Bas les pattes devant AvtoVAZ !* », « *Les Komsomols ont construit la VAZ, Bo (12), ne t'avise pas de décider à notre place !* »

**30 décembre 2014**

---

(11) Un respect d'un genre particulier, en Russie, au regard des règles « classiques » du système capitaliste. Les divers clans qui dirigent le pays s'accordent sur le respect global des spoliations et pillages de la propriété d'Etat effectués depuis 1991... mais en se livrant entre eux un combat pour modifier les parts du gâteau et même les « règles » de ce partage, y compris au moyen, parfois, de formes bâtardes de « renationalisation » (quand ce n'est pas tout simplement au moyen du *reïderstvennyi zakhvat* : la prise de contrôle violente d'une entreprise par des hommes de main). La propriété privée n'est pas garantie en Russie comme le droit sacré qu'elle devrait être en régime capitaliste (pas plus d'ailleurs que les formes les plus basiques de la démocratie politique). C'est ce que montrent les malheurs arrivés aux « oligarques » déçus Goussinski Berezosvki, Khodorkovski, Pougatchev... Le fait que la bureaucratie n'ait pas donné naissance à une nouvelle bourgeoisie nationale se traduit en particulier par la fragilité du statut de la propriété privée. Une chose est certaine en revanche : si ces clans perdent le contrôle de l'appareil d'Etat, ils perdent tout...

(12) Bo Andersson, homme d'affaire suédois, directeur général d'AvtoVAZ depuis 2013.

## Ukraine

### Gouvernement de choc, “thérapie de choc”... et lutte de classe

#### Paru dans *Rabochie Izvestiya*, n° 49 (janvier 2015)

Comme l’écrit à juste titre la journaliste algérienne Linda Ababsa de la chaîne n° 3 (dans un article reproduit, avec l’autorisation de l’auteur, par *Fraternité*, le journal du Parti des travailleurs d’Algérie, décembre 2014) à propos de l’installation, le 1<sup>er</sup> décembre 2014 du nouveau gouvernement en Ukraine :

« *La ministre des Finances s’appelle Nathalie Ann Jaresko ; c’est une américaine native de Chicago. Elle a occupé plusieurs postes au département d’Etat des Etats-Unis. Et en Ukraine, son dernier poste a été chef de la section économique à l’ambassade des Etats-Unis. Elle est également cofondatrice et directrice générale du fonds d’investissement Horizon Capital. Le deuxième ministre étranger à avoir intégré ce gouvernement est lituanien, il s’agit d’Aivaras Abromavicius, codirigeant d’un fonds d’investissement suédois, nommé ministre de l’Economie. Le troisième s’appelle Alexander Kvitachvili, ex-ministre de la Santé en... Géorgie. C’est d’ailleurs lui qui avait privatisé les hôpitaux et les services polycliniques dans sa patrie d’origine. (...) La révolution du Maïdan aura donc servi à installer un gouvernement qui ressemble à une équipe de football, tant il comprend d’étrangers. Une équipe à forte connotation de droite qui se fait dicter son programme par les Etats-Unis, par l’Union européenne, par l’Alliance atlantique et par le Fonds monétaire international. Le président Porochenko est donc allé plus loin qu’on pouvait l’imaginer. Il offre, avec la composante de ce gouvernement, l’image d’une Ukraine quasiment réduite à une colonie administrée non plus à travers des “prête-noms” locaux, mais directement par les sponsors et par les parrains étrangers du nouveau régime.* »

Exit du « premier plan », les néonazis et héritiers de Stepan Bandera, bien utiles sur « l’Euromaïdan ». Place aux « experts » étrangers, pour mettre en œuvre la « thérapie de choc » exigée par le FMI. Ce ne sera même pas une « colonie », mais un véritable « protectorat » américain. A l’occasion de la visite du FMI à Kiev, l’Agence France-Presse (12 décembre) explique :

« *Les autorités ukrainiennes, acculées par l’état catastrophique de l’économie et par un coûteux conflit dans l’Est, se trouvent contraintes à une austérité de plus en plus*

*dure aux airs de “thérapie de choc” pour sortir le pays de l’impasse et retrouver une crédibilité auprès de ses créanciers.* »

Après l’annonce de la privatisation totale des mines de charbon,

« *le ministre des Transports a quant à lui annoncé la privatisation des agences qui gèrent les routes et les voies ferrées en Ukraine, Ukravtodor et Ukrzaliznytsia, afin de “réduire la corruption”. Le volontarisme du gouvernement risque toutefois de se heurter à des mesures très impopulaires exigées par le FMI pour réduire le déficit public, telles que la hausse des tarifs de l’énergie et des coupes drastiques dans les dépenses sociales, dont la santé et l’enseignement.* »

Le même gouvernement a fait voter le 23 décembre par la Rada (Parlement) une modification de la Constitution permettant d’ouvrir la voie à un accord officiel avec l’OTAN, et ce tandis que la population du Donbass (districts de Lougansk et Donetsk), privée de salaires, de retraites et de services publics par décret présidentiel du 14 novembre, et ravagée par des mois de guerre, s’enfonce dans la famine. D’ores et déjà, le ministre russe des Affaires étrangères, Lavrov, évoque le profil de ce que pourrait être un « accord » : la reconnaissance par le gouvernement russe de « l’intégrité territoriale de l’Ukraine » (Donbass compris) sous l’égide de l’OTAN, tandis que l’annexion de la Crimée serait tacitement reconnue par les grandes puissances impérialistes (c’est du moins une position qui s’exprime dans des cercles influents).

Mais en Ukraine, comme en Russie, les lois de la lutte des classes restent « le moteur de l’histoire », comme le montre la grève déclenchée, à Kiev, par les conducteurs de bus, de trams et de *marchroutki* (taxis collectifs) de l’entreprise *KievPasTrans*, à l’appel de leur syndicat *Troudoviaiia solidarnist*, pour le paiement des arriérés de salaire. Une même classe ouvrière qui cherche à se dresser sur son propre plan et pour la défense de ses propres intérêts que celle qui, en Russie, combat pour préserver ses hôpitaux dans la région de Moscou, et pour préserver les milliers d’emplois que les multinationales — avec la complicité des autorités fédérales — veulent liquider à AvtoVAZ (Togliatti).

# L'Allemagne après les attentats de Paris

Par Werner Uhde

La chancelière Merkel (CDU) a pris place, avec le vice-chancelier SPD Sigmar Gabriel, dans les rangs de la coalition internationale menant la « guerre contre le terrorisme » dirigée par Obama. Cette coalition s'est présentée face à l'opinion publique mondiale le 11 janvier 2015, après les attentats de Paris, lors de la réunion des quarante-quatre chefs d'Etat avec des représentants de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU, sous la forme d'une « sainte alliance ».

Le gouvernement de la grande coalition utilise les attentats de Paris et la mise en place d'une coalition internationale contre le terrorisme pour faire passer ses mesures au caractère offensif encore renforcé.

Dans sa déclaration gouvernementale au Bundestag, le 15 janvier 2015, Merkel énumère toutes les mesures que le gouvernement veut prendre ou a déjà prises.

On y trouve surtout la volonté que l'Allemagne prenne « une responsabilité élargie et plus importante » dans la politique générale de guerre contre les travailleurs et les peuples du monde, sous toutes ses formes, militaire, politique et économique, sous le haut commandement d'Obama et du capital financier américain.

C'est dans ce cadre que se situe la volonté d'augmenter les dépenses d'armement, d'intensifier les livraisons d'armes aux Kurdes dans le nord de l'Irak, ainsi que l'engagement à renforcer les interventions, qu'elles soient militaires ou qu'elles prennent

d'autres formes, dans la guerre du Proche et Moyen-Orient et, au-delà, dans le monde entier. C'est-à-dire d'aller plus loin dans la rupture avec les limitations arrachées à l'impérialisme allemand après la Seconde Guerre mondiale :

*« Plus jamais d'intervention de soldats allemands sur une terre étrangère » ;  
« pas de livraison d'armes dans des zones de conflit ».*

Cela a déjà provoqué l'opposition d'une grande majorité de la population, de même qu'au sein du SPD, et cette opposition va s'accroître à l'avenir, même si la pression pour aller vers une politique d'union nationale augmente.

Merkel n'hésite pas à réclamer que tous s'unissent avec son gouvernement pour le soutien inconditionnel militaire, financier et politique à l'Etat d'Israël, dans une situation où le gouvernement Netanyahu, par sa politique de guerre permanente et par le blocus de Gaza, remet en cause jusqu'au droit à l'existence du peuple palestinien.

En Europe, la grande coalition prend la responsabilité de diriger la brigade d'intervention ultra-rapide de l'OTAN, destinée, en tant que « fer de lance de l'OTAN », à accentuer la pression militaire sur la Russie dans les pays limitrophes d'Europe de l'Est.

De même, un renforcement des sanctions — cette contribution spécifiquement européenne à la guerre économique que mène l'impérialisme américain contre la

Russie — est à l'ordre du jour, ainsi que l'accélération de la déstabilisation économique et politique totale de l'Ukraine, qui s'enfonce de plus en plus dans le chaos de la guerre — ce à quoi Poutine contribue de son côté.

De plus, l'impérialisme allemand est constamment incité par l'impérialisme américain à prendre en charge de façon accrue une responsabilité politique dirigeante et une participation financière de plus en plus importante, pour combattre la crise généralisée de l'Union européenne et de ses institutions, de l'euro et de la BCE ainsi que de tous les Etats membres, afin d'éviter que se brise un des maillons de la chaîne. Au sein de l'Union européenne, la grande coalition Merkel-Gabriel est à l'avant-poste pour imposer aux travailleurs et aux peuples la politique d'austérité destructrice et les contre-réformes en vue du sauvetage de l'euro et du capital financier. Avec ce diktat, elle ose s'opposer à la volonté souveraine et démocratique du peuple grec qui, par la lutte pour ses revendications et par un vote majoritaire pour Syriza, veut en finir avec l'Union européenne, la troïka et son mémorandum.

Dépassé par ce rôle de leader, le gouvernement de la grande coalition ne fait qu'accélérer la crise de l'Union européenne et concentre de plus en plus les contradictions de la crise sur l'impérialisme allemand. La politique d'économies budgétaires sévères dans les pays européens se retourne — tout comme les sanctions contre la Russie qui étranglent le peuple russe — comme un boomerang contre l'économie exportatrice allemande. Le budget de la République fédérale allemande se porte pour une bonne part garant des dettes de ces pays. En même temps, l'extension de la guerre et la poursuite des programmes meurtriers contre la classe ouvrière et les peuples rencontrent une résistance de plus en plus importante et favorisent le développement de crises révolutionnaires en Europe, dans lesquelles l'Allemagne sera inévitablement entraînée.

Prenant en charge une responsabilité plus grande dans la guerre contre le terrorisme, surtout au Proche et au Moyen-Orient, la grande coalition, gouvernement de l'impérialisme allemand, prend la responsabilité pleine et entière de la création de conditions

de chaos et de guerre — de la destruction et du démantèlement de nations et d'Etats qui produisent une vague de réfugiés sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale — engendrant le terrorisme et important des attentats en Allemagne.

---

## PROMOTION D'UNE CAMPAGNE ANTI-ISLAM

---

La généralisation de la politique de guerre et, en relation avec elle, la poursuite de l'offensive visant à tailler dans les conquêtes sociales et démocratiques exigent d'étouffer la résistance de la classe ouvrière organisée et des peuples, qui continue à être l'élément déterminant de la situation dans les pays européens.

Cela signifie, pour la République fédérale allemande, continuer à briser le cadre de référence politique et social, le cadre de la démocratie politique, de la démocratie parlementaire et de l'Etat social. Ils sont déjà en pleine crise, et pour l'essentiel sous le diktat de l'Union européenne, à qui des droits nationaux souverains ont été abandonnés.

Il leur faut maintenant aller encore plus loin, faire exploser toute « régulation » des rapports entre les classes existant à travers les représentations organisées des intérêts de classe par les partis et les syndicats, dans le cadre de la démocratie parlementaire, de la « codécision politique » (la « Mitbestimmung ») et du « partenariat social et politique ». Il s'agit de faire pression en faveur d'une politique plus intensive d'union nationale et de responsabilisation.

A cet effet, la grande coalition est le meilleur instrument comme institution gouvernementale, avec sa politique permanente de consensus écrasant, qui signifie : sauvetage de l'euro, diktat de la règle d'or, déréglementation sans limites de toutes les conditions de travail pour baisser le niveau des salaires au nom de la compétitivité. Malgré certaines critiques partielles et une certaine « opposition » parlementaire, tous les partis se soumettent à cette politique, et les directions syndicales subissent des pressions en vue d'accompagner cette politique, même si elles émettent dans certains cas des protestations.

Pour le SPD au gouvernement, cela signifie son intégration totale à cette politique, sa structuration en vue de l'appliquer et l'étouffement de la résistance qui cherche à s'exprimer en son sein sous la pression du combat de la classe ouvrière.

Cela signifie enfin le total soutien à cette politique de la part de la direction de la centrale DGB, principale responsable du contrôle exercé sur les travailleurs et sur leurs combats de résistance, et l'acceptation par elle de transférer sur sa propre classe ouvrière le fardeau de la guerre économique et sociale pour les marchés et les matières premières, ainsi que pour la défense et le maintien de la compétitivité de l'impérialisme allemand.

Les attentats terroristes en France surviennent à point nommé pour promouvoir et provoquer aussi en Allemagne une situation d'« état d'exception politique ». C'est en fait le résultat de la politique d'ingérence accrue, militaire et économique-politique, qui prépare le terrain à des attentats terroristes en Allemagne.

D'autres mesures visent à restreindre les droits et libertés démocratiques, au mépris des libertés fondamentales garanties par la Constitution.

S'appuyant sur les manifestations de Pegida (acronyme de « patriotes d'Europe contre l'islamisation de l'Occident »), le gouvernement encourage à la fois la campagne anti-islam et les manifestations qui s'y opposent, ce qui lui permet de poursuivre, avec un succès relatif et superficiel, son objectif premier : empêcher que puissent se créer les conditions du combat uni, sous la direction de la classe ouvrière et de ses organisations, contre le gouvernement, principal responsable de cette situation.

C'est début novembre 2014 que commencent les manifestations de Pegida à Dresde. Les participants sont chaque semaine plus nombreux, venus de Dresde, de toute la Saxe et d'autres Länder de l'est de l'Allemagne.

Dès le début, les milieux d'extrême droite de Dresde, qui en ont pris d'emblée la direction, ont collé à ces manifestations l'étiquette de la campagne anti-islam et de la xénophobie envers les réfugiés. En dehors de Dresde, la mobilisation, menée par des

succursales autoproclamées de Pegida dans différentes villes de tout le pays, n'a jamais dépassé le cadre des partisans des groupements d'extrême droite.

Après les événements du 11 janvier à Paris, la participation aux manifestations anti-Pegida dans toute l'Allemagne s'est accrue, jusqu'à 100 000 le 12 janvier. Ces manifestants avaient une double motivation : d'une part, la crainte d'une importation des attentats terroristes en Europe et en Allemagne, et d'autre part, le rejet de la campagne de haine contre l'islam et les étrangers, menant à des atteintes à la démocratie qu'ils voulaient défendre de façon offensive en se dressant contre les mots d'ordre de Pegida. A aucun moment, les représentants du gouvernement de grande coalition ne sont parvenus à prendre la tête de ces manifestations

Les manifestations de Pegida ont atteint leur apogée le 12 janvier, avec 25 000 manifestants à Dresde, mais ce fut aussi le début d'un mouvement de prise de distance avec les mots d'ordre d'extrême droite.

Mais la responsabilité politique fondamentale de ces développements est portée par la direction du SPD, le parti traditionnel du mouvement ouvrier allemand, ainsi que par Die Linke, (*parti regroupant les restes du parti stalinien de RDA et une scission du SPD – NdT*).

Après 1989, ni les travailleurs et la population de la RDA ni la classe ouvrière allemande réunifiée n'ont trouvé dans le SPD une représentation politique des intérêts historiques de la classe ouvrière et de la démocratie, c'est-à-dire du droit imprescriptible du peuple souverain à disposer de lui-même à travers l'organisation politique et sociale de l'Allemagne unie, proclamée par une Assemblée constituante en liaison avec le combat pour un gouvernement ouvrier, seule voie par laquelle aurait pu être ouverte une perspective politique et sociale démocratique pour sortir de la crise de domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne.

En réalité, les participants d'Allemagne de l'Est aux manifestations de Pegida étaient inquiets de l'implication croissante de l'Allemagne dans la guerre à travers le monde et de ses conséquences : l'importation dans le pays d'attentats terroristes, ce qui est

un signe du rejet encore plus fort de cette politique au sein de la population des Länder de l'Est. Cela vaut plus particulièrement pour les récents développements dans les relations entre l'Ukraine et la Russie. L'un des mots d'ordre des manifestants était : « *Laissez la Russie en paix* ».

Cette inquiétude est nourrie par l'affaïssement social subi par cette population depuis la privatisation-destruction de la propriété d'Etat des moyens de production et la liquidation des conquêtes sociales qui lui étaient liées. La règle d'or et la poursuite de la politique de l'Agenda (1) approfondissent certes la fracture sociale entre les riches et les pauvres dans toute l'Allemagne, mais, de plus, elles renforcent la fracture Est-Ouest et l'injustice sociale, en livrant les travailleurs et la jeunesse de l'Est à un chômage accru, aux salaires de misère, à l'emploi précarisé, et enfin à une vieillesse dans la misère.

Dans les Länder de l'Est, il y a un taux d'abstention notablement plus élevé, touchant tous les partis officiels, mais spécialement le SPD et récemment Die Linke. Cette tendance est encore renforcée par la politique de consensus s'exprimant dans la grande coalition, d'abord seulement *de facto*, puis ensuite institutionnalisée dans la grande coalition dirigée par Merkel, et imposée à tous par l'Union européenne comme étant « sans alternative » pour sauver l'euro et le capital financier. Cette abstention passive s'est muée d'abord en une augmentation du vote en faveur de l'AfD (*Alternative für Deutschland, scission de la CDU à connotation « eurosceptique »* – NdT) en Saxe et Thuringe, et maintenant, pour une part de la population, en ces manifestations. Dans ces Länder, un signal d'alarme est à noter : aux élections régionales, le SPD est tombé autour de 10 %, ce qui le met au même niveau que l'AfD.

Cette situation sociale et politique explosive a rendu nerveux les représentants de la grande coalition. Utilisant l'usurpation de ce mouvement de protestation de Dresde par les provocateurs d'extrême droite, ils ont contribué par tous les moyens, ouverts et discrets, au détournement de cette protestation de masse vers un supposé ennemi intérieur : l'« islam », étiquette religieuse et trompeuse collée sur l'immigration, les réfugiés et « le terrorisme islamiste ».

Dans sa déclaration gouvernementale, Merkel fustige « *le terrorisme islamiste meurtrier* » qui « *marche main dans la main avec l'antisémitisme* », et elle incite « *le clergé de l'islam à éclaircir les raisons pour lesquelles les terroristes, lors de leurs méfaits, se revendiquent toujours de l'islam* ». En agissant ainsi comme chancelière de la grande coalition, elle verse, du haut de la tribune du Parlement, de l'huile sur le feu de la campagne anti-islam qu'elle prétend hypocritement vouloir éteindre.

Sigmar Gabriel n'a pu parvenir à réaliser son projet d'appeler, immédiatement après le 11 janvier, à une manifestation monstre à Berlin pour célébrer la grandiose unité de la population derrière le gouvernement, car Merkel l'a rapidement convaincu qu'ils seraient incapables de réaliser ce dessein.

Les conditions permettant une campagne de haine contre l'islam ont été suscitées depuis des années par tous les gouvernements, à commencer par celui de Schröder. Ils exigent tous des immigrés qu'ils s'intègrent, mais, en même temps, ils leur refusent les bases matérielles qui leur permettraient de jouir de leurs droits fondamentaux : le droit à l'enseignement et à la formation gratuits, y compris les cours de langue allemande, le droit à des emplois sous conventions collectives et non précaires, le droit au logement, indépendamment de leur appartenance religieuse, de leur origine, de leur nationalité.

Aux réfugiés, ils refusent le droit d'asile, et aux bénéficiaires du droit d'asile, ils refusent l'exercice de leurs droits et libertés politiques démocratiques, de même qu'ils refusent aux immigrés les conditions matérielles leur permettant d'user de ces droits et libertés. Le but visé est de provoquer leur opposition sur des bases religieuses et culturelles à la société, et plus particulièrement à la partie de la population dont les droits et conquêtes sociales ont été également détruits et déniés par cette même politique gouvernementale.

---

(1) En 2005, Gerhard Schröder, chancelier SPD, met en place une batterie de mesures réactionnaires anti-ouvrières, qu'il appelle « Agenda 2010 ». Depuis lors, et jusqu'à aujourd'hui, le terme « politique de l'Agenda » désigne les mesures de déréglementation anti-ouvrières exigées par le capital et l'Union européenne (NdT).

Cela prépare le terrain à ceux qui désignent alors les immigrés et les réfugiés comme des boucs émissaires et qui appellent à des campagnes contre l'islam.

La grande coalition utilise les attentats terroristes pour nourrir en Allemagne une campagne sur des bases ethnico-religieuses masquées, et pour appeler ensuite à des contre-manifestations. Elle tente par ce moyen de faire obstacle au surgissement d'un mouvement de combat unitaire de la classe ouvrière organisée contre la grande coalition et sa politique.

---

### **POURSUITE DE LA CAMPAGNE CONTRE LES DROITS ET LES CONQUÊTES SOCIALES DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

---

A cette nouvelle étape du combat pour le maintien de l'ordre basé sur la domination impérialiste dans le monde et en Europe, l'impérialisme allemand, qui combat pour affirmer son existence, sa compétitivité et sa place dans la crise qui éclate de tous côtés, et face à la menace d'implosion de l'Union européenne, pousse à une intensification des attaques contre les conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière.

Après l'affaiblissement des syndicats par la déréglementation des conditions de travail et des conventions collectives nationales, après l'intégration institutionnelle du SPD dans le gouvernement Merkel et la soumission des directions syndicales à cette politique, il est devenu nécessaire d'attaquer directement la combativité de la classe ouvrière organisée dans ses syndicats. C'est cela que vise la « loi sur l'unité des conventions collectives » (TarifEinheit-Gesetz — TEG), ingérence directe de l'Etat dans le droit syndical de grève et dans le droit fondamental des syndicats à négocier les conditions de travail.

Dans la situation actuelle, nous assistons à la sortie de plus en plus fréquente et agressive du patronat hors des conventions collectives et au démantèlement des conventions collectives nationales pour abaisser le niveau des salaires. Cela touche toutes les branches, y compris l'industrie, mais en particulier les services publics et les services à la population.

Un exemple parmi beaucoup d'autres : la Deutsche Post SA entend utiliser en priorité ses 25 000 contrats à durée déterminée pour rétrograder près de 20 000 facteurs dans une catégorie aux salaires plus bas et aux conditions de travail plus mauvaises.

---

### **LA SITUATION EST MARQUÉE PAR LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

---

Cependant, la situation est déterminée par la résistance de la classe ouvrière. Dans les négociations salariales, mais aussi contre les atteintes courantes aux conventions collectives nationales, comme pour l'intégration des personnels sans convention collective et précaires dans les conventions collectives nationales (Amazon), les travailleurs se saisissent plus énergiquement et plus résolument de leurs syndicats pour lutter contre la règle d'or et le déficit zéro, contre la baisse des coûts salariaux. Ils se saisissent de leurs syndicats, dont la direction a, pendant des années, accompagné cette politique de l'Agenda.

La lutte des conducteurs de locomotives et du personnel des trains reste d'actualité, ainsi que celle des pilotes de Lufthansa-Germanwings avec leur syndicat Cockpit pour la défense des acquis de leur convention collective. Le personnel des trains combat avec son syndicat GDL pour ses revendications : forte augmentation du salaire réel, réduction de la durée du travail et création d'emplois. Contre la vague des six grèves, finalement assez longues, organisées par le syndicat GDL, s'est déchaînée une campagne haineuse des médias sous la houlette du gouvernement et avec la honteuse participation de responsables syndicaux du DGB (*la centrale syndicale — NdT*), y compris le président du syndicat EVG, le principal syndicat des chemins de fer.

Leur reproche : le caractère « disproportionné » de ces grèves menées dans « l'intérêt égoïste » d'une partie des personnels des chemins de fer au détriment de « l'intérêt général ». Cette vague de grèves et la campagne incendiaire menée contre elles ont été utilisées par la ministre SPD Nahles pour présenter au Conseil des

ministres son projet de loi dit sur « l'unité des conventions collectives ».

Après que les deux syndicats GDL et EVG sont parvenus à obtenir pour l'ensemble du personnel des chemins de fer le paiement d'une substantielle augmentation unique pour les derniers mois de l'année 2014, il y a maintenant urgence en ce qui concerne les négociations sur les revendications, pour l'essentiel les mêmes pour les deux syndicats, concernant l'année 2015. Mais il y a aussi la pression des travailleurs dans les deux syndicats pour aller à la grève, ce qui oblige les directions syndicales à menacer de grèves d'avertissement.

Dans la négociation collective concernant les 3,8 millions de travailleurs de la métallurgie et de l'électricité, les travailleurs ont fait obligation à la direction syndicale de revendiquer une augmentation des salaires de 5,5 %, alors que le bureau du syndicat voulait mettre au centre la revendication de prolongation et d'extension du travail à temps partiel pour les plus âgés, concernant un petit pourcentage des travailleurs, et un temps partiel de formation pour une partie des travailleurs. Le coût de ces deux revendications doit être prélevé sur l'augmentation salariale générale obtenue pour tous les travailleurs ! C'est ainsi que les salariés doivent contribuer, par le biais de réglementations conventionnelles, à amortir le démantèlement du système des retraites et la destruction d'emplois dans le cadre du début de la numérisation.

Devant le rejet des revendications par le capital, l'IG Metall a organisé une vague de grèves d'avertissement dans lesquelles, en peu de jours, jusqu'au 8 février, 470 000 travailleurs se sont mobilisés, avant tout parce qu'ils tiennent à imposer une substantielle augmentation des salaires réels.

---

**LA LOI SUR L'“UNITÉ  
DES CONVENTIONS COLLECTIVES” :  
AGRESSION CONTRE LE DROIT  
DE GRÈVE ET LES DROITS  
SYNDICAUX FONDAMENTAUX**

---

Avec le projet de loi sur l'unité conventionnelle (TEG), la ministre du Travail SPD, Andrea Nahles, a agi conformément au rôle

que le SPD est appelé à jouer dans la grande coalition : permettre au gouvernement dirigé par la chancelière Merkel de prendre les mesures anti-ouvrières dictées par le capital et l'Union européenne. Pour cela, il faut que la direction du SPD puisse compter sur le soutien de la direction du DGB.

Déjà, en 2010, il y avait eu une initiative commune des associations patronales et du DGB pour une telle loi, mais la coalition noire-jaune (c'est-à-dire CDU-CSU et FDP) sous Merkel n'avait pas pu la faire passer face à la résistance venant des syndicats. La résistance dans les syndicats Ver.di (services) et GEW (enseignement) avait amené les directions syndicales à prendre ouvertement leurs distances par rapport à cette initiative et à la faire échouer.

Aujourd'hui, le président du DGB, Reiner Hoffmann, en commun avec les présidents de l'IG Metall et de l'IG BCE (mines, chimie, énergie), passe par-dessus la résistance d'autres syndicats et donne à Nahles le soutien nécessaire à son projet. Cela se fait au nom d'une « unité conventionnelle au niveau de l'entreprise » qui, d'après cette loi, n'est rien d'autre qu'une unité forcée ordonnée par l'Etat derrière le syndicat majoritaire dans l'entreprise.

Les droits syndicaux fondamentaux, garantis par la Constitution, de libre négociation, de signature d'accords et de grève peuvent être déniés au syndicat minoritaire par décision de justice ou sur intervention gouvernementale, parce qu'ils sont jugés « disproportionnés » et « nuisant à l'intérêt général ». Ce n'est rien d'autre que la suspension du droit constitutionnel à se coaliser librement en syndicats.

La grande coalition en Allemagne prend ainsi sa place dans l'offensive mondiale des représentants patronaux contre le droit de grève, inscrit et garanti dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de ses conventions 87 et 98 depuis des décennies, et dans les attaques brutales contre le droit de grève dans des pays de l'Union européenne.

Avec cette loi TEG se produit, après le salaire minimum légal, la seconde ingérence de l'Etat dans le droit de libre négociation et dans les droits fondamentaux des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale impérialiste.

Tandis que le texte de loi proprement dit concerne le syndicat minoritaire dans l'entreprise, l'exposé des motifs de la loi entend juger de façon générale la « proportionnalité » de la grève de tout syndicat, de ses revendications, sa combativité et sa capacité à s'imposer d'après le seul critère de la nuisance envers l'« intérêt général et public ». Ainsi, ce texte de loi peut à toute occasion être invoqué pour que les grèves de quelque syndicat que ce soit puissent être examinées et éventuellement interdites comme disproportionnées. Au-delà du texte proprement dit de la loi, le projet actuel ouvre la possibilité d'une limitation des droits au nom de « l'intérêt général ». Cela en fait une menace fondamentale contre le droit syndical de grève en général. Cela en fait une arme juridique de l'État, par exemple pour la grande coalition qui définit l'intérêt général par les deux lois-cadres de la règle d'or et de la « compétitivité de l'économie », lois devant lesquelles les droits syndicaux fondamentaux à la formulation libre et indépendante des revendications, à la liberté de négociations et à la signature de conventions collectives, et le droit syndical de grève sans limite ne tiennent plus.

Pour leur soutien aux ministres Nahles et Gabriel sur la loi TEG, le président du DGB Hoffmann, le président de l'IG Metall Wetzel et le président de l'IG BCE Vassiliadis n'ont reçu aucun mandat des millions de syndiqués. Ils ont ainsi provoqué un clivage dans le DGB.

Les trois syndicats Ver.di, GEW et NGG ont appelé à une campagne de signatures pour le retrait de ce projet de loi. Cela crée une fracture traversant le DGB, qui a jusqu'ici soutenu dans l'unité l'entrée du SPD dans la grande Coalition, son programme, le traité de coalition et sa politique.

Le soutien du DGB est indispensable à la grande coalition pour s'assurer le contrôle du mouvement de résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse.

C'est pourquoi la crise du DGB est en même temps la première grande crise de la grande coalition. Et tous les efforts pour intensifier cette « communauté » avec le gouvernement en utilisant les événements du 11 janvier n'ont rien pu y changer, malgré l'aide reçue du président de Ver.di, Bsirske, et des présidents des deux autres syndicats.

La campagne de signatures contre la loi devait se faire aussi discrètement que possible, par Internet. Mais des instances locales, régionales et de Länder de Ver.di, mais aussi du GEW et du NGG (alimentation, hôtels, restaurants) ont adopté des résolutions pour une véritable mobilisation des cadres, militants syndicaux et responsables locaux, pour la mobilisation par des assemblées du personnel, dans les instances et administrations et dans des réunions publiques, ainsi que par des appels aux députés du SPD pour qu'ils votent non. Ils ont tous été soumis à des pressions « d'en haut », toute mobilisation a été sabotée « par en haut ».

Les cadres syndicaux veulent se servir de la campagne de signatures comme d'un levier pour pousser la ministre Nahles à retirer le projet de loi TEG. Le président de Ver.di, Bsirske, poursuit un autre but. Pour lui, la campagne de signatures est un élément destiné à accompagner le dépôt de la loi en faisant mine de protester.

En commun avec leurs contacts syndicaux et politiques, les militants de l'Organisation ouvrière socialiste internationale (ISA, section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne) soutiennent ces initiatives dans les syndicats, de même que dans le SPD, pour que s'exprime le non à cette loi TEG, pour s'adresser à la direction du SPD et aux ministres de la grande coalition Nahles et Gabriel ainsi qu'aux députés du SPD. Ils soutiennent les initiatives d'assemblées publiques de discussion par lesquelles la lutte est portée avec encore plus de force dans les organisations.

---

## IL FAUT DONNER UN COUP D'ARRÊT À LA GRANDE COALITION

---

En préparant une arme plus puissante face au renforcement du combat de la classe ouvrière, la grande coalition est maintenant elle-même entrée en crise ; celle-ci s'exprime dans la résistance qui se manifeste au travers de la crise du DGB.

Dans toutes les revendications de ses luttes, mais aussi sur le terrain des élections, se manifeste la volonté de la classe ouvrière et de la majorité de la population laborieuse

d'en finir avec la poursuite et l'aggravation des politiques menées par la grande coalition, politiques d'austérité, de respect de la règle d'or et du déficit zéro, de démantèlement des conventions collectives et de toutes les relations de travail réglementées.

Cette volonté est encore renforcée par le refus de la part du gouvernement Merkel-Gabriel d'assumer une responsabilité encore plus grande dans le combat contre l'effondrement qui menace l'Union européenne, la BCE et l'euro. Comme dans toute l'Europe, la population laborieuse et la jeunesse d'Allemagne voient dans les revendications que la classe ouvrière et le peuple de Grèce, appuyés sur des actions de classe dures et de longue haleine, et maintenant à travers les élections, ont pu faire valoir contre le diktat de la troïka et du gouvernement Merkel, un point d'appui pour leur combat contre la politique de la grande coalition. Et cela à double titre : d'une part contre le diktat inflexible de poursuite de la politique de la troïka, par lequel celle-ci entend bafouer sans scrupules la volonté souveraine du peuple, et d'autre part, contre la poursuite et l'approfondissement en Allemagne de la politique d'austérité de l'Agenda.

Dans son combat de classe, la classe ouvrière allemande s'affronte maintenant de manière plus directe à la politique des ministres du SPD au sein de la grande coalition, qui, par la « loi sur l'unité des conventions collectives », font le sale boulot pour le compte de Merkel et des donneurs d'ordres du capital. En particulier pour la couche de cadres syndicaux, le problème du soutien de cette politique par la direction du DGB devient le centre de leur recherche d'une voie pour en finir avec la politique anti-ouvrière de la grande coalition.

Il faut donner un coup d'arrêt à la grande coalition.

Les membres de l'ISA en sont persuadés : dans son combat de classe, la classe ouvrière remettra en cause le soutien à la grande coalition par la direction du DGB et cherchera à utiliser les syndicats comme instruments pour l'organisation de son combat pour les revendications, pour les détacher de la soumission aux exigences de la politique de la règle d'or et du déficit zéro, de la « compétitivité de l'économie », auxquelles leurs revendications et droits devraient être

sacrifiés et au nom desquelles les relations de travail réglementées arrachées par des années de combat devraient être soumises à la déréglementation, les niveaux de salaires abaissés et les systèmes de Sécurité sociale démantelés.

Dans son développement, ce combat de la classe ouvrière met à l'ordre du jour également la rupture du SPD avec cette politique menée dans l'intérêt du capital financier et du système capitaliste qui se trouve dans une crise sans issue, ce qui exige la rupture avec la politique de sauvetage de l'euro, avec l'Union européenne et la BCE — et pour cela, la rupture avec la grande coalition.

Les membres de l'ISA soutiennent tout pas dans cette direction.

Nous soutenons la conférence ouvrière qui se tient le 28 février à Berlin à l'invitation de travailleurs, de syndicalistes, de militants politiques, de sociaux-démocrates. Cette conférence se fixe de rassembler des militants syndicaux et politiques d'origines et d'orientations politiques diverses, qui ont tous une chose en commun : vouloir combattre la politique de la grande coalition, et plus spécifiquement de la direction du SPD au sein du gouvernement.

Nous, membres de l'ISA, cherchons à discuter avec tous les militants politiques et syndicaux ainsi qu'avec les jeunes, sur leurs expériences dans la recherche d'une voie qui permette de sortir de la grave crise du mouvement ouvrier officiel, en défendant une politique indépendante, authentique. Et dans cette discussion, nous développons nos positions. Notre objectif est de les gagner à un renforcement de l'ISA, section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale, au renforcement de l'organisation qui combat sur la base du *Programme de transition*, pour la défense de l'indépendance des organisations de classe et pour une politique ouvrière révolutionnaire et internationaliste.

**Werner Uhde**

# Que signifie la “normalisation” des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba ?

Par Alan Benjamin

Le 17 décembre 2014, le président Barack Obama annonçait la « normalisation » des relations diplomatiques avec Cuba et la levée de certaines restrictions concernant des activités personnelles, économiques et financières imposées par le gouvernement des Etats-Unis en janvier 1961 lorsque le blocus est entré en action. Obama a également accepté de libérer trois des « Cinq de Cuba », Luis Medina, Gerardo Hernández et Antonio Guerrero, des prisonniers politiques détenus dans les prisons des Etats-Unis, en échange de l'espion américain Alan Gross. De plus, l'accord s'est fait pour rouvrir les ambassades dans les deux pays dans les mois qui viennent.

Ce qui a amené cette décision de « normaliser » les relations, ce sont les tentatives infructueuses menées durant les cinquante-trois dernières années de la part de l'impérialisme américain visant à renverser le processus révolutionnaire à Cuba. Cette campagne comprenant, entre autres, la tentative d'invasion militaire à Playa Girón, en avril 1961 (le débarquement de la baie des Cochons), une tentative d'invasion réduite à néant par la résistance armée du peuple cubain ; le blocus économique ; la création de groupes anticastristes sur le sol cubain et le soutien qui leur fut apporté ; le sabotage constant d'infrastructures économiques et civiles ; la provocation de la crise des missiles d'octobre 1962, et d'autres encore. Toutes ces tentatives furent déjouées.

L'annonce d'Obama a été faite seulement quatre mois après que John Kerry, secrétaire d'Etat, annonçait la formation d'une coalition de soixante nations, ayant à sa tête l'impérialisme américain, « pour combattre l'Etat islamique (Daech).

Le document officiel de la Maison-Blanche visant à « définir une nouvelle orientation par rapport à Cuba », publié en même temps qu'Obama faisait son discours, reconnaissait que

*« des décennies de politique d'isolement de Cuba menée par les Etats-Unis ont échoué »*

et notait qu'

*« à certains moments, la politique persistante des Etats-Unis à l'égard de Cuba a abouti à isoler les Etats-Unis et couper le pays de certains partenaires dans la région et au plan international. Elle a limité nos possibilités d'exercer une influence sur les événements dans l'hémisphère occidentale et nous a empêchés de mettre à profit tout l'éventail des instruments dont les Etats-Unis pouvaient disposer pour amener un changement positif à Cuba. »*

Le texte de la Maison-Blanche précise le contenu de ce « changement positif » :

*« Nous cherchons à donner une impulsion au potentiel que représentent onze millions de Cubains en mettant fin à des restrictions inutiles de leurs activités politiques, sociales et économiques. »*

Le texte poursuit en résumant l'objectif final de cette « normalisation » des relations avec Cuba par cette formule :

*« Aujourd'hui, nous renouvelons notre leadership sur les Amériques. »*

Et ainsi, au nom de ce « leadership renouvelé », l'impérialisme américain annonce une nouvelle contre-offensive contre toutes les nations et les peuples des Amériques, expression régionale de la reprise de sa « guerre » globale « contre le terrorisme ».

---

### **PRESSIONS VISANT À DÉTRUIRE LES SECTEURS ÉCONOMIQUES NATIONALISÉS ET LES SERVICES PUBLICS D'ÉTAT À CUBA**

---

Concernant Cuba elle-même, la déclaration de la Maison-Blanche dit clairement que la destruction des secteurs nationalisés et les services publics d'Etat de Cuba est un des objectifs clé des Etats-Unis.

La déclaration indique que

*« Les changements d'orientation faciliteront pour les Américains la possibilité de fournir des formations patronales pour les chefs d'entreprises privées cubains et pour les petits fermiers, et d'apporter d'autres soutiens pour favoriser la croissance du secteur privé naissant de Cuba. Des possibilités supplémentaires pour favoriser la croissance de l'entrepreneuriat et du secteur privé à Cuba seront étudiées. »*

Le document de la Maison-Blanche relève également que, sous la direction de Raúl Castro, Cuba a initié un certain nombre de « réformes économiques » qui ont produit des effets positifs. C'est une référence au licenciement de 137 000 fonctionnaires annoncé par le gouvernement cubain en septembre 2010 (ainsi que la levée partielle des restrictions imposées aux entreprises privées) et à la loi sur les investissements étrangers adoptée par l'Assemblée nationale de Cuba le 29 mars 2014.

La loi sur les investissements étrangers donne la possibilité à des investisseurs étrangers de posséder 100 % des entreprises — sans aucune restriction par rapport au rapatriement des bénéfices — dans la

majorité des secteurs économiques de Cuba, ainsi que des exemptions d'impôts conséquentes pour les nouveaux investisseurs.

Mais cela n'a pas encore suffi pour amadouer Washington et les entreprises multinationales ; ils disent qu'il faut encore davantage de « réformes ». Une réévaluation des politiques économiques publiée par les « représentants des investisseurs » Fox Rothschild LLP sur le site Mondaq Business explique :

*« Tant que les investisseurs étrangers ne pourront pas embaucher et licencier les travailleurs directement, et les payer dans une monnaie convertible, la nouvelle loi sur l'investissement restera trop floue et pleine d'incertitudes » (19 août 2014).*

Carlos Alonzo Zaldiva, ancien ambassadeur de Cuba en Espagne, met en garde en disant que si rien ne les arrête, ces « réformes » de liberté du marché auront des conséquences désastreuses dans un pays où

*« six millions de Cubains sur onze millions et demi dépendent de la protection sociale sous forme de retraites, de services et de produits subventionnés, tandis que soixante-huit pour cent du budget de la nation est consacré aux dépenses sociales. Si l'on tient compte de cette réalité, ce sont des millions de Cubains qui ont tout à fait raison de craindre que les nouvelles ouvertures au marché vont diminuer, sinon complètement liquider, ces dépenses sociales. Ce sont ces millions qui s'opposent aux changements proposés » (El País, Espagne, 1<sup>er</sup> janvier 2015).*

---

### **LA PORTÉE DU CHANGEMENT DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE À L'ÉGARD DE CUBA SUR TOUT LE CONTINENT**

---

Si l'on tient compte de l'approfondissement de la crise de domination des Etats-Unis sur le monde, particulièrement dans le Moyen-Orient, Obama s'est fixé pour tâche de mettre en avant une plus grande « stabilité » sous contrôle américain, et d'augmenter l'hégémonie des Etats-Unis dans les pays sur lesquels ils exercent une influence directe. Et cela exige de sortir de son isolement actuel.

Sur le front continental, la limitation de la « possibilité (pour l'impérialisme américain)

d'exercer une influence sur les événements dans l'hémisphère occidentale » s'est plus particulièrement exprimée lorsqu'a été formée, en décembre 2011, la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC), très largement à l'initiative des gouvernements vénézuélien et cubain.

La formation de la CELAC visait à faire progresser l'intégration régionale des pays d'Amérique latine pour contrecarrer l'Organisation des États d'Amérique (OEA) dirigée par les États-Unis. Cet organisme est né comme conséquence de l'élection de gouvernements petit-bourgeois nationalistes de type « front populaire » — depuis Hugo Chavez (1999) jusqu'à Rafael Correa en Equateur (2006), en passant par Luis Inacio Lula da Silva, du Parti des travailleurs (PT) au Brésil (2002), Tabaré Vázquez, du Front élargi, en Uruguay (2003), Evo Morales en Bolivie (2005). Tous ont été autant d'épines dans le pied de l'impérialisme américain. Et ces épines se sont d'autant plus enfoncées avec le refus des États-Unis de lever l'embargo sur Cuba et de permettre à Cuba de participer aux différents sommets des Amériques organisés par l'Organisation des États américains (OEA).

De la part des gouvernements qui en faisaient partie, la création de la CELAC n'était pas une rupture de leurs liens de subordination avec l'impérialisme américain, mais cela reflétait quand même un effort pour créer un espace régional pour améliorer leurs possibilités de négocier avec l'impérialisme. Comme l'explique un article de *La Vérité* (n° 73, mars 2012) consacré à ce sujet :

« Dans la “déclaration de Caracas”, (décembre 2011), (au point 28 il est indiqué) “que la CELAC, seul mécanisme de dialogue et d'accord qui regroupe les trente-trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes, est la plus haute expression de notre volonté d'unité dans la diversité qui, à l'avenir, renforcera nos relations politiques, économiques, sociales et culturelles, sur la base d'un agenda commun de bien-être, de paix et de sécurité pour nos peuples, pour nous renforcer comme communauté régionale”.

*Trente-trois pays, c'est-à-dire avec Cuba mais sans les États-Unis ni le Canada. Trente-quatre sont membres de l'OEA, un jour qualifiée par Che Guevara de “ministère des colonies des États-Unis”. Et si les mots ont un sens, “seul*

*mécanisme de dialogue et d'accord qui regroupe les trente-trois”, cela voudrait dire que la CELAC se superpose à une OEA vidée de son contenu. La construction de ce cadre politico-juridique formel, distinct de l'OEA, peut créer une fissure avec les États-Unis qui, dès maintenant, ne la voient pas d'un bon œil. »*

Non seulement la CELAC menaçait l'hégémonie des États-Unis, mais l'impérialisme voyait bon nombre de ses propres alliés désertir le navire concernant la politique des États-Unis à l'égard de Cuba.

Lors du sixième sommet des Amériques, qui s'est tenu à Carthagène, en Colombie, les 14 et 15 avril 2012, les États-Unis étaient complètement isolés et discrédités par rapport à Cuba aux yeux de l'immense majorité des délégués. Seuls deux pays, Panama et le Canada, appuyèrent le refus du gouvernement américain (qui fit usage de son droit de veto) de permettre à Cuba de participer au sommet.

Devant la menace des pays de l'ALBA (l'Alliance bolivarienne) de boycotter le septième sommet des Amériques, qui va se tenir à Panama les 10 et 11 avril 2015, le gouvernement du Panama, un des deux alliés d'Obama, a lâché son commanditaire américain et a invité Cuba à participer au sommet.

Si l'on en croit le site de l'OEA,

« Obama a annoncé qu'il participerait au sommet de Panama et attendait avec impatience de rejoindre Raúl Castro à Panama pour faire face ensemble aux défis qui attendent les pays des Amériques ».

Lors de son discours du 17 décembre, Obama le disait :

« Au mois d'avril qui vient, nous nous préparons à voir Cuba rejoindre les autres nations de cette hémisphère lors du sommet des Amériques. Mais nous insisterons pour que la société civile nous rejoigne afin que les citoyens, et pas seulement les dirigeants, donnent forme à notre avenir. Et j'en appelle aux autres dirigeants et leur demande de donner toute sa dimension à l'engagement pris pour la démocratie et les droits de l'homme, qui sont le cœur de la Charte interaméricaine. »

On ne peut douter qu'Obama et le gouvernement des États-Unis feront pression sur les dirigeants cubains pour qu'ils l'aident à

stabiliser la situation dans tout l'hémisphère, conformément aux intérêts de l'impérialisme américain. Cela ressort de l'insistance que mettait Obama à demander que les organisations de la « société civile », subventionnées par les Etats-Unis, assistent au sommet de Panama et que tous acceptent la « Charte interaméricaine » capitaliste, « de libre marché » de l'OEA. (Il y a tout lieu de penser qu'à de nombreuses reprises, Fidel Castro a caractérisé l'OEA, organisateur de ces différents sommets, comme « le cheval de Troie de l'impérialisme américain ».)

---

## LA CELAC ET LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS À HAÏTI

---

En janvier 2014, en contradiction avec les plus grands espoirs que les travailleurs et les peuples des Amériques avaient placés dans cette organisation lorsqu'elle fut créée, le deuxième sommet de la CELAC, qui se tenait à La Havane (Cuba), adopta une résolution sur Haïti qui représente une très grave violation de la souveraineté des nations opprimées en ce qu'elle ignore délibérément la présence des forces de l'ONU-Minustah sur le sol d'Haïti ; elle ne tient pas compte du fait que l'épidémie de choléra fut introduite sur l'île par les troupes d'occupation des Nations unies et ignore délibérément le fait qu'un coup d'Etat militaire, dirigé par les Etats-Unis, avait destitué Jean-Bertrand Aristide, président démocratiquement élu, et imposé une série de gouvernements de transition à la solde des troupes d'occupation étrangères.

La résolution n° 24 du deuxième sommet de la CELAC dit, entre autres :

*« Nous nous engageons à entreprendre des efforts de reconstruction et de développement en Haïti en conformité avec les priorités définies par son gouvernement (...). Nous en appelons aux gouvernements, aux donateurs traditionnels et aux institutions financières internationales pour apporter un soutien aussi large et rapide que possible au plan national de développement stratégique du gouvernement haïtien. Nous appelons également à soutenir le plan national d'éradication de l'épidémie de choléra. »*

Le troisième sommet de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes

(CELAC) se tenait dans la ville de Belén, au Costa Rica, les 28 et 29 janvier 2015, le premier sommet de la CELAC depuis l'annonce de la « normalisation » des relations entre les Etats-Unis et Cuba. Ce sommet allait encore plus loin dans l'ignominie. La déclaration n° 26 du troisième sommet sur la « situation politique en Haïti » déclarait ce qui suit :

*« La situation politique en Haïti depuis 2011 aboutit à l'ajournement jusqu'à présent des importantes élections législatives et municipales (...) (ce qui) montre la nécessité d'organiser sans délais des élections libres, impartiales, transparentes, où tous peuvent voter, pour préserver et renforcer l'état de droit. »*

Et à qui donc la CELAC assigne-t-elle la tâche de mettre en œuvre des « élections libres » dans un pays occupé par des forces étrangères ?

La réponse n'est rien d'autre que le gouvernement Martelly, élu grâce à une fraude généralisée — avec le soutien des troupes de l'ONU-Minustah et en violation de la Constitution d'Haïti de 1987.

La déclaration de la CELAC se conclut ainsi :

*« Les chefs de gouvernement et d'Etat rassemblés au troisième sommet de la CELAC déclarent qu'ils soutiennent les autorités constitutionnelles d'Haïti et tous ceux qui sont concernés par leur engagement à tenir dans les meilleurs délais au cours de l'année qui vient des élections libres, équitables, en toute transparence et incluant tous les partis, pour préserver et consolider les progrès accomplis dans la défense de la démocratie et l'amélioration des conditions du peuple et le développement durable du pays. »*

Au moment où le peuple d'Haïti est descendu dans la rue en masse pour exiger la démission de Martelly et que soit immédiatement mis fin à l'occupation par les forces de l'ONU-Minustah en Haïti, cette déclaration de la CELAC donne un soutien plein et entier au gouvernement Martelly et donc à la politique interventionniste des Etats-Unis en Haïti par le truchement des forces dont fait partie la Minustah.

Ces déclarations de la CELAC sur Haïti n'auraient pas pu être approuvées sans le soutien des gouvernements de Cuba et du Venezuela.

En apportant leur soutien à Martelly et à l’occupation d’Haïti, les gouvernements d’Amérique latine et de la Caraïbe réunis au Costa Rica n’avaient pas besoin de la présence physique du gouvernement des États-Unis au sommet, ils s’étaient déjà chargés de mettre en œuvre la ligne politique des États-Unis.

---

### UNE “ZONE DE PAIX” ?

---

Et c’est seulement parce qu’ils ont pu tourner le dos à la réalité du terrain sur tout le continent, par exemple en ne tenant aucun compte de l’occupation impérialiste d’Haïti, que les gouvernements réunis au sommet de la CELAC au Costa Rica ont pu adopter une proclamation finale saluant l’Amérique latine et les Caraïbes comme une « zone de paix ».

Dans un monde où prolifèrent sans fin les guerres alimentées par l’impérialisme, comment une telle « zone de paix » pourrait-elle exister ? Il suffit de regarder le Mexique, pays ravagé par le trafic de drogue résultant de la destruction de l’économie du Mexique par les accords de « libre échange » imposés par les États-Unis. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie, tuées au nom de la prétendue « guerre contre la drogue », qui n’est qu’un prétexte pour écraser la résistance des travailleurs et de la jeunesse contre les réformes de bradage du pays exigées par l’impérialisme.

Il en est de même en Amérique centrale, devenue zone de guerre permanente aux mains des barons de la drogue luttant l’un contre l’autre. Ou au Venezuela, pays soumis non seulement aux cartels de la drogue colombiens mais à l’intervention directe du gouvernement des États-Unis qui finance les forces d’opposition au gouvernement Maduro, y compris avec de l’argent pour des opérations de blocus qui tuent des civils. En fait, le continent tout entier est visé et déchiré par la guerre « pour les matières premières » à laquelle se livrent les capitaines d’industrie aux États-Unis, au nom de l’ouverture de nouveaux marchés pour les firmes des États-Unis.

Dans de telles circonstances, déclarer que l’Amérique latine et les Caraïbes sont une « zone de paix » va à l’encontre de ce dont

les nations et les peuples ont besoin dans leur combat pour résister et rompre avec l’impérialisme, qui est le préalable nécessaire pour ouvrir un avenir de paix et de démocratie.

---

### LA CELAC NE DIT MOT DE LA POLITIQUE DE “LIBRE ÉCHANGE” DES ÉTATS-UNIS

---

Absolument rien n’est dit de l’accord de « partenariat transpacifique » (TPP) dans la déclaration finale du troisième sommet de la CELAC.

A un moment où les accords de « libre échange » imposés par les États-Unis (ALENA, ALCA) signifient la destruction des nations et des peuples dans les Amériques, quand on explique que le TPP se caractérise comme un « ALENA boosté à l’EPO » et quand on sait que cet accord va être adopté par une procédure d’urgence au Congrès des États-Unis à la demande de l’administration Obama, la déclaration du troisième sommet de la CELAC s’est bornée à faire le constat suivant sur la politique patronale de « libre échange » et l’intégration économique régionale :

*« Les travaux de la CELAC se déroulent dans une région qui a accompli d’importants progrès sur le terrain en termes de réduction de la pauvreté. Mais de grands défis nous attendent en particulier dans le domaine des inégalités. En tant que région, il est essentiel de promouvoir le consensus entre les gouvernements, tout en étant constamment attentifs à la contribution que peuvent faire les autres agents du processus de développement économique, y compris la contribution du système des Nations unies, les institutions financières internationales (autrement dit le FMI, la Banque mondiale, l’Organisation mondiale du commerce, etc. — NDLR), les organisations de la société civile, les institutions universitaires, les secteurs publics et les partenariats public-privé, les coopératives et les secteurs commerciaux, entre autres. »*

Cette position du troisième sommet de la CELAC reprend les positions prises au deuxième sommet de La Havane, à Cuba en janvier 2014, où la déclaration finale en appelait aux « entreprises et aux groupes multinationaux pour mettre en œuvre des

*pratiques responsables en cohérence avec les politiques publiques des Etats qui reçoivent des investissements ».*

---

## **“RESPECT DE LA SOUVERAINÉTÉ DE CUBA ?”**

---

La nouvelle orientation de l'impérialisme américain à l'égard de Cuba s'exprime sur le papier dans les termes les plus « progressistes », comme lorsque Obama a déclaré :

*« Nous ne pourrons jamais effacer ce qui s'est passé entre nous, mais aujourd'hui, nous sommes persuadés que le peuple cubain doit avoir le pouvoir de vivre dans la dignité et l'autodétermination. »*

Qui peut croire qu'Obama et l'impérialisme américain respecteront l'autodétermination du peuple cubain, alors que, dans le monde entier — du Venezuela en passant par la Palestine et Haïti — Obama foule aux pieds les droits les plus fondamentaux des peuples à l'autodétermination ?

Prenons par exemple le Venezuela : le 18 décembre 2014, au lendemain de sa déclaration sur Cuba, Obama paraphrait une loi adoptée un peu plus tôt par le Congrès des Etats-Unis imposant des sanctions au Venezuela pour « violation des droits démocratiques des forces d'opposition au gouvernement de Nicolás Maduro ».

Quelle hypocrisie ! C'est l'administration Obama qui a financé et orchestré les actions terroristes des groupes antichavistes, poursuivant ainsi la politique de George W. Bush qui avait organisé le coup d'Etat manqué contre Hugo Chavez le 11 avril 2002. Ces « forces d'opposition » sont les mêmes qui ont assassiné des travailleurs et des étudiants vénézuéliens au cours de leurs opérations de blocage des rues, et qui, grâce à ce chaos organisé, ont tenté de renverser le gouvernement Maduro — politique tenue en échec !

Concernant la Palestine, c'est l'impérialisme américain qui, conjointement avec l'Etat sioniste, a financé et défendu l'attaque contre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. C'est l'impérialisme américain qui a soutenu le blocus de Gaza et qui continue de le soutenir !

Et on pourrait ainsi continuer cette énumération.

Obama n'a aucun droit d'exiger quoi que ce soit des nations et des peuples d'Amérique latine. En fait, quand il insiste pour que la délégation cubaine au septième sommet des Amériques comprenne des organisations de la société civile financées par des Etats-Unis, une fois de plus, il viole le droit souverain du gouvernement cubain de choisir qui représentera la nation lors des réunions internationales.

---

## **UNE POLITIQUE D'“ENGAGEMENTS”, MAIS IL NE S'AGIT PAS DE LEVER L'EMBARGO**

---

Il faut le dire et le répéter : la nouvelle politique d'« engagements » ne signifie pas du tout la levée de l'embargo, cela ne signifie pas non plus du tout que le gouvernement va fermer sa base de tortures à Guantanamo. Selon la Maison-Blanche, cela implique simplement « les premiers pas vers la libéralisation des relations commerciales entre les deux pays ».

Le gouvernement américain va venir en aide au secteur privé naissant à Cuba pour obtenir des autorisations spéciales pour promouvoir l'augmentation des exportations américaines, surtout des exportations de produits agricoles, en direction de Cuba. Les institutions financières américaines auront la possibilité d'ouvrir des bureaux à Cuba. Le département d'Etat américain retirera aussi Cuba de la liste des pays « qui soutiennent le terrorisme », ce qui permettra aux institutions financières internationales (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, etc.) d'accorder à Cuba « des aides financières »... à « condition », bien sûr, que Cuba introduise des réformes dans son économie et mette en œuvre les programmes d'ajustement structurel exigés par ces institutions au cas où Cuba prendrait du retard dans le remboursement de ses dettes.

Dans son discours, Obama a clairement indiqué que l'embargo avait été voté par le Congrès des Etats-Unis au titre de loi, et que son annulation ne pouvait résulter que d'un vote de ce même Congrès. En d'autres termes, avec le nouveau Congrès à majorité

républicaine, il ne faut pas s’attendre à ce que l’embargo prenne fin de si tôt. Ce à quoi nous pouvons nous attendre, c’est que la promesse de levée de l’embargo soit brandie comme moyen d’obtenir des dirigeants cubains des concessions visant prétendument à « donner plus de pouvoir au peuple cubain ».

Le 4 février 2015, l’administration Obama a également décrété qu’il était « hors de question de rendre (à Cuba) la base navale américaine de Guantanamo, rejetant ainsi une demande essentielle faite par le président cubain Raúl Castro pour la reprise des relations normales entre les deux pays » (Associated Press, 5 février).

De plus, Roberta Jacobson, chef de la diplomatie américaine avec les pays d’Amérique latine, expliquait que les États-Unis continueraient à émettre en direction de Cuba des programmes télé et radio opposés au gouvernement cubain.

L’exigence de la levée totale, immédiate et inconditionnelle de l’embargo est donc encore au programme. Il faut la relier à l’appel à la fermeture de la base militaire américaine à Guantanamo et au respect de la souveraineté et de l’autodétermination du peuple cubain et de la nation cubaine, ce qui veut dire défendre les acquis de la révolution cubaine, et, en tout premier lieu, défendre la propriété sociale, qui est à l’heure actuelle plus menacée que jamais.

De plus, il faut joindre à ces exigences des revendications qui font progresser le combat de résistance des travailleurs et des peuples dans les Amériques contre l’offensive renouvelée de l’impérialisme américain pour détruire leur souveraineté, piller leurs richesses naturelles et susciter toujours davantage de guerres pour le contrôle des marchés.

Alan Benjamin

## Comment le patronat américain et les médias financiers voient la “normalisation” des relations entre les États-Unis et Cuba

---

### “NOUS DEVONS OBTENIR DU GOUVERNEMENT CUBAIN QU’IL CHANGE LES RÈGLES DU JEU”

---

Les grands patrons de l’agroalimentaire américain sont de ceux qui ont réclamé le plus fort la fin du blocus de Cuba comme moyen d’obliger le gouvernement cubain à mettre fin à son monopole sur le commerce extérieur et à permettre « la liberté de circulation » des produits agricoles vers Cuba.

*« Cuba représente un marché de onze millions de consommateurs à moins de 130 kilomètres de nos côtes. Cela représente un énorme marché potentiel pour notre blé, notre riz et notre maïs »,*

explique Alan Tracy, président de l’Association nationale des producteurs de blé.

*« Si nos relations commerciales sont normalisées avec Cuba et si nous sommes capables d’en finir avec certaines règles bancaires ou autres règles d’Etat, je suis persuadé que nous avons un vrai potentiel pour faire du commerce avec Cuba. Mais nous devons obtenir du gouvernement cubain qu’il change les règles du jeu. »*

---

### “OUVREZ LES BARRIÈRES, L’AMÉRIQUE DOIT INONDER TOUTE LA RÉGION !”

---

(Ce qui suit sont des extraits d’une chronique de Peggy Noonan, conservatrice, publiée dans le numéro du 18 décembre 2014 du *Wall Street Journal*.)

*« Les grandes nations sont comme les peuples. Nous prenons l’habitude d’avoir des gens que nous aimons et d’autres que nous détestons. Ce qu’il faut, c’est avoir*

*une pratique de réalisme froid. Quelquefois, ceux que vous aimez vous déçoivent. Parfois, vous vous rendez compte que ceux que vous détestez sont en fait des ennemis vaincus et qu'il faut changer de comportement. Ce qui est essentiel est de garder les yeux ouverts pour s'apercevoir qu'une situation a changé et s'adapter.*

*Le gouvernement castriste est coincé. L'économie est nulle. Ils sont faibles. Certains lui accordent encore un peu, un tout petit peu de respect. Ils ont perdu, et ils en sont conscients.*

*A la longue, l'implication et la présence des Américains — touristes, entrepreneurs, diplomates américains, l'argent américain, les techniques et la technologie américaines — vont sans nul doute produire un effet libérateur.*

*Avec une ouverture réelle, y compris la levée de l'embargo, d'année en année, toute la pression va s'exercer pour un mouvement de va-et-vient vers davantage de prospérité, davantage de liberté, qui*

*s'exprimera par le biais de l'Internet et de la télévision.*

*Avec la levée de l'embargo, il ne faudrait pas attendre longtemps pour que des officiers de l'armée cubaine voient ce que les gérants du New Hilton gagnent et s'empressent de chercher à être embauchés dans les services hôteliers.*

*A la longue, on pourrait essayer de créer une sorte de cadre Etats-Unis-Cuba qui permettrait à ceux qui ont été expropriés de recouvrer leur propriété.*

*Jusqu'à présent, l'ouverture du président Obama paraît très habilement faite et agencée. Il a reçu la bénédiction du pape le plus populaire de l'histoire et aussi du gouvernement du Canada, un pays toujours très aimé, dont le Premier ministre, Stephen Harper, personnage solide et sérieux, est le chef de gouvernement qui pratique la plus grande efficacité tranquille de toute l'hémisphère nord.*

*Ouvrez les barrières, l'Amérique doit inonder toute la région ! »*

# Brésil

## Après la réélection de Dilma Rousseff, une situation nouvelle

*Par Joao Alfredo Luna*

Nous sommes à la veille de luttes de classe décisives dans le pays.

La prise de fonction le 1<sup>er</sup> janvier 2015 du second mandat de la présidente Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT), réélue deux mois auparavant par une étroite majorité contre le candidat favori de l'impérialisme, a également signifié un tournant marquant dans la situation politique au sein du tournant en cours dans la situation mondiale.

La particularité du Brésil, y compris vis-à-vis du continent, c'est que la campagne électorale très polarisée du semestre précédent avait reporté d'un an ou davantage un ensemble de mesures mises à l'étude par le gouvernement, comme espèce de réponse de « marché » du gouvernement de coalition, confronté à la détérioration des termes de l'échange (chutes des prix des matières premières) et à la pression financière du marché mondial sur les taux de change, expression de la « guerre pour les marchés », un des grands traits de la crise impérialiste.

En 2013-2014, la crise mondiale avait réduit toutes les marges de manœuvre du gouvernement, alors qu'elles semblaient s'être élargies au début de la crise (2008-2009). Cela alors que commençait à s'épuiser la patience des masses populaires dont les conditions de vie et de travail commençaient aussi à se dégrader.

---

### LE "PLAN LEVY"

---

C'est ainsi qu'au bout de trois semaines d'exercice du nouveau gouvernement, une cascade de MP (mesures provisoires prises par décrets), d'arrêtés ministériels et de projets de loi, initiée par les MP 664 et 665 (voir ci-dessous) ont donné un ton dramatique aux débuts du gouvernement Dilma II dans la mesure où elles exprimaient le programme des vaincus, en contradiction ouverte avec le discours récent de la campagne électorale de la candidate du PT.

Le virage brutal est symbolisé par l'attribution du poste clé de la structure ministérielle, le ministère des Finances, à Joaquim Levy, directeur d'une institution du deuxième groupe financier du Brésil (Bradesco), et qui avait eu un poste mineur au début du premier mandat de Lula. Formé par le MIT (Massachusetts Institute of Technology), à Chicago, Levy a travaillé dans les « institutions multilatérales » à Washington, où réside sa famille, et il ne cache pas ses convictions d'homme des marchés.

L'ensemble des mesures de Levy aligne, outre les MP 664 et 665 (restrictions à l'accès au droit du travail et d'assurance chômage, aux primes salariales annuelles et à la pension de reversion), les coupes budgétaires dans les budgets des ministères

(de 30 %, voire davantage), le veto sur le réajustement annuel de la grille des impôts sur le revenu, trois augmentations successives des taux d'intérêt (aujourd'hui uniquement inférieurs à ceux de la Russie), l'IOF, un impôt qui limite le crédit à la consommation, et la volonté d'ouvrir le capital de la Caisse économique fédérale, deuxième banque d'Etat.

Le plan Levy est un plan antipopulaire et de récession classique, établi surtout pour récupérer le superavit fiscal primaire à payer aux banques. Superavit qui baissait depuis 2011 pour devenir négatif en 2014, mais le gouvernement l'a caché, au lieu d'être fier d'en avoir fini avec cette imposition du FMI, comme le revendiquent de nombreuses organisations populaires.

L'indignation populaire que ce virage provoque, la révolte parmi les militants frustrés et une certaine « ébullition » parmi les cadres dirigeants du lulisme sont des faits nouveaux qui demandent une nouvelle tactique adaptée, afin de défendre les droits et conquêtes, préserver l'indépendance des organisations et protéger les militants de la démoralisation.

Au forum de Davos, en début d'année, Levy a annoncé « un trimestre de récession ». Mais peu après, on a su qu'en 2014, il n'y a eu que 400 000 emplois créés, soit près d'un million de moins que ceux qu'il faudrait pour répondre aux besoins de ceux qui, au Brésil, entrent sur le marché du travail dans l'année. Et le pire, c'est que l'industrie a supprimé 170 000 emplois. Tout même à une récession qui va durer des années. Sans parler de la crise d'approvisionnement en eau, qui commence à toucher la vie des masses populaires des grands centres urbains, à la veille d'un réajustement de la facture d'électricité.

Même ainsi, l'homme fort, Levy, mandaté par les banques pour récupérer le superavit fiscal, n'a pas hésité à dire que « l'assurance chômage, c'est dépassé ! ».

Cependant, en dernière instance, c'est Dilma la responsable. Il faut ajouter qu'elle ne peut faire tout cela sans compter avec le soutien de son « négociateur » officiel, le ministre secrétaire général de la présidence, Miguel Rossetto (1). Mais c'est le nouveau ministre Levy qui devient, aux yeux de secteurs de plus en plus nombreux de la

classe ouvrière, la cible actuellement. Et il est juste qu'il en soit ainsi.

---

## LA RÉSISTANCE EST L'AUTRE MARQUE DE LA SITUATION

---

Il est très important que les travailleurs, soutenus par les syndicats de la Centrale unique des travailleurs (CUT), aient répondu dès le début de l'année, sur leur propre terrain de lutte, par des grèves victorieuses, comme celles contre les 800 licenciements chez Volkswagen et pour le réajustement des salaires dans l'aviation civile, quelques jours après la prise de fonctions de Dilma — en plein été brésilien —, se heurtant dans les faits au contenu de « l'ajustement fiscal ». Imposant le front unique, les travailleurs ont fait reculer le patronat dans les deux cas.

Deux semaines plus tard, un fait rare, l'avant-veille du carnaval, la plus grande fête populaire, précisément le 12 février : 100 000 professeurs en grève dans l'Etat du Parana, avec leur syndicat (APP-CUT), se sont affrontés à la police militaire et ont occupé l'Assemblée législative locale, obligeant le gouverneur du PSDB à retirer son propre « ajustement fiscal » ; et les habitants de la ville de Rio Grande (200 000 habitants) ont cessé le travail contre les licenciements, pour la réactivation des commandes de l'industrie navale pour la Petrobras, entreprise poussée dans la crise (voir ci-dessous).

---

(1) Rossetto avait été ministre de la Réforme agraire lors du premier mandat de Lula. Dans le PT, il fait partie du courant Démocratie socialiste, issu du Secrétariat unifié (pabliste). Promu à un poste de premier plan au second mandat de Dilma, il s'est lancé dans la défense des MP 664 et 665, jurant que des « clauses de marbre » pour les pétistes restent intactes, comme le salaire-chômage, les congés et le salaire minimum.

Il a anticipé ainsi le camouflage vantard repris ensuite par le discours de Dilma lors de la première réunion des ministres : « Répondez haut et fort : "Ce n'est pas vrai", les droits du travail sont intouchables, et ce n'est pas notre gouvernement, un gouvernement de travailleurs, qui va les abroger. » Un camouflage, car les MP 664 et 665 limitent l'accès, sans supprimer les droits, à cette étape. Par exemple, ils excluent de l'assurance chômage près de 4,8 millions de salariés qui n'ont pas travaillé dix-huit mois. Et il n'est pas acceptable de « négocier » douze mois pour en exclure trois millions... quand aujourd'hui, il ne faut que six mois.

Il y a d'autres signes qui montrent qu'il y a un renforcement des luttes des masses, soutenues par les organisations construites à cette fin par les travailleurs, lesquelles, malgré les problèmes parfois graves, sont encore intactes (non intégrées).

La convocation pour le 28 janvier d'une journée de lutte « *pour l'emploi et les droits* » sur proposition de la CUT, avec les autres centrales syndicales, et parlant du retrait des MP 664 et 665, a eu en cela un rôle important. Et la journée du 13 mars, à l'appel cette fois de la CUT et des mouvements populaires, « *pour la défense des droits, de la Petrobras, et de la réforme politique* » tend à avoir un rôle encore plus important.

Les délais sont courts, et c'est à un rythme accéléré que l'on verra si le gouvernement Dilma II réussira à passer « l'ajustement », la vague de licenciements et l'adoption des deux MP (le Parlement a jusqu'au mois d'avril pour voter). Ce qui peut se doubler d'une agitation politique renouvelée des masses populaires, en dehors de toute période électorale, comme on ne l'a pas vu depuis 2002, lorsque Lula avait été élu pour la première fois ; ou si les masses rejettent « l'ajustement », il serait possible qu'en quelques semaines, l'homme fort, Levy, ne résiste pas et que le dispositif du cabinet Dilma II soit déstabilisé.

En particulier, le PT, toujours le principal parti de la classe ouvrière, reste « absent » ; en réalité, sa direction est de connivence avec « l'ajustement ». Mais la direction et les élus semblent désorientés par le tournant choquant — différent de celui pris en d'autres occasions, lorsqu'on l'expliquait par la coalition —, après la secousse de la défaite parlementaire au premier tour, lorsque le PT avait perdu dans de nombreux bastions traditionnels.

Et sous peu, les élus parle-mentaires seront appelés dans les faits à voter des mesures amères. Et ce sont encore ses propres bases qui ont été au combat à São Bernardo, Rio Grande et Curitiba, pour ne parler que de ces exemples.

La dynamique de cette poussée est imprévisible. Mais dans tous les cas, il nous revient d'entrer à fond en résistance pour chercher, dans cette situation, les points d'appui dans les organisations et formuler, aujourd'hui, les revendications adéquates

pour aider au combat de la classe ouvrière qui peut vaincre l'ajustement. Nous ne pouvons plus nous contenter de formules d'il y a trois mois, nous ne sommes plus en campagne électorale.

---

## SITUATION DANGEREUSE

---

La nouvelle situation ainsi créée est instable et dangereuse du fait du rôle de la principale direction : c'est un gouvernement du PT, appuyé sur la CUT, qui, après une décennie où, tant bien que mal, au compte-gouttes, a cédé à quelques exigences ouvrières et populaires, adopte maintenant ces mesures d'ajustement. Si les organisations acceptaient l'ajustement, ce tournant choquant pourrait désarmer les travailleurs.

Dans ce cas, la défaite politique (non électorale) ferait que le PT (et cela atteindrait aussi la CUT) perdrait la base sociale qu'il a encore, dans un processus qui pourrait être comparé à celui qu'a connu le Pasok en Grèce ou la Cosatu en Afrique du Sud — en soutenant un gouvernement anti-ouvrier.

Au Brésil, cela ne fait que faciliter, dans un premier temps, le retour de la droite réactionnaire au pouvoir, par une voie non électorale, une voie putschiste en ce sens. Une droite qui est extrêmement active au Parlement, où elle a élargi son poids au point d'engager la discussion accélérée d'un projet de contre-réforme politique, alors que le ton de la victoire populaire du second tour rendait urgente la réforme politique par une Constituante, pour laquelle Dilma s'était engagée. Et une droite active aussi dans la rue, chose rare au Brésil, où elle commence à dresser « l'impeachment » de la présidente récemment réélue, par la voie judiciaire et constitutionnelle, comme cela s'est récemment fait dans plusieurs pays du continent avec le soutien plus ou moins ouvert, mais toujours ferme, de l'impérialisme américain.

C'est pourquoi, de la cascade actuelle de mesures d'ajustement peut jaillir une avalanche contre-révolutionnaire menant le pays au désastre, ce qui aurait une grande influence sur le reste du continent, du Venezuela à l'Argentine. C'est cela qui est en jeu !

La principale question actuellement est que la CUT ne donne pas son accord aux MP 664-665 et en exige leur retrait, y compris pour « corriger » d'éventuels abus et fraudes dans l'exercice des droits et, sur un autre plan, en consonance, que les parlementaires du PT mettent en question les MP (au moment où est bouclé cet article, la CUT, qui est contre les MP, a accepté avec les autres centrales de négocier avec une équipe technique du gouvernement, ce qui peut déboucher sur des modifications du texte qui doit être voté par les parlementaires).

Indépendamment des spéculations sur l'avenir, sur les zigzags encore possibles, actuellement, le lulisme contrôle les organisations, les illusions existent encore, même si le lulisme est très exposé par l'aspect ministériel, le personnage de Levy, qui se lie à la colonne vertébrale (la politique de Dilma-Lula) et que les masses, dans leur mouvement, peuvent rapidement et efficacement mettre en question.

---

## POINTS DE LA PLATE-FORME, RETRAIT DES MP

---

Vaincre les MP 664 et 665 est le premier point d'une plate-forme pour la situation nouvelle, en dialoguant avec le mouvement des masses qui multiplient les luttes de résistance.

La montée des luttes amènera à une agitation politique dans les masses, et les congrès déjà convoqués des principales organisations cette année — PT (juin), UNE (juillet) et CUT (octobre) — seront un moment de résistance et de cristallisation des éléments de cette plate-forme.

Un aspect notable est la tendance à la mobilisation par l'action conjointe de divers secteurs et catégories, ce qui s'était déjà vu pour Volkswagen, mais aussi à Rio Grande et dans une certaine mesure à Curitiba (Parana). Elle peut se généraliser.

Il ne resterait plus qu'à réunir ce qui reste épars, avec un objectif politique sur la question du pouvoir politique d'État, en ce moment symbolisé par le changement de la politique économique du gouvernement Dilma, du PT, en particulier la fin du plan Levy.

La « dépense fiscale » des gouvernements du PT, rengaine maintenant admise par le gouvernement de coalition quand il adopte l'ajustement, est une vaste blague. Les comptes publics souffrent, en réalité, de l'effet des exonérations fiscales (en 2014, 100 milliards de réais, dont 20 milliards sur la feuille de paie) en faveur principalement des patrons de l'industrie (ce qui n'a pas empêché les licenciements), ou qui ont été reversés comme bénéfices des multinationales directement à leurs maisons mères à l'étranger.

La question clé de la subordination de la nation au marché impérialiste en crise est que 1 400 milliards de réais (près de 500 milliards d'euros), équivalant à 46 % du budget de l'Union, restent affectés à la dette publique, entre l'amortissement et les intérêts, au détriment des crédits pour le service public et de l'investissement public souverain.

C'est pourquoi l'un des points de la plate-forme est la fin de la dictature du superavit fiscal primaire (66 milliards) pour payer la dette, dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, comme cela a été demandé par les masses dans la rue en juin-juillet 2013, exigeant plus et de meilleurs services publics.

Un autre point de la plate-forme est « la mère de toutes les réformes », la réforme politique au moyen de la Constituante exclusive et souveraine, qui fut le bilan le plus avancé de ce qui est issu de juin 2013, et qui s'est ensuite cristallisé dans les 7,5 millions de votes lors du plébiscite populaire en septembre 2014, dont 97,5 % en faveur de la Constituante.

L'allégation de la direction du PT et d'autres forces selon laquelle il n'y a pas de « corrélation de forces » au Congrès pour des mesures populaires, disons d'abord qu'elle n'est pas nouvelle et qu'elle n'a pas empêché l'explosion de 2013.

Ensuite, l'essentiel est le fait que le gouvernement et le PT se prosternent, inertes, aux pieds de la réaction, en refusant de mobiliser, comme ils pourraient encore le faire, la majorité populaire qui existe dans le pays pour une véritable réforme politique.

Après la prise de fonctions, encore plus, ils ont assumé « logiquement » une partie de

l'ajustement du programme des vaincus, parfaitement compatible avec la « corrélation des forces ». C'est ce que symbolise le nouveau ministre des Finances lorsqu'il dit que « *l'assurance chômage est dépassée* ». C'est Levy qui est dépassé, pas l'assurance chômage (2) !

Aujourd'hui, Levy symbolise, encore plus que Michel Temer (vice-président de la République, du PMDB, centre droit, créé par la dictature militaire il y a quarante-neuf ans), la politique de subordination de la direction luliste à l'impérialisme. Tout centraliser sur lui apporte une aide aux masses pour faire « croître » la haine sur une cible atteignable, en dialoguant avec le mouvement des masses (avec ses illusions) dont l'évolution n'est pas écrite — aujourd'hui Levy, demain...

---

### LA CRISE DU PT, LA IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE ET LA PLACE DE "DIALOGUE ET ACTION PÉTISTE" (DAP)

---

Il s'agit de plonger dans les organisations de la classe ouvrière, avec la fermeté et la tranquillité nécessaires pour aller au fond.

Le DAP est un regroupement indépendant sur le terrain du PT, donc sur le terrain de l'organisation de classe (dont la devise est « *Agir comme le PT agissait* »). Le PT est encore dans un moment de crise ouverte. S'il a semblé sortir de l'élection polarisée avec un nouveau souffle, cela n'a pas duré le temps de l'été.

L'appareil du PT, semi-paralysé par des querelles et des contradictions, est acculé par l'opération dite « Lava Jato », le scandale de corruption qui implique la Petrobras, où l'enquête judiciaire et policière sur les plaintes pour affaires sales des organismes prêteurs à des organisations politiques, est menée exclusivement pour condamner le PT. C'est un procès qui reprend et alourdit le scandale du « mensalão » qui s'était achevé par la condamnation à la prison ferme de quatre des principaux dirigeants historiques du parti.

Personne ne sait encore jusqu'où peut aller la question dudit « petrolao », non seulement

parce qu'il peut impliquer des dizaines de parlementaires, mais parce que la Petrobras elle-même, la plus grande entreprise du pays, a ses actions cotées à la Bourse de New York et est sous le coup d'une enquête du département de justice des Etats-Unis, ce qui peut se terminer par la décision d'amendes insupportables.

La diminution de l'activité de la Petrobras est un risque réel. Déjà, des secteurs de l'industrie navale, de la métallurgie et de la construction civile, qui avaient passé un contrat avec l'entreprise, réduisent les effectifs et licencient. Mais l'opposition pro-impérialiste demande ouvertement l'annulation du modèle actuel de « partage » de l'exploitation des puits de pétrole du Pré-Sal (30 % minimum obligatoire pour la Petrobras, un minimum de contenu national, etc.), pour revenir au système antérieur de concessions privées, ce qui annulerait le pas le plus important fait par le gouvernement Lula (à partir de 2008) dans la tentative de renégocier, sans les rompre, les relations de subordination à l'impérialisme sur ce point, comme les gouvernements Chavez au Venezuela et Correa en Equateur.

Comme on peut le voir, malgré toutes les concessions du plan Levy, l'opposition pro-impérialiste n'a pas baissé les bras après les élections. L'attaque contre le PT, sous prétexte de corruption, est faite pour rouvrir la mise à sac de la nation.

Un manifeste et un mouvement de défense de la Petrobras vont être lancés par la CUT et la Fédération unique des travailleurs du pétrole de la CUT, et peuvent être une barricade de résistance. Mais le gouvernement de Dilma lui-même devrait se positionner sur cette question, polarisant à nouveau la scène, dans un cours contraire au plan Levy.

Il est vrai que Lula, qui soutient la défense de la Petrobras, a encore l'autorité pour, sur

---

(2) En marchant sur des œufs, on peut voir aujourd'hui, sur le site de la CUT, comment les dirigeants les plus liés à Lula ont tenté de résoudre le problème dans les meetings de la journée nationale de lutte du 28 janvier : « *Le secrétaire général de la CUT, Sergio Nobre, reconnaît que la présidente Dilma avait pris les mesures sans totale conscience de la gravité et de l'impact sur les droits sociaux et de l'emploi.* » Pour le président du syndicat des métaux de l'ABC, Rafael Marques, « *le système financier dont Levy est issu est celui qui nous pousse vers ces mesures récessives* ».

des objectifs propres, retarder la crise du parti en cours, en négociant, en alignant les syndicalistes, en restructurant les parlementaires du PT, ce qui éviterait des ruptures verticales dans l'appareil du parti par exemple.

La conclusion sur ce qu'il convient de faire est claire pour nous : entrer comme DAP dans le processus de crise et de recomposition en cours, sur une ligne générale de défense du PT et de défense de la nation. Y entrer avec des initiatives nationales et d'Etats, « *en agissant comme le PT agissait* », regrouper les pétistes (comme à l'époque du plébiscite pour la Constituante) sur des questions pratiques, sous les drapeaux de DAP, dans la défense de la Petrobras, dans les journées pour l'annulation des MP 664 et 665, et ainsi de suite.

Entrer aussi dans la préparation du V<sup>e</sup> Congrès du PT avec un texte DAP, qui donne un cadre aux pétistes qui veulent que « le PT agisse comme il agissait » : pour la Constituante, pour la défense des droits, contre le plan Levy et le superavit, pour la fin du processus électoral direct corrompu du PT, pour le retour aux Rencontres de délégués du PT de base.

En réalité, ce sont les mêmes revendications actualisées qui nous ont permis d'élargir la base des militants structurés dans le courant O Trabalho et de parvenir avec succès à l'objectif des 119 délégués à la Rencontre nationale du DAP, en décembre 2014, en rassemblant les aspirations de près de mille adhérents réunis dans soixante-douze réunions de base DAP dans tout le pays.

La plus grande partie du recrutement à O Trabalho provient des candidatures pour la campagne électorale, principalement comme produit de la longue bataille pour la Constituante, dont le plébiscite populaire de septembre 2014 a été le moment le plus important. Produit d'une longue bataille, où la transition vers la IV<sup>e</sup> Internationale, sur le terrain du PT, pour de nombreux camarades, s'est réalisée à travers le regroupement indépendant, dans un combat pour le front unique le plus large.

Ce qui accroît notre responsabilité. Le succès de la Rencontre nationale de Dialogue et action pétiste de décembre marque une nouvelle étape pour le DAP.

**21 février 2015**  
**Joao Alfredo Luna**

# La Chine dans la crise mondiale

Par Alain Frandor

On ne peut être que frappé par le caractère contradictoire des informations concernant la Chine dans le moment présent de la situation mondiale.

— « *La Chine ralentit : quels risques pour l'économie mondiale ?* », titrait une longue note de conjoncture de l'institut public français d'études économiques (Insee, juin 2014). Six mois plus tard, la grande presse internationale affirmait que l'économie chinoise allait dépasser celle des Etats-Unis, devenant la première du monde (1).

— Si l'on examine les relations internationales, on constate d'une part que l'impérialisme américain considère la bureaucratie chinoise comme un partenaire privilégié dans le maintien de l'ordre mondial, l'associant démonstrativement en novembre 2014 à un accord sur le climat (prétexte politique), annonçant la préparation d'une rencontre à Washington, à l'occasion d'une visite du président chinois, avec les dirigeants japonais et sud-coréens. D'autre part, par tous les moyens disponibles, il ne cesse d'accroître sa pression économique, militaire et diplomatique sur la Chine.

— En Chine même, les annonces de « grandes réformes » (allant toutes dans le sens d'une plus grande ouverture, c'est-à-dire d'une plus grande adaptation aux besoins de l'impérialisme) se répètent, mais la réalisation de ces réformes piétine.

— Alors que la bureaucratie défend avec acharnement le monopole de son pouvoir, une campagne contre la corruption dans ses propres rangs est présentée comme l'action prioritaire des autorités à tous les niveaux. Des dizaines de milliers de cas de corruption parmi les membres du Parti communiste chinois (PCC) sont ainsi révélés, déstabilisant des couches entières de la bureaucratie.

— La répression frappe avec régularité les militants ouvriers, mais aussi les intellectuels à l'origine de diverses protestations, et toute tentative d'organisation indépendante est brutalement remise en cause. Pourtant grèves et manifestations n'ont jamais cessé, leur nombre croissant même, et un débat s'organise dans le mouvement ouvrier chinois renaissant.

Au bout du compte, nombreux sont les commentateurs — y compris dans les cercles dirigeants du PCC — à indiquer que se généralisent aujourd'hui les signes précurseurs d'une crise grave. Ils soulignent la crainte de la couche dirigeante, instable et déchirée, face à la montée des revendications et de l'activité des masses, en premier lieu de la classe ouvrière.

---

## POURQUOI CES CONTRADICTIONS ET CES INCERTITUDES ?

---

Au-delà des événements les plus immédiats et de leur succession rapide, il faut revenir aux tendances profondes qui sont en jeu, inscrire les développements actuels dans le cours mondial de la lutte des classes dans l'ensemble de la période historique ouverte par la révolution d'Octobre.

---

(1) Qu'est-ce que cela signifie de leur point de vue ? Que le produit intérieur brut (PIB) de la Chine, c'est-à-dire tout ce qu'elle produit en une année, dépasserait celui des Etats-Unis. Mais si l'on tient compte des différences de population, il demeure qu'un travailleur américain produit dix fois plus qu'un travailleur chinois. D'ailleurs, si l'on calcule la place de la Chine par rapport au PIB par habitant, elle occupe... le 89e rang. Ajoutons que le calcul qui place la Chine en tête se fait sur la base de la parité de pouvoir d'achat, et non de la valeur en dollars de ce qui est produit. La Chine est bien loin de tenir dans l'économie mondiale une place comparable à celle des Etats-Unis.

Ce n'est que comme composante de la lutte des classes internationale — c'est-à-dire de l'affrontement mondial entre les classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat — que l'on peut comprendre et analyser l'évolution et les contradictions sociales, politiques et économiques en Chine. Cela signifie qu'on ne saurait séparer l'analyse de la lutte de la classe ouvrière chinoise combinée à la crise du régime — et donc les perspectives et les moyens de la construction d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Chine — des caractéristiques spécifiques et de l'évolution de la bureaucratie, de celles du point atteint par la crise du système mondial d'exploitation capitaliste, de ce qu'est le marché mondial aujourd'hui et de la manière dont la Chine lui est liée.

Trotsky, dans *La Révolution trahie*, donnait une longue définition de ce qu'était l'URSS, aboutissant à cette conclusion :

« L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. »

Cette définition vaut de manière particulière pour la Chine : société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, parce qu'elle a été instituée par une révolution qui a conduit, par la mobilisation et l'action des masses ouvrières et de la paysannerie, à l'expropriation du capital étranger et national, à l'étatisation — par l'Etat issu de la révolution — de l'essentiel des moyens de production et à la collectivisation de la terre. A la tête de cette révolution se trouvait le Parti communiste chinois — parti qui n'était pas un parti prolétarien révolutionnaire, mais un parti soumis au contrôle de l'appareil stalinien international, reconstruit dans les régions rurales parmi les plus arriérées du pays, un parti dont l'orientation politique (le « bloc des quatre classes », la révolution par étapes) s'opposait de fait à la révolution sociale.

Ce parti, dans des circonstances exceptionnelles, tant nationales qu'internationales, est allé plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec l'impérialisme, beaucoup plus loin en effet. Ce qui a nécessité, comme premier pas, la rupture pratique avec les consignes de Staline, c'est-à-dire avec la subordination aux intérêts de la bureaucratie stalinienne au pouvoir en URSS, pilier de l'ordre contre-révolutionnaire défini à Yalta et Potsdam par l'accord scellé entre celle-ci et l'impérialisme.

Le Parti communiste chinois, en contrôlant le mouvement des masses, est parvenu à interdire l'apparition de toute expression centralisée d'un pouvoir ouvrier démocratique appuyé sur des comités d'ouvriers et de paysans. Dans les villes conquises, le premier acte du nouveau pouvoir a été de se subordonner étroitement les organisations syndicales — même s'il a fallu près de cinq ans pour normaliser complètement la centrale syndicale historique ACFTU (2).

Le trotskysme a occupé une place importante dans l'histoire et dans les combats du mouvement ouvrier chinois, tout comme les enseignements de la révolution chinoise de 1925-1927 ont été un élément essentiel dans le travail d'élaboration de Trotsky (3). Et à partir de 1949, c'est en permanence que la IV<sup>e</sup> Internationale a cherché à suivre les développements et les conséquences de la révolution chinoise et que l'élaboration sur la nature de l'Etat qui en est issu a accompagné le combat contre le révisionnisme. Les matériaux ne manquent pas sur lesquels s'appuyer pour la discussion aujourd'hui (4). Si nous en reproduisons les principaux jalons, ce n'est nullement pour prétendre qu'il a été répondu à toutes les questions, mais pour faciliter la tâche de ceux qui voudraient les consulter en relation avec cet article.

(2) Dans la partie consacrée à la situation internationale dans les thèses du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI en France, un passage substantiel revient sur la révolution chinoise, les problèmes créés par le fait qu'il n'y ait jamais eu, dans le cours de la révolution de 1949 et les premières années qui ont suivi, d'exercice direct du pouvoir par la classe ouvrière (ce texte est reproduit dans le numéro spécial de *La Vérité* publiant une sélection des écrits de Pierre Lambert).

(3) Le fondateur du Parti communiste chinois, Chen Duxiu, ainsi que des centaines de cadres du PCC ont été gagnés à l'Opposition de gauche puis à la IV<sup>e</sup> Internationale. Les militants de la section chinoise de la IV<sup>e</sup> Internationale participèrent au combat du prolétariat jusqu'à la révolution de 1949 et leur élimination par la campagne de répression organisée par Mao Zedong.

(4) En 1989, un numéro spécial de *Correspondance internationale* consacré au développement révolutionnaire des mois d'avril, mai et juin reproduit une déclaration du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale et des documents issus de la mobilisation des ouvriers et des étudiants. Dans la période la plus récente, liée à l'approfondissement de la crise d'ensemble du système capitaliste, on peut noter, en relation avec la tenue des congrès mondiaux et des réunions du secrétariat international :

voir page suivante

---

## LA RÉVOLUTION DE 1949

---

La révolution de 1949 en Chine est l'expression la plus élevée de la vague révolutionnaire qui déferle à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle met en cause, au travers de l'action de centaines de millions d'ouvriers et de paysans, l'ordre mondial. En quelques années, sous le double effet de la pression des masses paysannes et de la classe ouvrière d'une part, et des menaces impérialistes avec la guerre de Corée d'autre part, le PCC a dû aller plus loin qu'il ne le prévoyait et le voulait : le capital est exproprié, la terre et l'industrie sont devenues propriété d'Etat. C'est dans cette mesure une révolution sociale. Au plan des rapports de production, la classe ouvrière est devenue la classe dominante, mais politiquement, les masses travailleuses sont expropriées de leur pouvoir. D'emblée, l'appareil dirigeant du parti, qui se confond avec celui de l'Etat, s'érige en autorité sans contrôle au-dessus de la classe ouvrière et du peuple chinois.

La bureaucratie chinoise, qui occupe ainsi tout le pouvoir politique, a ses propres intérêts comme couche sociale : la conservation du pouvoir et des privilèges que cela lui confère. Elle inscrit sa politique générale dans le cadre d'un accord avec l'impérialisme, ce statu quo (intenable à la longue) devant lui permettre de préserver son pouvoir et ses privilèges. Cela implique qu'elle

s'engage à jouer un rôle contre-révolutionnaire à l'échelle internationale, et d'abord continentale (ce qu'elle a fait en Indonésie, en Inde, au Bangladesh) (5). Le « socialisme à la chinoise » de Mao est une variante du « socialisme dans un seul pays » de Staline, et l'impasse qui en résulte amène la bureaucratie à se tourner vers le marché mondial dominé par l'impérialisme. Ainsi, la politique d'ouverture initiée à partir de 1978 n'est pas une rupture avec un régime qui aurait été révolutionnaire, elle est contenue dans ce qu'on appelle le « maoïsme ». La bureaucratie, comme corps social, est ainsi, dans son ensemble, restaurationniste, quelles que soient les contradictions.

---

## LA POLITIQUE D'OUVERTURE ET DE RÉFORMES

---

Après avoir cherché à créer les conditions d'une liquidation brutale de la révolution chinoise, (guerre de Corée), tentative qui n'avait abouti qu'à la radicalisation de cette révolution et après que l'impérialisme américain a subi une défaite d'ampleur historique sur le continent asiatique (guerre du Vietnam), l'impérialisme recourt à d'autres moyens pour faire pression sur la Chine. Nixon, en 1971, proclame que son objectif est de « faire revenir la Chine dans la communauté internationale », c'est-à-dire de la subordonner au marché mondial dominé par l'impérialisme.

---

— Dans *La Vérité*, n° 51 (septembre 2006), à l'occasion de la préparation du VI<sup>e</sup> Congrès mondial, les « premières notes pour ouvrir une discussion sur le bilan de la révolution chinoise ».

— Dans *La Vérité*, n° 52 (octobre 2006), un développement sur les liens entre le « miracle économique » chinois et le marché mondial (voir les points 12 à 17 des « Notes préparatoires pour le VI<sup>e</sup> Congrès mondial sur la situation mondiale et la place de la IV<sup>e</sup> Internationale »).

— Dans *La Vérité*, n° 62 (août 2008), la « Déclaration du SI » du 23 mai 2008 « pour la défense de l'unité de la nation chinoise, pour la défense de la propriété sociale, pour le droit des travailleurs chinois à s'organiser eux-mêmes pour la défense de leurs conquêtes », qui porte en particulier sur la campagne impérialiste à propos du Tibet.

— Ainsi que dans, *La Vérité*, n° 63 (octobre 2008), dans le cadre du rapport adopté par le conseil général, les passages concernant la Chine (pages 16 et 17).

— Au lendemain du VIII<sup>e</sup> Congrès mondial, le secrétariat international adoptait, le 19 novembre 2009, une résolution sur la Chine qui constituait l'axe de l'article publié en janvier 2010 dans *La Vérité*, n° 67.

Cette élaboration s'est poursuivie dans les numéros 73 et 74 de *La Vérité* (mars et juin 2012) par les articles consacrés à la classe ouvrière chinoise, la bureaucratie et le « Cap sur l'Asie » d'Obama. Et par l'article sur le XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC (*La Vérité*, n° 77, mars 2013).

(5) La direction du Parti communiste indonésien était alignée sur le PC chinois. Celui-ci lui imposa — ce qui peut apparaître comme un paradoxe — l'orientation avec laquelle il avait dû rompre pour vaincre en Chine : la subordination au dirigeant nationaliste bourgeois Soekarno, ce qui aboutit, en 1965, à une défaite catastrophique et au massacre de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans. En 1967, en Inde, alors que la poussée révolutionnaire des ouvriers et des paysans met directement en cause la stabilité du régime constitué au lendemain de l'indépendance et de la partition, la direction du PCC, après avoir encouragé les travailleurs indiens à « se soulever », apporte son appui au gouvernement indien.

En 1971, le peuple de ce qui est alors le Pakistan-Oriental — et qui deviendra le Bangladesh — se soulève et fait face à une sanglante répression de la part de la dictature militaire qui gouverne le Pakistan, le gouvernement chinois se rangeant du côté de la dictature au nom de ses intérêts diplomatiques.

1971 est une année tournant : en un sens, elle met fin à toute une période héritée de la Seconde Guerre mondiale : les Etats-Unis affirment leur position dirigeante de l'ensemble du système impérialiste, tout en reconnaissant la crise profonde de ce système. C'est le moment où les Etats-Unis mettent unilatéralement fin à la convertibilité du dollar en or (6).

A la proposition de rejoindre la « communauté internationale », Mao répond favorablement. La couverture idéologique que choisit Mao pour justifier son choix (l'URSS est l'ennemi principal, l'impérialisme américain l'ennemi secondaire) souligne le fait que la bureaucratie chinoise cherche à s'assurer un accord durable avec l'impérialisme mondial (dont les conséquences ultimes ne peuvent être que la restauration du capitalisme, seule forme stable de la réintégration dans la « communauté internationale »). La bureaucratie chinoise, dès que son pouvoir a été assuré vis-à-vis des masses, a cherché — tout en dénonçant la « coexistence pacifique » pratiquée par l'URSS — à mettre en place sa propre coexistence pacifique. Après la mort de Mao en 1976, la bureaucratie chinoise franchit un pas « dans le retour dans la communauté internationale » avec l'ouverture du pays au marché : la politique de réformes et d'ouverture de fin 1978 sous la direction de Deng Xiaoping.

Cette politique date donc de trente-six ans. Durant cette période, l'URSS s'est désintégrée. Et pourtant, le capitalisme n'a pas été restauré en Chine : il n'y a ni conquête par l'impérialisme, ni effondrement, ni contre-révolution sociale. Si l'on choisit l'URSS comme point de comparaison, on peut écrire que l'on se trouve toujours « avant 1991 ». Pourtant, la mise en œuvre des réformes, la pénétration du capital étranger, le type et le caractère serré des liens avec le marché mondial, le démantèlement partiel de la propriété d'Etat, les coups portés à la planification et au monopole du commerce extérieur, font que si la Chine reste effectivement encore « une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme », elle présente aujourd'hui une combinaison spécifique de traits largement inédite. Il convient d'essayer de les étudier.

Les premières conséquences de cette politique de réformes et d'ouverture entrent en application dans les années 1980 (licencie-

ments, inflation, corruption), elles conduisent au surgissement du mouvement révolutionnaire de mai-juin 1989, qui, de fait, bloque un temps ces réformes. Elles reprennent à partir de 1992, après que Deng Xiaoping a dû lui-même faire le « voyage dans le Sud », dans les zones économiques spéciales, et durent jusqu'au milieu des années 2000. Sont menées de profondes restructurations des entreprises d'Etat et une privatisation ou une liquidation des plus petites (« *Garder les grandes et lâcher les petites* ») en même temps qu'un développement de zones économiques spéciales, attirant les capitaux étrangers en masse. Cette politique a entraîné le licenciement d'environ 50 millions d'ouvriers des entreprises d'Etat et favorisé l'émergence d'un secteur privé, elle s'est poursuivie avec le démantèlement de tous les organismes sociaux rattachés aux entreprises d'Etat (hôpitaux, écoles, etc.).

Dans le même temps, les géants industriels d'Etat qui ont toujours un quasi-monopole dans la plupart des secteurs d'activité (banque, finance et assurances, énergie, pétrochimie, industrie lourde, télécoms, transports, travaux publics, etc.), ont continués à se développer. Ces monopoles, l'impérialisme en exige depuis longtemps le démantèlement. Aujourd'hui, malgré les réformes, les entreprises d'Etat sont encore le socle de l'économie chinoise, même si leur contribution au PIB n'est plus que de 30 % et qu'elles ne représentent plus que 10 % de l'emploi urbain. Elles en constituent la colonne vertébrale.

L'ouverture au marché, « institutionnalisée » par l'adhésion à l'OMC fin 2001, a été un accélérateur des délocalisations d'activités de multinationales asiatiques, européennes et américaines. Elle a fait affluer en Chine les multinationales et les entreprises du monde entier cherchant une réduction massive des coûts de production pour augmenter leurs profits (il y avait officiellement 711 000 entreprises étrangères fin 2010 qui avaient investi 1 100 milliards de dollars). La bureaucratie livra, pour cette industrie manufacturière des multinationales, une fraction de la paysannerie touchée par la misère et affluant dans les villes. Aujourd'hui, ils sont 282 millions de « paysans » (administrative-

(6) On (re)lira à ce propos la déclaration du bureau politique de l'OCI du 15 août 1971.

ment parlant), connus sous le nom de « migrants » (soit deux fois la population de la Russie) à avoir quitté leur village et 174 millions d'entre eux à travailler à la ville dans une autre province que la leur. Ils n'ont pas les mêmes droits que les travailleurs urbains, ils sont considérés comme des « immigrés » dans leur propre pays.

C'est ce transfert massif de capitaux et d'hommes qui a assuré un développement économique d'un type particulier, c'est-à-dire une industrie d'assemblage et de transformation (ce qui a permis à certains d'assurer que la Chine était devenue « *l'usine du monde* », à l'instar de l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, alors qu'elle était au mieux un « *atelier d'assemblage* » du monde), avec un taux de croissance du PIB de 10 % par an en moyenne au cours des trente dernières années fondé essentiellement sur les exportations. Il faut indiquer que ces exportations dites « chinoises » sont en réalité des exportations de produits assemblés en Chine pour les multinationales, mais pour 70 % d'entre elles n'ont rien de chinois, à part « la sueur et le sang » de l'ouvrier chinois.

Le contenu de cette politique est résumé dans ce que disait Wu Xiaoling, gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine, en octobre 2006 :

*« Une partie importante de l'excédent commercial de la Chine est réalisée par des sociétés multinationales qui recherchent un coût du travail inférieur dans ce pays et ont choisi d'y fabriquer leurs produits à forte main-d'œuvre. »*

La bureaucratie chinoise, en échange du maintien de son pouvoir, de la reconnaissance de son rôle international croissant, a fourni au capitalisme mondial, par le truchement de multinationales américaines, japonaises, un point d'appui essentiel pour ce qu'on a appelé la « globalisation ». Cela est conforme à sa nature.

La bureaucratie — son Etat — a mis à disposition de l'impérialisme une main-d'œuvre bon marché qui a été un facteur clé dans l'ensemble des mécanismes de délocalisation et de baisse mondiale du coût du travail. Naturellement, ces liens avec le marché mondial ont conduit à un « rattrapage », dans certains secteurs, du retard technologique de la Chine, et surtout, en rassemblant par centaines de milliers et par millions les travailleurs migrants, arrachés à la campagne,

en les concentrant dans de grandes unités de production, cette politique a, à la longue, abouti à des résultats contraires à ceux pour lesquels elle avait été conçue. En Chine même, le coût du travail s'est élevé comme conséquence des luttes revendicatives de la classe ouvrière (malgré l'absence constitutionnelle du droit de grève, malgré la répression frappant toute organisation indépendante), qui ont non seulement abouti à remettre en cause les marges de profit des investisseurs internationaux, mais tendent à poser la question du monopole du pouvoir du PCC.

Si le transfert massif de capitaux en direction de la Chine a constitué une « bouffée d'air » pour le régime capitaliste en crise, il faut cependant indiquer que ce moyen parasitaire — en ce qu'il dégage des profits sur la base de la destruction des emplois en Europe, aux Etats-Unis en utilisant les conditions particulièrement favorables que lui fournit la bureaucratie — touche à sa fin.

---

## LA PLUS GRANDE CONQUÊTE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE : LE PROLÉTARIAT CHINOIS

---

Les réformes ont emporté le monopole central du commerce extérieur, mais même l'adhésion à l'OMC, fin 2001, n'a pas vraiment permis d'ouvrir la Chine comme l'escomptait l'impérialisme. Les marchés publics ne sont toujours pas ouverts à la concurrence des multinationales étrangères, qui n'a pas non plus profité du plan de relance de 2008.

A partir des années 1990, les entreprises d'Etat se sont transformées en sociétés par actions, elles peuvent lever des capitaux sur les Bourses chinoises (créées à partir de 1990) ou même plus tard internationales, mais si elles sont cotées en Bourse, les deux tiers de leurs actions, grosso modo, appartiennent aux institutions et administrations gouvernementales et donc ne peuvent être vendues sans l'accord de la bureaucratie... L'introduction en Bourse permet d'attirer des capitaux dont les capitalistes attendent un retour sur investissement et-ou espèrent que les barrières réglementaires tombent pour avoir la majorité des actions. Cette marche à la privatisation ouvre la voie à la liquidation de la propriété d'Etat. Il y a eu des faillites,

des fusions, des privatisations, mais la diminution du nombre de géants d'Etat contrôlés par le gouvernement central est essentiellement le produit des fusions entre ces géants.

Cependant l'économie chinoise reste encore structurée par la propriété d'Etat. Les rapports sociaux, produits de la révolution, ont montré une extrême résilience et ont constitué un point d'appui pour la résistance de la classe ouvrière. La bureaucratie elle-même — et c'est le facteur principal de ses déchirements — est placée dans une contradiction insoluble : toute sa politique mène à un point de « rupture » vers la restauration capitaliste (ce qui signifie, dans les conditions actuelles d'agonie du système, la décomposition), mais ses privilèges continuent à procéder (même si c'est sous des formes extrêmes) du parasitage de la propriété d'Etat, et son pouvoir repose sur l'Etat-parti dont l'autorité est indissociable du fait que « *l'Etat appartient à la bureaucratie* », comme le disait Trotsky à propos de l'URSS. C'est dans ce cadre que s'est développée la classe ouvrière.

« *La plus importante des forces productives, c'est la classe révolutionnaire elle-même* », écrit Marx.

La plus importante conquête de la révolution chinoise, c'est un prolétariat de 300 à 400 millions de producteurs, formé sur la base de l'économie étatisée. Le développement incomparable et inégalé de la Chine se mesure à cette aune. Il ne faut en aucun cas minimiser l'impressionnant développement de la Chine depuis 1949, développement qui, de tous les pays « émergents », en fait le seul à avoir « émergé » parce que ce développement reposait sur une économie fondée sur la propriété d'Etat des moyens de production et sur les possibilités de planification qui en découlaient, même avec les pratiques bureaucratiques qui les entravaient. Le socle sur lequel s'est développé ce qu'on a appelé le « miracle chinois » résulte de la révolution de 1949.

Dans le cadre même du régime installé en 1949, cette classe a une histoire de luttes, d'organisation (même si celle-ci est partielle, frappée par la répression, discontinue), il se forge une continuité de traditions et de conscience face à la bureaucratie que jalonnent les « Cent fleurs » (1958), la révolution culturelle (de sa première phase, en 1966, à la répression contre la commune de Shanghai deux ans plus tard), les manifestations de

1976, le « printemps de Pékin » (1979), le mouvement révolutionnaire de mai-juin 1989, la chaîne des grèves et de manifestations jusqu'à aujourd'hui.

Ce prolétariat n'a pas connu un développement rectiligne. Il a reçu des coups terribles. La politique des « réformes et d'ouverture » a été une politique contre-révolutionnaire : sa cible a été le prolétariat. Il y a eu une modification de la structure de ce prolétariat avec la réduction du nombre des ouvriers à statut des entreprises d'Etat, un afflux massif dans ces mêmes entreprises d'ouvriers envoyés par des agences de placement, une augmentation massive des travailleurs dans les entreprises privées, notamment des travailleurs dits « migrants ». Ce processus, qui a duré deux décennies, a abouti à de réelles différenciations, parfois à des oppositions au sein du prolétariat. Mais la lutte des classes a ses lois : l'exploitation engendre la résistance à l'exploitation et, aujourd'hui, se manifeste dans les luttes ouvrières une tendance à la reconstitution de l'unité des différentes couches, par la revendication des mêmes droits pour tous (par exemple, lors de la grande grève Honda en 2010).

Répetons-le : l'industrialisation — qui n'a pu se réaliser que sur la base d'une économie caractérisée par l'étatisation des grands moyens de production — a entraîné la constitution d'un prolétariat massif. Si la population chinoise a triplé de 1949 à aujourd'hui, la classe ouvrière a vu son nombre multiplié par vingt ou trente, ce qui est allé de pair avec une urbanisation vertigineuse (aujourd'hui 54 % des Chinois résident en ville). Selon les prévisions du plan d'urbanisation 2014-2020, ils devraient, à l'issue du plan, atteindre les 60 % — ce qui veut dire qu'une fraction croissante de la main-d'œuvre ne sera plus constituée de « migrants » pour qui se pose la question du *Hukou* (la carte de résident du village où on est né), mais de citoyens jouissant du droit résidentiel.

De ce point de vue, sans prétendre supputer sur les rythmes et les délais, la grande grève de Honda constitue un tournant. Certes, elle ne tombait pas du ciel, mais avait été nourrie par une activité constante de la classe ouvrière. Les autorités chinoises reconnaissent qu'il y avait eu 74 000 « incidents de masse » (grèves, manifestations, etc., non autorisées) en 2004 contre environ 10 000 en 1994.

Depuis 2005, les autorités ont renoncé à publier ces chiffres... Mais, comme nous l'avons souligné dans les articles précédents consacrés à la Chine, ce qui marque le mouvement de la classe ouvrière à partir de 2010, c'est la manière dont les grévistes s'organisent, tendent à opposer leur propre représentation aux tentatives de la bureaucratie de parler en leur nom.

Les grèves n'ont jamais cessé, en relation avec la lutte contre l'exploitation : salaires impayés, heures supplémentaires non payées ou à un taux inférieur, indemnités compensatrices liées à des délocalisations ou fermetures. Cela concerne aussi bien les entreprises d'Etat mais plus souvent les entreprises manufacturières privées. Dans les entreprises d'Etat, les ouvriers embauchés par l'intermédiaire des agences de placement revendiquent les mêmes salaires et protection sociale que les ouvriers au statut qui travaillent avec eux. Il n'est pas seulement anecdotique de constater que dans le grand complexe pétrolier d'Etat du nord-est de la Chine, 2 000 ouvriers ont manifesté à la mi-avril 2014 pour revendiquer le maintien du statut menacé qui veut que les descendants d'ouvriers de l'usine aient un emploi réservé.

Lié à des changements dans la législation, on trouve désormais un autre motif fréquent de grève : la défense des cotisations sociales. Auparavant, les travailleurs migrants allaient percevoir en espèces leurs cotisations sociales à la fin de l'année parce qu'elles ne pouvaient être transférées dans les services de leur ville d'origine. Aujourd'hui, la loi a changé, et ces mêmes travailleurs migrants vérifient et exigent que le patron verse l'intégralité des cotisations de Sécurité sociale. C'est là l'origine de la grève des quarante mille ouvriers de Yue Yuen, à Dongguan, pendant deux semaines.

Toutes les caractéristiques de la grève chez Honda, en mai-juin 2010, se retrouvent à des degrés divers dans tous les grèves menées depuis : grèves massives de l'ensemble du personnel, élections de délégués mandatés sur des revendications précises et simples, négociation avec la direction et compte rendu aux grévistes. Ces grèves sont le plus souvent victorieuses. En outre, les grévistes apprennent très vite les uns des autres, d'une usine à l'autre. Ils bénéficient de l'aide d'associations de défense de leurs droits, d'avocats, de militants. Cela ne veut pas dire

que les illusions ont disparu. Dans une récente grève chez IBM, des ouvriers ont cru que la victoire leur était promise en laissant les mains libres à la municipalité qui négociait sur leurs revendications. Mais il faut noter la grande rapidité de modification des rapports dans cette jeunesse ouvrière qui n'a pas envie de retourner vivre à la campagne et qui, pour les trente ans qui viennent, constituera la force du prolétariat chinois.

En élisant ses propres représentants, en rejetant les officiels du syndicat, la jeunesse ouvrière, dans son mouvement de classe, ouvre la perspective de la révolution politique, dans le sens où elle remet en cause le monopole de représentation que s'est arrogé le Parti communiste. Mais tant que se maintient le pouvoir de la bureaucratie, les succès momentanés en termes d'élections de délégués sont ensuite remis en cause (par la répression ou l'absorption) précisément du fait de ce monopole du pouvoir du PCC (7).

---

## LA BUREAUCRATIE DANS L'IMPASSE

---

L'unité mondiale de la lutte des classes trouve son expression en Chine même dans le combat de la classe ouvrière contre la dictature bureaucratique et contre toutes les mesures qui menacent les travailleurs et ouvrent la voie à la restauration capitaliste, c'est-à-dire, dans les conditions actuelles de la décomposition du système impérialiste, à la dislocation de la Chine.

Cette tension se traduit par une instabilité chronique, qui s'est aggravée à la veille du XVIII<sup>e</sup> Congrès, en novembre 2012 (voir *La Vérité*, n° 77, mars 2013). La bureaucratie est ennemie de tout changement car tout changement est susceptible de remettre en cause son pouvoir. Pourtant, elle doit en opérer pour tenir compte, même partiellement, des pressions de l'impérialisme, tout en tentant de ne pas provoquer une explosion sociale. C'est la quadrature du cercle.

Le nouveau numéro 1 du parti issu du XVIII<sup>e</sup> Congrès, Xi Jinping, dit :

---

(7) Pour ce qui concerne le détail des grèves et les réflexions des militants chinois eux-mêmes sur le mouvement ouvrier renaissant, on peut se référer à « La Lettre » bimensuelle de la Commission Enquête Chine et au journal de vingt-quatre pages qu'elle a fait paraître en octobre 2013 : « *A propos du mouvement ouvrier chinois renaissant* ».

*« Il faut réformer le parti de fond en comble pour le sauver et assurer son maintien au pouvoir. »*

C'est là la question essentielle. Mais quelle réforme et comment la réaliser ?

Tous les pouvoirs sont concentrés dans les mains de Xi Jinping, non seulement dans le parti, mais aussi dans des structures d'organisation spécifiques nées du III<sup>e</sup> Plénum de novembre 2013 : Comité de pilotage de l'approfondissement général des réformes, Conseil sur la sécurité nationale et Comité de pilotage sur la sécurité Internet. D'où des conflits avec certaines structures de l'Etat ou du PCC, à l'échelon national ou local, sans parler des différentes fractions, notamment dans les entreprises d'Etat ou l'armée. En concentrant tous ces pouvoirs, Xi Jinping endosse aussi tous les risques. C'est ce qui explique la « bataille contre la corruption », qui se révèle comme un vaste règlement de comptes au sein des sommets de la bureaucratie. Après l'éviction de Bo Xilai (ancien membre du bureau politique) et sa condamnation, d'autres dirigeants ont été démis de leurs fonctions et condamnés.

Par exemple Zhou Yongkang. Outre la police et la justice pendant dix ans, l'ancien numéro 9 du PCC a dirigé un géant d'Etat du secteur pétrolier. Il aura fallu près de deux ans pour qu'un consensus soit trouvé au sommet du parti pour l'accuser

*« d'avoir profité de sa position afin de chercher des bénéfices pour le compte d'autrui, accepté d'énormes pots-de-vin personnellement et à travers sa famille, divulgué des secrets du parti et du pays, avoir monnayé son pouvoir pour du sexe et de l'argent ».*

Récemment ont aussi été épinglés (et certains lourdement condamnés) le grand ordonnateur du XVIII<sup>e</sup> Congrès du PCC, en septembre 2012, et bras droit de Hu Jintao (ancien secrétaire du PCC et président de la République) ; le vice-directeur de la Commission de la réforme et du développement (qui est en charge des décisions économiques du pays) ; l'ancien directeur du conglomérat d'Etat Baiyun Industrial and Agricultural ; et l'ancien président de la Sasac, cet organisme chargé de contrôler et de gérer les quelque cent quinze entreprises géantes d'Etat rattachées directement au gouvernement. L'Armée populaire de libération n'est pas épargnée : rien qu'en novembre

2014, une petite dizaine de généraux furent arrêtés, sans compter ce commissaire politique de la marine qui saute du 15<sup>e</sup> étage et cet autre responsable militaire du nord qui s'est pendu...

Une des questions qui divise les sommets de la bureaucratie, c'est la question de la politique économique à mener. Il faut rappeler une fois encore que le plan Chine 2030, révélé en février 2012, fut élaboré conjointement par la Banque mondiale et l'actuel Premier ministre, Li Keqiang. Et s'il n'a pu s'appliquer jusqu'à présent, ses partisans n'ont pas renoncé : ils mettent l'accent sur une croissance plus modérée, fondée sur la consommation et permettant une réforme de fond en comble en faveur du marché ; d'autres, avec des variantes, se battent pour un plan de relance fondé sur un développement énorme des infrastructures : métros, chemins de fer pour toutes les villes de 200 000 résidents, TGV pour les plus de 500 000 et aéroports permettant de desservir plus de 90 % de la population. Le renouvellement de la flotte marchande aussi, pour éviter la faillite des chantiers navals d'Etat. On est alors loin des propos du Premier ministre, ennemi d'une politique de grands travaux, mais comptant sur une fiscalité favorable aux PME pour relancer la croissance. Les entreprises d'Etat se tailleraient la part du lion car, à ce stade encore, pas de possibilités pour les multinationales de faire acte de candidature à ces grands travaux ou à aucun marché public. Dans un rapport de Banque mondiale (avril 2014), il est indiqué que la Chine économiserait 1 400 milliards de dollars pour le développement de ses infrastructures si elle se décidait à faire des réformes de marché. Notons que ces grands travaux concerneraient les régions du centre et de l'ouest, plus « pauvres » que les zones côtières, mais où les salaires sont aussi plus bas (entre 30 et 50 %).

L'état se resserre : le ralentissement économique est là, pire que ce que les statistiques officielles montrent, les exportations, et maintenant les importations, baissent, les usines tournent au ralenti, le secteur des services, qui crée le plus d'emplois depuis quelques années, est en légère baisse, tandis que « l'activité dans le secteur manufacturier s'est à nouveau contractée en janvier », la relance est grevée par un endettement qui atteint 29 000 milliards, entre la bulle immo-

bilère que les autorités tentent de dégonfler avec une baisse des prix faramineux et la bulle financière qui menace en raison du crédit officiel et du « shadow banking » officieux.

---

## L'IMPÉRIALISME, LE MARCHÉ MONDIAL ET LA CHINE

---

Les « bulles » qui se sont constituées dans l'économie chinoise et qui menacent d'éclater — ce qui aurait des conséquences catastrophiques non seulement pour l'économie chinoise mais pour l'économie mondiale — ne sont pas le produit de développements chinois mais de la réalité mondiale. Les bulles spéculatives qui se développent en Chine ont un rapport avec le développement effréné de la spéculation à l'échelle internationale.

La Chine — on ne cesse de le répéter — est en effet de plus en plus étroitement, par le moyen de toute une variété de fils, liée à l'économie mondiale, et donc dépendante d'elle.

Mais le marché mondial — s'il demeure, comme réalité mondiale, structuré, par l'impérialisme — est un marché mondial que disloquent et décomposent les conditions mêmes de survie de l'impérialisme. La tendance à la « domination des marchés financiers » se traduit dans une spirale destructrice de l'économie mondiale, au premier chef des forces productives. C'est à ce marché mondial-là que « l'ouverture et les réformes » ont asservi plus directement la Chine, en même temps qu'elles faisaient du sort de l'économie chinoise un facteur essentiel de l'économie mondiale.

Répetons-le : développements spéculatifs, rétraction du marché..., les rapports entre la Chine et le marché mondial sont en effet marqués par les conditions mêmes de la décomposition du système impérialiste. Elle menace la Chine d'une catastrophe aux conséquences incalculables.

Le transfert momentané des capitaux vers la Chine (pour profiter du bas coût du travail dans les conditions que nous avons analysées) ne pouvait en rien inverser la tendance au rétrécissement du marché mondial. Il ne peut y avoir insertion harmonieuse de la Chine dans un marché mondial en pleine décomposition, où spéculation financière,

trafics en tout genre et guerres sont désormais des moteurs permanents de son fonctionnement.

On peut éclairer les rapports de la Chine avec l'impérialisme en évoquant les réserves de change de quelque 4 000 milliards de dollars, dont un peu moins de la moitié sont des bons du Trésor américains qui permettent aux Etats-Unis de vivre à crédit. (Précisons que ces réserves de change ont été constituées au départ essentiellement par les dollars que les multinationales payaient aux entreprises en Chine pour leurs produits assemblés par les « soutiers du miracle », dollars qui alimentaient ainsi les coffres de la banque centrale chinoise).

Contrairement à ce qu'affirme de manière générale les campagnes de presse, cela rend la Chine très dépendante du chaos de la crise qu'elle a participé à alimenter par ses placements dans les *subprimes* ou dans des fonds spéculatifs américains.

*« Le fait que la Chine détienne une quantité énorme de bons du Trésor américains implique qu'elle doit supporter une grande partie du fardeau de la remise en ordre »,* aux Etats-Unis,

déclarait un ancien conseiller de la banque centrale chinoise à l'explosion de la crise en 2008.

La Chine représente 12 % de la demande mondiale de matières premières, 60 % de la demande mondiale du minerai de fer et du soja, plus de 30 % du cuivre et du coton et 6 % du pétrole. Depuis fin 2013, elle est le premier importateur de pétrole brut devant les Etats-Unis, car elle ne produit que 4 millions de barils par jour mais en consomme 10 millions.

Les prix mondiaux des matières premières évoluent donc aussi en fonction de la situation économique de la Chine elle-même, opérations spéculatives comprises. Ainsi, les prix du minerai de fer à 60 dollars la tonne en 2008 n'ont cessé de grimper, en relation avec le plan de relance chinois de fin 2008, jusqu'à tripler en 2010-2011, et se retrouvent, en 2014, à 70 dollars en raison du ralentissement de la croissance chinoise.

L'autosuffisance alimentaire qui fut la règle est mise à mal par la réduction des superficies de terres arables au profit de zones à urbaniser (extension des villes) ou à industrialiser. Or il lui faut nourrir un quart

de l'humanité avec 8 % des terres arables de la planète. La Chine est donc devenue depuis deux ou trois ans un gros importateur de céréales alimentaires surtout, mais aussi fourragères. Elle est soumise à la spéculation qui caractérise ces marchés aujourd'hui.

Une intégration au marché mondial en décomposition est impossible. Ce qui est en jeu avec l'offensive pour remettre en cause la propriété sociale — base sur laquelle, en rompant le lien de subordination avec l'impérialisme, s'est pleinement constituée la nation chinoise —, c'est la dislocation du pays, un chaos gigantesque. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de plus de 300 millions d'ouvriers (la classe ouvrière la plus importante à l'échelle mondiale), c'est le sort du peuple chinois menacé dans son existence même.

---

### OÙ EN SONT LES RÉFORMES APRÈS LE III<sup>e</sup> PLÉNUM ?

---

C'est dans ce contexte que se situent les réformes décidées par le III<sup>e</sup> Plénum du comité central du PCC de novembre 2013 et ratifiées par l'Assemblée nationale populaire (ANP) : permettre au privé d'investir dans les entreprises d'Etat, donner plus d'avantages au marché et permettre aux entreprises étrangères d'investir plus facilement. Le capital privé pourrait y prendre des parts jusqu'à un certain seuil, mais avec des limites « politiques ». L'objectif affiché ici par la bureaucratie a donc été de donner les mêmes armes réglementaires au privé qu'aux entreprises d'Etat, de mettre les entreprises d'Etat en concurrence avec le privé. Ce qu'un journal patronal français, *Les Echos* (12 mars 2014), résumait ainsi :

« *En Chine, une libéralisation par la bande. A défaut de pouvoir s'en prendre durement aux grands groupes publics qui constituent autant de baronnies imprenables, Pékin semble vouloir doper la concurrence en facilitant l'émergence de nouveaux acteurs.* »

Si les quatre grandes banques d'Etat peuvent accueillir le capital privé jusqu'à 45 ou 50 %, des obstacles multiples — la Commission de régulation bancaire par exemple — empêchent à ce jour d'appliquer pleinement la réforme décidée au III<sup>e</sup> Plénum de novembre dernier : autoriser les banques

privées, au nombre de cinq en principe, dans cinq grandes villes, dont la mission serait de « *financer les petites et micro entreprises qui peinent à accéder au crédit dans le système actuel* ». Alibaba, le numéro un du commerce en ligne, vient de recevoir une autorisation de principe, mais déjà, des crocs-en-jambe surviennent.

Quelques rares entreprises d'Etat se sont débarrassées de branches d'activité les moins rentables pour les confier au privé, mais le secteur privé en voudra-t-il ? Si les mastodontes d'Etat ne peuvent être accaparés librement par les banques et autres fonds d'investissement, certains suggèrent que les quelque 100 000 entreprises d'Etat aux niveaux provincial et local pourraient constituer des cibles plus accommodantes, par exemple dans les services (transports, hôtellerie, etc.). Grosses ou petites, les entreprises d'Etat n'offrent cependant pas un gros retour sur investissement, selon les économistes. Alors, quelle banque ou fonds américain ira investir pour gagner du 3 %, chiffre sans aucune comparaison avec les « rendements » sur les marchés spéculatifs ?

La convertibilité du yuan ? L'internationalisation du yuan est réelle, par la multiplication des règlements commerciaux en yuans et des villes où on peut effectuer des transactions en yuans (Berlin en Europe, après Londres), comme l'élargissement de la bande de fluctuation du yuan (risques accrus de spéculation). Le plus grave est la voie ouverte aux flux massifs de capitaux spéculatifs jouant sur les différences de valeur entre le yuan offshore et le yuan de Chine même. Le rôle de la City dans le négoce offshore du yuan a été renforcé. Mais la monnaie chinoise n'est toujours pas pleinement convertible et sa valeur est toujours fixée non par le marché, mais par la banque centrale.

Qu'en est-il de la zone de libre-échange de Shanghai (Free Trade Zone ou FTZ) ? Au départ, en 2008, il s'agissait de faire de Shanghai une place financière internationale rivalisant avec Hong Kong, mais c'est alors que la crise financière a explosé. Il s'agit désormais de faire d'une partie seulement de la ville une zone de libre-échange. Inaugurée en septembre 2013, elle a suscité l'enthousiasme des investisseurs qui y voyaient enfin une avancée tangible. Cela ne dura pas, car une réglementation changeante et une liste de secteurs d'activité qui étaient proscrits de la

FTZ ont douché les esprits. Certes, des facilités administratives pour créer une entreprise qui seront étendues au reste du pays et des obstacles réduits pour les entreprises étrangères du secteur des services ont permis à Amazon et Microsoft de s'y installer, des banques et des assureurs étrangers ont l'intention de le faire dans l'espoir d'une ouverture réelle du secteur financier. « *C'est là qu'on va mettre à l'épreuve des réformes attendues depuis longtemps* », écrit la revue économique *Caixin* (16 janvier 2015). Il reste des obstacles, même pour les secteurs autorisés :

*« Un fossé s'est ouvert entre le projet original et la politique appliquée. Par exemple, la FTZ de Shanghai autorise les investisseurs étrangers à monter des établissements de santé privés, mais les pratiques des médecins étrangers doivent faire l'objet d'autorisations de diverses administrations du gouvernement central qui ne sont valables qu'un an. »* Si « *la FTZ a affronté certains problèmes des réformes financières, elle ne s'est pas vraiment attaquée aux problèmes essentiels* »,

selon un officiel du Centre de recherche sur la Free Trade Zone.

On ne peut cependant pas écarter la menace bien réelle qu'une libéralisation du secteur des services serve de moteur à d'autres secteurs de l'économie, au secteur de la finance, et que de dangereuses compétitions internes soient créées entre régions avec les annonces de la constitution d'autres FTZ dans le Guangdong, le Fujian et à Tianjin.

Sous quelque angle qu'on considère les développements dans l'économie chinoise, ce qui se prépare, ce sont des convulsions et des explosions sur la voie d'un affrontement majeur mettant directement en cause ce qui demeure les bases produites par la révolution de 1949. Face à cela, il n'y a pas d'issue en dehors du combat de la classe ouvrière posant dans son action la question du pouvoir et donc la perspective concrète de la révolution politique.

---

## LES OBJECTIFS ET MOYENS DE L'IMPÉRIALISME

---

Hillary Clinton a dit en 2011 : « *Nous sommes de retour en Asie et c'est pour y rester* », après la « fin » des guerres en Irak et en

Afghanistan, mais l'aggravation de la crise de l'impérialisme, en premier lieu américain, lui interdit la mise en œuvre complète de ses objectifs et aggrave les divergences au sommet de l'impérialisme américain sur la façon de traiter avec la Chine. L'objectif est de combiner des moyens pour ouvrir de manière décisive la Chine, permettant aux flux de marchandises et de capitaux, en premier lieu américains, d'y entrer librement, ce qui n'est toujours pas le cas.

D'abord par les pressions diplomatiques et commerciales contre la Chine : tentative des Etats-Unis depuis trois ans de mettre sur pied un partenariat transpacifique (TPP) pour faire pièce aux différents accords commerciaux entre pays d'Asie, et bien sûr isoler la Chine, notamment de la conclusion des discussions sur une China-ASEAN Free Trade Area, mais aussi pour asservir à l'impérialisme américain les différentes économies du pourtour du Pacifique. Le TPP n'est toujours pas signé avec le « partenaire » essentiel, le Japon, bien que le gouvernement Abe vienne de franchir un obstacle : l'opposition des paysans à la signature d'un tel accord. Il y a aussi les pressions par les plaintes déposées par les Etats-Unis et l'Union européenne contre la Chine à l'OMC (panneaux solaires, terres rares, etc.), exigences à propos de la valeur du yuan, la monnaie chinoise, et de sa pleine convertibilité.

Le Japon s'est en outre livré, au compte de l'impérialisme américain, à une série d'actes provocateurs (nationalisation des îlots Diaoyu-Senkaku pour lesquels existait depuis vingt ans un statu quo, visites répétées d'officiels japonais au mémorial des criminels de guerre, etc.). Obama a rappelé que l'alliance entre les Etats-Unis et le Japon est le socle sur lequel repose la sécurité de l'ensemble de la région Asie-Pacifique. « *L'article 5* (du traité de défense bilatéral) *couvre tous les territoires sous administration japonaise, y compris les îles Senkaku* » en mer de Chine orientale, a déclaré Obama à l'issue d'un sommet avec le Premier ministre japonais, Shinzo Abe (24 avril 2014).

Ensuite, par diverses opérations visant à un encerclement militaire de la Chine. Désormais, 60 % des moyens militaires aériens et marins américains sont affectés à l'Asie-Pacifique.

Des exercices militaires américains ont eu lieu de manière conjointe avec le Japon, la Corée et les Philippines, avec des quantités d'hommes et d'engins sans cesse croissantes.

Le Japon veut changer sa Constitution pour prendre part à des conflits armés et a augmenté son budget militaire. Les Philippines reconstruisent une ancienne base navale américaine, après la base navale australienne mise à disposition des Etats-Unis en 2011. Le récent voyage d'Obama en Inde s'inscrit dans cette stratégie.

L'impérialisme américain hésite et reste divisé sur la question chinoise :

« *L'ancien diplomate américain Christopher Hill dit qu'Obama a été tiré simultanément dans trop de directions ces dernières années pour pouvoir convaincre ses alliés en Asie de sa détermination* » (Berliner Zeitung, 23 avril 2014).

Une fraction de l'impérialisme américain dit : il vaut mieux promouvoir la Chine que la discriminer. Kissinger explique (Reuters, 8 avril 2014) :

« *Nous, les Américains, sommes les alliés du Japon, mais dans une sorte de partenariat avec la Chine. On ne devrait pas être mis dans une position de devoir choisir. On doit dire clairement à ces deux parties qu'on les aidera volontiers mais que nous sommes fermement opposés à tout affrontement militaire, parce qu'il aurait de gigantesques conséquences pour toute la région.* »

---

## EN GUISE DE CONCLUSION PROVISOIRE

---

Nous n'avons pas traité dans cet article la signification des investissements et des acquisitions chinois à l'étranger, sur lesquelles beaucoup de choses sont dites. Il faudra y revenir dans un autre article. Il serait aussi nécessaire de revenir plus précisément sur la place occupée aujourd'hui par le secteur privé chinois proprement dit. Nous nous contentons ici d'une brève note (8).

Ce qui apparaît comme essentiel, c'est que se développe aujourd'hui en Chine une crise spécifique, qui combine le « ralentissement de la croissance » dû à la crise du système capitaliste à l'échelle mondiale ; l'accentuation dans ces conditions de la pression multi-

forme de l'impérialisme, les conséquences de ce qui a été appelé « la renaissance » du mouvement ouvrier chinois et les conflits frontaux au sein de la bureaucratie elle-même. Tous ces éléments se relient à la fin d'une période où des taux de croissance exceptionnels, tirés par les exportations, se combinaient à une aggravation — à la longue explosive — des inégalités dans la société.

Aujourd'hui, le marché mondial n'est plus capable d'absorber les produits même « bon marché » exportés à partir de la Chine.

En même temps, les luttes de la classe ouvrière chinoise ont imposé à la bureaucratie et aux multinationales une augmentation significative du coût du travail.

D'où les spéculations sur un nouveau « modèle de développement » qui réfracte les contradictions au sein de la bureaucratie. Contradictions que nourrit l'impasse dans laquelle les développements internationaux de la lutte des classes et la crise de l'impérialisme placent la bureaucratie chinoise.

L'impérialisme décomposé menace la Chine de dislocation, par toute sa politique restaurationniste la bureaucratie lui ouvre la voie, les travailleurs, le peuple chinois résistent à cette politique qui menace son existence même.

L'alternative « barbarie ou socialisme » (et l'inversion de la formule de Rosa Luxemburg au début du XX<sup>e</sup> siècle est ici voulue) se trouve posée avec force en Chine aujourd'hui. Son issue positive passe par la remise en cause du monopole du pouvoir de la bureaucratie. Le peuple chinois a une longue tradition de lutte révolutionnaire. Le combat entre révolution — prenant la forme de la révolution politique — et contre-révolution, qui entraînerait un désastre pour le peuple chinois (et aurait des conséquences dramatiques pour les peuples du monde

---

(8) Citons l'historienne Marie-Claire Bergère : « *On ne trouve en Chine ni bourgeoisie triomphante, ni bourgeoisie tout court.* » Et si la grande majorité des entreprises strictement privées sont la « propriété » (encore faudrait-il en connaître le détail) d'anciens cadres de la nomenklatura à tous les niveaux, elle note : « *Quant aux millions de petits patrons peinant dans l'atelier familial ainsi que les nouveaux et fragiles millionnaires de la spéculation, ils apparaissent comme la piétaille d'un capitalisme sans capitalistes dominé par l'Etat et ses élites* » (*Capitalismes et capitalistes en Chine*, 2007).

entier), est — et sera — un enjeu majeur de la lutte de classe internationale.

Dans son VIII<sup>e</sup> Congrès mondial, la IV<sup>e</sup> Internationale le résumait ainsi :

*« Parce que la révolution chinoise de 1949 n'aboutit pas à la mise en place d'un pouvoir révolutionnaire des conseils ouvriers et des paysans, elle fut d'emblée une révolution confisquée. Les rapports sociaux qui en ont découlé sont marqués par l'expropriation du capital. La propriété sociale-propriété d'Etat constitue, encore aujourd'hui, une conquête, expression (déformée) sur un plan social et économique de la dictature du prolétariat. Pour autant, le prolétariat chinois n'a jamais, politiquement, dirigé la société.*

*Depuis 1949, il s'est au contraire trouvé exproprié politiquement du pouvoir. Les mots d'ordre de la révolution politique, qui se concentrent dans la défense de la propriété sociale et de toutes les conquêtes de la révolution chi-*

*noise, sont indissociables du combat pour chasser du pouvoir la bureaucratie parasitaire. Ce combat est celui d'une authentique révolution où la classe ouvrière prend entre ses mains le pouvoir politique, car c'est là le seul moyen de préserver les éléments qui, au plan social et économique, sont issus de la révolution de 1949. Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, aucune équivoque n'est possible sur le caractère intégralement réactionnaire et restaurationniste de la bureaucratie chinoise. De cette appréciation doit découler une orientation politique qui corresponde aux besoins de la lutte de classe à l'échelle chinoise comme à l'échelle internationale, et dont l'axe est donné par le fait que seul le prolétariat chinois, s'organisant par lui-même, peut préserver les conquêtes de 1949 et préserver la Chine d'une dislocation inéluctable sous les coups de boutoir de l'impérialisme » (La Vérité, n° 75).*

**Alain Frandor**

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# Edmund Baluka, ouvrier révolutionnaire, syndicaliste, dirigeant politique

*Dossier réalisé par Alain Forestier et Pierre Hélias*

**Edmund Baluka est décédé le 8 janvier 2015 à Varsovie. Ses cendres ont été apportées à Szczecin où un hommage a eu lieu le 17 janvier, au cimetière municipal. Sur décision de la ville, le cimetière a été exceptionnellement réservé à cette cérémonie. L'urne avec les cendres d'Edmund Baluka est déposée dans un espace dédié à la mémoire de la révolte ouvrière de décembre 1970 et de ses victimes — dont récemment Marian Jurczyk, l'un des organisateurs de la grève des chantiers navals de Szczecin en 1970, président élu du comité de grève en août 1980 et élu au présidium de la commission nationale de Solidarnosc. Plusieurs dirigeants historiques de Solidarnosc y ont pris la parole, dont Andrzej Milczanowski, qui avait été à la tête du syndicat dans les chantiers navals au moment de la proclamation de l'état de guerre, et Grzegorz Durski, qui avait été membre du comité de grève des chantiers navals en 1970-1971 et aussi membre du comité de grève en août 1980.**

Edmund Baluka est né le 4 juin 1933, à Machnowska, une ville située alors au sud-est de la Pologne et qui appartient aujourd'hui à l'Ukraine. Comme tout jeune polonais d'après-guerre, il rencontre très vite les moyens de terreur utilisés par la bureaucratie stalinienne pour asseoir sa domination.

Dans les années 1950, mécanicien sur un bateau, il a une discussion avec un émigré polonais au cours d'une escale dans un port de l'Ouest. A son retour en Pologne, il est immédiatement arrêté, et jugé pour espionnage et haute trahison.

Condamné à perpétuité, il voit sa peine commuée « par grâce » en quinze ans de réclusion jusqu'à ce que le soulèvement de juin 1956 le libère et le « réhabilite ». Si on lui retire le droit de voyager et donc d'exercer sa profession, il peut cependant

travailler comme ouvrier dans les chantiers navals de Szczecin. En 1956 en Pologne, la bureaucratie, pour arrêter le mouvement des masses, annonce des réformes et sort de son isolement Gomulka, réputé « rénovateur », qu'elle nomme chef de gouvernement. Car au même moment se déroule en Hongrie un processus révolutionnaire. Le pays s'est couvert de conseils ouvriers, l'appareil d'Etat est « nettoyé » des éléments stalinien, le gouvernement est remanié. Il faudra deux interventions de l'armée du Kremlin pour écraser dans le sang la commune hongroise. Pologne, Hongrie 1956, la révolution politique s'exprime et annonce un tournant.

En décembre 1970 et janvier 1971, dans l'immense mouvement qui voit s'embraser la côte Baltique contre l'augmentation des prix et pour les libertés politiques, qui se répercute dans toute la Pologne, Edmund

Baluka est élu président du comité de grève de sa ville et président de la commission ouvrière des chantiers navals Adolf Warski.

Ce mouvement précipite la chute du gouvernement Gomulka mis en place après le soulèvement de 1956. Son remplaçant, Edward Gierek, cède d'abord aux revendications présentées par Baluka au nom des ouvriers (*lire page 64*), mais il engage bientôt une terrible répression afin d'écarter les dirigeants les plus actifs de la grève. Il n'empêche que le face-à-face historique entre le chef du parti unique stalinien, le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), et les ouvriers qui ont élu démocratiquement Baluka, exprime la nouvelle situation, qui démontre qu'en s'organisant, la classe ouvrière peut faire reculer la bureaucratie. Ce tournant de 1970 sera l'un des éléments constitutifs de la création de Solidarnosc dix ans plus tard.

En novembre 1972, Baluka est délégué par les ouvriers de Szczecin au congrès national des syndicats et, parmi les 2 380 délégués présents, est le seul à voter contre le premier article des statuts proposés qui stipule que « *les syndicats doivent suivre la ligne du parti* ». Il est aussitôt démis de toutes les fonctions syndicales que lui avaient confiées les travailleurs, et licencié des chantiers navals. Baluka doit quitter la Pologne (*lire, à propos des rapports entre le syndicat Solidarnosc et le POUP, page 67, le document adopté par la délégation provisoire à l'extérieur du PSPP en 1982*). Baluka a tiré une leçon de 1970-1971 : les ouvriers doivent s'organiser par eux-mêmes pour se défendre.

Au cours de huit années d'un exil contraint, il parcourt l'Europe et œuvre sans relâche, d'une part, pour la défense des syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est et, d'autre part, pour l'union des militants qui se réclament de la démocratie et du socialisme. En France, il se lie avec la CGT-FO qui lui apporte son aide. Et c'est en France qu'Edmund Baluka rencontrera Pierre Lambert.

C'est ainsi qu'il établira ce contact avec la IV<sup>e</sup> Internationale. Edmund Baluka et Pierre Lambert se lieront d'amitié dans ce combat commun. Les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale contribueront de mille façons au combat des travailleurs de Pologne et à leur recherche d'organisation. C'est par une

discussion permanente entre Pierre Lambert et Edmund Baluka que seront élaborées des initiatives et des campagnes politiques. La base de cette discussion est le soutien inconditionnel apporté au PSPP, comme à tous les partis défendant les intérêts ouvriers, et la distinction entre ce qu'est un parti trotskyste et le parti que définit le programme du PSPP.

Une conférence internationale, regroupant de nombreux syndicalistes de toute l'Europe, se tient à Paris en avril 1980. Elle décide de constituer un comité de liaison dont Edmund Baluka est élu président à l'unanimité. Par ailleurs, il édite le bulletin d'information *Szerszen (Le Frelon)* en langue polonaise, avec une édition française, dont l'orientation tourne autour d'une plate-forme en treize points (*lire page 66*).

Le 31 août 1980, la grève générale aboutit aux accords de Gdansk qui légalisent le syndicat Solidarnosc. Le 20 avril 1981, Edmund Baluka retourne en Pologne après huit années d'exil et reprend sa place dans les chantiers navals sous la protection des ouvriers et de leur syndicat libre. Militant engagé de celui-ci dans la région de Poméranie-Occidentale, il assiste notamment au premier congrès national des délégués Solidarnosc, à Gdansk.

Mais il pense aussi qu'on ne peut, sous peine d'aliéner l'indépendance d'un syndicat si chèrement conquise, lui faire prendre en charge la solution de tous les problèmes qui se posent alors à la société polonaise.

Le 18 septembre 1981, il fonde, avec d'autres ouvriers des chantiers navals, le Parti socialiste polonais du travail (PSPP) dont il propage les idées et défend publiquement les conceptions politiques du programme (*lire page 66 la déclaration de fondation du PSPP*), participant ainsi au formidable débat qui jaillit en Pologne (*lire page 70 des extraits des journées d'études du PSPP en 1983*), de la naissance d'une force syndicale véritablement authentique et indépendante.

Avec des centaines d'autres syndicalistes et militants ouvriers, Edmund Baluka est arrêté la nuit du 13 décembre 1981 par le général Jaruzelski. D'abord détenu dans un camp d'internement, il est transféré, en juin 1982, à la maison d'arrêt de Szczecin où le procureur lui signifie son inculpation au titre

de l'article 123 du Code pénal, au terme duquel il risque jusqu'à quinze ans de prison.

Son procès s'ouvre le 11 avril 1983 au tribunal militaire de Bydgoszcz, sous la présidence du colonel Latos. Présentant lui-même sa défense dans une déclaration préliminaire, Edmund Baluka affirme notamment :

« C'est pourquoi l'instauration de l'état de guerre le 13 décembre 1981 n'était absolument pas dirigé contre les forces soi-disant extrémistes — car la maîtrise de petits groupes de la société n'aurait pas exigé de moyens aussi radicaux —, l'état de guerre a été décidé pour "knock-out" l'ensemble du peuple polonais qui exigeait des changements dans la façon dont le pouvoir est exercé. »

Durant trois jours, il récuse point par point l'acte d'accusation de « crime commis contre la République populaire de Pologne » (lire page 72 des extraits de la déclaration finale d'Edmund Baluka devant ses juges). S'agissant de son activité de construction d'un nouveau parti politique, il déclare :

« Le Parti socialiste polonais du travail (PSPP) lutte pour que le mot "socialiste" retrouve sa crédibilité et le respect dont il était entouré, bien que cette tâche soit fort difficile après tout ce qu'a fait le stalinisme en URSS, après ce qu'a fait le POUP en Pologne et les partis de ce type qui gouvernent en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en RDA ou en Hongrie. »

Edmund Baluka était un partisan de la révolution politique pour chasser la bureaucratie et instaurer le pouvoir des ouvriers, le socialisme. C'est pourquoi il a toujours combattu dans un même mouvement la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme. Et quand, après une conférence internationale à Caracas, appelée en commun par Pierre Lambert pour la IV<sup>e</sup> Internationale, Moisés Moleiro pour le parti vénézuélien MAS-MIR et le PT du Pérou, s'ouvre la tenue d'une conférence à Barcelone en janvier 1991 à la veille de la guerre en Irak, Baluka répond présent. Il participe à Barcelone à la fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) et signe le *Manifeste contre la guerre et l'exploitation*.

Edmund Baluka est des nôtres, de cette longue liste de combattants réprimés, assassinés, emprisonnés par la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme. Il savait la valeur du fait que, dès 1923, Léon Trotsky se soit dressé contre la bureaucratie en URSS, que la IV<sup>e</sup> Internationale ait toujours inscrit sur son drapeau la nécessité pour l'humanité de la révolution politique chassant la bureaucratie stalinienne, se combinant à la révolution sociale contre le capital. Oui, c'était le combat internationaliste et révolutionnaire d'Edmund Baluka.

**Alain Forestier**

## GIEREK FACE AUX GRÉVISTES DE SZCZECIN

### Edmund Baluka, au nom du comité de grève : "Nous exigeons..."

Une hausse de 10 à 30 % des denrées alimentaires vient de mettre le feu aux poudres. Grèves et manifestations ont éclaté le 14 décembre 1970 dans les grandes villes de la côte de la mer Baltique, Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot. Une répression très dure les a transformées en émeutes. En ce début d'année 1971, les ouvriers des chantiers « Adolf Warski », à Szczecin, grand port près de la frontière est-allemande, sont en grève presque ininterrompue depuis le 11 janvier 1971. « *Nous exigeons la venue sur place, aux chantiers Adolf Warski, du premier secrétaire du comité central du POUP, le camarade Edward Gierek* », déclare Edmund Baluka, président du comité de grève. Pour quoi ? Pour qu'il entende et réponde aux douze revendications du comité de grève.

Aux chantiers navals « Lénine », à Gdansk, et « Commune de Paris », à Gdynia, la même exigence monte : qu'il vienne ! Au moment où s'ouvre la rencontre dont voici un extrait du procès-verbal, une nouvelle grève générale est sur le point d'éclater sur toute la Baltique. Une vaste opération était préparée par l'Etat pour donner l'assaut, mais devant les risques politiques incalculables d'une telle décision, la majorité du bureau politique du POUP recule et Gierek est contraint de se présenter devant les grévistes.

« Le président : Ouvriers des chantiers, conformément à ce qui avait été annoncé, voici le premier secrétaire du comité central, le camarade Edward Gierek, qui est venu chez nous, à Szczecin et dans nos chantiers, et que nous saluons cordialement. (*Applaudissements.*) Voici également, venus à la rencontre d'aujourd'hui : le Premier ministre, le camarade Piotr Jaroszewicz (*applaudissements*), le secrétaire du comité central, le camarade Barcikowski (*applaudissements*), le vice-Premier ministre, que nous connaissons déjà très bien, le camarade Franciszek Kaim (*applaudissements*), le ministre de la Défense, notre député Wojciech Jaruzelski (*applaudissements*), le premier secrétaire du comité de voïvodie de Szczecin, le camarade Oblubek (*applaudissements*), le camarade Szlachcic (*applaudissements*), et d'autres représentants des autorités du parti, de l'administration et des syndicats.

Je fais toutes mes excuses, car l'heure de la rencontre nous a un peu surpris, je m'excuse encore une fois pour nos insuffisances organisationnelles : pour l'avenir, je m'engage à ce qu'il n'y ait plus de telles insuffisances...

(*Echange de paroles incompréhensible avec Gierek, applaudissements.*)

GIEREK — Dans l'avenir, il ne devrait pas du tout y avoir de telles rencontres. (*Mouvements divers dans la salle, cris.*)

LE PRÉSIDENT — Pas de telles rencontres ? Mais nous estimons, camarade secrétaire, que vous nous honorez de votre présence...

GIEREK, *interrompant le président* — Oui, mais pas dans de telles rencontres. (*Mouvements divers dans la salle, cris, indignation.*)

LE PRÉSIDENT — Je donne la parole au président du comité de grève, le camarade Baluka, pour qu'il présente les revendications des ouvriers.

BALUKA — Voici les revendications des grévistes. (*Il lit un papier.*)

1/ *Nous exigeons que les prix des denrées alimentaires soient ramenés au niveau d'avant le 12 décembre 1970* (1).

2/ *Conformément à la volonté des ouvriers qui s'est exprimée dans toute les réunions*

(1) Le 12 décembre, le gouvernement de Gomulka avait décidé une hausse des prix des denrées alimentaires allant de 10 à 30 %. Cette hausse fut la cause directe de l'insurrection.

ouvertes à tous les ouvriers, tenues dans les départements, nous exigeons des élections immédiates et légales aux instances syndicales, aux conseils ouvriers, ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du parti, des élections démocratiques dans les organisations du parti et de la jeunesse, au niveau des départements et de l'entreprise. Nous exigeons que les autorités de la voïvodie des organisations mentionnées nous donnent des garanties quant à la mise en application de ce point dans des délais rigoureusement fixés.

3/ Nous exigeons le paiement de leur salaire aux travailleurs pour la durée de la grève.

4/ Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationale donnent aux grévistes et aux membres du comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle à l'intérieur de l'entreprise et dans la ville, et de ce qu'aucune mesure de représailles ne sera exercée contre eux.

5/ Nous exigeons la venue sur place, aux chantiers navals "Adolf Warski" du premier secrétaire du comité central du POUP, le camarade Edward Gierek, et du Premier ministre, Piotr Jaroszewicz, afin d'y nouer un dialogue direct et permanent avec les représentants des ouvriers, c'est-à-dire le comité de grève (2).

6/ Nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique dans les chantiers et dans le pays, ainsi que la rectification de l'information qui a été donnée sur les engagements de production pris le 11 janvier 1971 dans l'atelier de tuyauterie (3).

7/ La rectification devrait être diffusée par les mêmes moyens d'information de masse qui ont donné cette nouvelle. Cela devrait avoir lieu au plus tard le 20 janvier... excusez-moi, le 25 janvier (4).

8/ Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux qui ont provoqué la diffusion, par les moyens d'information de masse, de la nouvelle sur les engagements pris dans l'atelier de tuyauterie, le 11 janvier.

9/ Nous exigeons la publication de nos revendications par la presse et la radio locales d'ici au 25 janvier.

10/ Nous exigeons que les autorités régionales du parti et des syndicats, ainsi que la

direction de l'entreprise, garantissent à la commission ouvrière émanant du comité de grève la possibilité de mener son activité, à côté du conseil d'entreprise et du conseil ouvrier, jusqu'à ce qu'aient eu lieu les élections légales dont il a été question au point 2.

11/ La possibilité de mener leur activité pour les membres de la commission ouvrière devrait comprendre principalement :

a) la garantie de leur sécurité personnelle dans l'entreprise et dans la ville ;

b) la disposition exclusive du réseau radio-phonique et des hommes nécessaires à son entretien technique et à sa garde ;

c) la constitution d'une délégation des membres de la commission ouvrière ayant pour but de veiller principalement à l'exécution du point 2 de la présente liste de revendications.

12/ Nous exigeons que les organes de sécurité cessent sur-le-champ de harceler, menacer et arrêter les travailleurs qui prennent part à la grève. La grève n'est pas un délit, car elle n'est interdite nulle part.

Signé : le comité de grève.

(Applaudissements prolongés.)

(2) Le comité de grève des chantiers navals s'est constitué dès le début des affrontements, le 17 décembre. Il a immédiatement pris en main toute l'entreprise et a mis sur pied une milice ouvrière armée munie de brassards distinctifs. Avec l'appui des autres usines de la ville, il a constitué le comité central de grève siégeant aux chantiers, organisme qui, devant la fuite des dirigeants du parti, a assuré le fonctionnement normal de la ville entière. Pendant dix jours, le comité central de grève a assuré l'approvisionnement de Szczecin ainsi que le fonctionnement des transports urbains, grâce à ses liens avec les employés des transports publics. Comme le dit Baluka lui-même : « En fait, nous étions un comité pour toute la ville » (La Vie ouvrière, n° 1384, 10 mars 1971).

(3) L'affaire de la tuyauterie fut la cause directe de la deuxième grève dans les chantiers, qui commença le 11 janvier. La presse locale avait publié un communiqué selon lequel l'atelier de tuyauterie aurait décidé de prendre des engagements de production « pour exprimer son appui à la nouvelle direction du parti ». Ce mensonge eut un effet foudroyant sur les ouvriers, particulièrement sensibles à tout ce qui rappelait le passé, après les calomnies dont ils avaient été l'objet en décembre.

(4) Ce changement de date est significatif. Nous sommes le 24 janvier, et le délai accordé à Gierek pour faire publier le rectificatif est donc d'un jour.

## Les treize points de la plate-forme de Szerszen

1/ La liberté du pays.

2/ La destruction du monopole du POUP qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est subordonné au PC d'Union soviétique.

3/ L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais.

4/ La dissolution des forces répressives MSW qui ont pour modèle les formations hitlériennes de SS et staliniennes du KGB.

5/ Les syndicats, non soumis à aucun parti, ni aux autorités gouvernementales et administratives.

6/ Le droit à la grève (garanti par la Constitution).

7/ La garantie de la liberté personnelle, la liberté de réunion, de rassemblement (garanti par la Constitution).

8/ La liberté de la presse, de la radio, de la télévision, la suppression de la censure (cela concerne aussi toutes les publications des écrivains et des gens de lettres).

9/ La constitution de conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront la voix décisive dans les affaires sociales et économiques de celles-ci.

10/ Le changement dans la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du comité central du POUP.

11/ La garantie par la Constitution que l'armée polonaise et les formations armées de la milice (MO) n'interviennent pas contre les manifestants et les ouvriers en grève.

12/ L'autonomie des universités et des écoles supérieures (garantie par la Constitution).

13/ L'annulation des accords avec l'URSS, qui sont néfastes pour la Pologne.

## Déclaration de fondation du Parti socialiste polonais du travail

Le 16 septembre 1981, à Szczecin

Face à la catastrophe politique et économique qui existe en République populaire de Pologne — à un moment où les forces patriotiques de l'opposition renforcent et développent dans notre pays leur résistance contre le régime du POUP, avec pour conséquence de redoubler la répression contre les militants de ces organisations, les signataires de la présente déclaration décident de fonder un parti des travailleurs, appelé Parti socialiste polonais du travail.

Nous aurons avant tout pour but de regrouper dans les rangs de notre parti des travailleurs, et d'œuvrer pour que tous les prin-

cipes de la vie et du système portent les caractères du véritable socialisme.

Nous combattons pour faire vivre et construire notre parti, car nous sommes convaincus que le Parti ouvrier unifié polonais qui gouverne actuellement notre pays ne remplit pas son rôle : en effet, issu de l'idéologie stalinienne pour diriger le peuple, il ne reconnaît pas le pluralisme des partis, ni la tolérance politique, et gouverne uniquement en s'appuyant sur la force, ce qui n'a évidemment absolument rien à voir avec les idéaux du socialisme.

La classe ouvrière polonaise est donc convaincue, depuis de nombreuses années, que le Parti ouvrier unifié polonais, fondé en 1948, ne représente aucunement ses intérêts, mais bien au contraire a, par son autocratie, éliminé toute conception même d'élections démocratiques, de politique économique, voire de politique étrangère.

Août 1980 a mis à nu plus d'un quart de siècle de corruption, d'arbitraire, d'abus, de gaspillage de la propriété sociale, qui a finalement conduit notre pays à la catastrophe économique et politique actuelle.

Le combat solidaire de la classe ouvrière pour une représentation authentique des travailleurs, les syndicats autonomes et indépendants *NSZZ Solidarnosc*, qui regroupent dans leurs rangs plus de neuf millions et demi de travailleurs.

Le mouvement ouvrier a ainsi frayé la voie aux autres couches de la société qui ont, à leur tour, fondé leurs organisations syndicales libres.

Aujourd'hui, il est incontestable que les larges masses du peuple polonais aspirent à la liberté, à la démocratie et à la souveraineté nationale. C'est pourquoi le pas suivant doit être d'établir un pouvoir politique capable de satisfaire la majorité du peuple polonais. Le Parti socialiste polonais du travail possède un tel programme. Le PSPP reconnaît le principe du pluralisme politique, il est pour un

large mouvement de toute une variété d'organisations sociales et politiques. Il regroupera également dans ses rangs des travailleurs aux options religieuses différentes.

Au moment où nous franchissons ce pas si important pour nombre de militants courageux et honnêtes, nous lançons un appel à la solidarité active, matérielle et politique pour notre parti.

Nous fondons notre parti en nous appuyant sur la Constitution de la République populaire de Pologne, et nous considérons par là même notre activité comme pleinement légale. Le comité de fondation du Parti socialiste polonais du travail décide d'avertir les autorités de la République populaire de Pologne compétentes et d'envoyer donc copie de la présente déclaration :

— au maréchal de la Diète de la République populaire de Pologne,

— au président du Conseil d'Etat.

**Pour le comité de fondation du Parti socialiste polonais du travail :**

**Edmund Baluka, ul nowy Swiat 15,  
Szczecin Skolwin**

**Tadeusz Lichota, ul Santocka 12/32,  
Szczecin 71 113**

**Witold Romanowski, ul Santocka  
16a/23, Szczecin 71 113**

## **SOLIDARNOSC FACE AU MONOPOLE DU PARTI UNIQUE, LE POUP**

### **"Qu'est-ce que la démocratie ?"**

**Document adopté par la délégation provisoire  
à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail (15 avril 1982)**

La délégation provisoire à l'extérieur du Parti socialiste polonais du travail est composée de militants du PSPP qui se trouvent provisoirement ou non à l'extérieur des frontières de notre pays. Elle s'est engagée depuis sa constitution, le 6 janvier dernier, à mener sans relâche le combat pour la défense et la libération des militants internés, emprisonnés, le soutien à leurs familles, comme à

tous ceux qui luttent aujourd'hui dans la clandestinité. Elle est au service du combat que mène tout notre peuple uni, dans les conditions difficiles de l'état de guerre, pour ses droits légitimes. (...)

1/ *Solidarité* a été constitué comme expression vivante de la revendication du peuple polonais, ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants, à la liberté.

2/ Le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même est contraire à la revendication principale du peuple polonais de disposer librement de lui-même.

3/ Le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même repose sur le soutien extérieur des dirigeants de Moscou.

4/ Il y a donc contradiction entre le monopole du pouvoir que le POUP se dévoue à lui-même et les aspirations du peuple polonais à la liberté et à l'indépendance nationale. Nous réaffirmons ce principe fondamental : un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre. Le peuple polonais n'a aucune hostilité contre les peuples d'Union soviétique, qui, comme lui-même, sont soumis à un régime arbitraire.

L'amitié entre les peuples ne peut exister qu'entre peuples libres et souverains. En revendiquant le droit de disposer de lui-même, le peuple polonais considère, à toujours considéré ce droit comme celui de chaque peuple. Tel est le sens de l'adresse aux peuples des pays de l'Est et d'URSS votée par le premier congrès national des délégués de *Solidarité*.

5/ Ce que revendique le peuple travailleur polonais en constituant *Solidarité*, c'est l'application à la Pologne des principes de la démocratie.

Qu'est-ce que la démocratie ? Des syndicats indépendants de l'Etat, de l'administration et des partis, assumant la défense dans la société des intérêts des travailleurs, ouvriers, paysans, intellectuels et étudiants qu'ils représentent.

Le monopole de pouvoir que le POUP s'arroge à lui-même est contraire à la libre discussion et la libre expression des idées, à la liberté de presse, de réunion et d'informations.

Ce monopole du pouvoir du POUP a dans notre pays provoqué une grave crise économique dont les dirigeants du POUP cherchent abusivement à rejeter la responsabilité sur notre syndicat et toutes les organisations sociales indépendantes.

Qu'est-ce que la démocratie ? Le droit pour les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les étudiants, de connaître, de décider et de diriger l'économie en fonction des besoins de notre pays et de notre société, et

non, comme c'est le cas, dans l'intérêt d'un groupe minoritaire qui défend ses privilèges et exploite le peuple travailleur.

Qu'est-ce que la démocratie ? Un régime où tous les partis que le peuple polonais estime devoir constituer ont un même droit à exercer librement leur activité.

Qu'est-ce que la démocratie ? Un régime où le pouvoir issu des élections libres, du libre débat entre Polonais, comme le congrès de *Solidarité* l'a revendiqué, exerce la direction de la société, sous le contrôle de celle-ci.

Voilà ce que propose le PSPP au peuple polonais.

6/ Depuis le 13 décembre, le pays est plongé dans une situation où le pouvoir a engagé la guerre contre le peuple. L'état de guerre a été décrété par la direction du POUP, qui a usurpé le drapeau national, par une décision dont nous savons tous qu'elle n'a été ni prise ni préparée dans notre pays.

Il faut :

- faire cesser l'état de guerre,
- la libération immédiate de tous les emprisonnés sans exception,
- le droit au syndicat *Solidarité* d'exercer librement son activité dans l'indépendance conforme à ses statuts,
- le droit pour toutes les organisations, pour tous les partis politiques polonais d'exercer librement leur activité. Le peuple polonais était seul juge d'adhérer à telle ou telle proposition politique présentée par ces partis dans le respect des principes du pluralisme politique.
- des élections libres pour garantir au peuple polonais son droit à la souveraineté.

7/ Nous nous prononçons pour le socialisme, mais pour le socialisme où la justice et la démocratie doivent trouver place, où la liberté d'opinion, de pensée, d'expression, la liberté de presse doivent être garanties.

Le monopole du pouvoir du POUP est un acte arbitraire et contraire même aux principes du système socialiste.

L'oppression de notre peuple est incompatible avec tous les principes du système socialiste.

Ceux qui s'arrogent le droit de disposer de la vie et du sort de millions d'hommes par la

défense égoïste de leurs intérêts de groupe minoritaire et la défense de leurs privilèges, de plonger tout le pays dans un état de guerre dans ce but, n'ont à notre avis rien à voir avec le socialisme qu'ils prétendent ainsi construire et défendre.

8/ Personne en Pologne n'a voulu la confrontation avec les détenteurs du pouvoir monopolisé par le POUP.

Personne en Pologne n'a cherché la confrontation avec les dirigeants de Moscou. Et pourtant, la confrontation a eu lieu. La responsabilité en incombe totalement à ceux qui ont décidé de la provoquer. La responsabilité pour toute la crise et la tragédie que vit à présent notre peuple leur incombe entièrement. Mais le peuple polonais veut la liberté. Fier de sa longue histoire et de sa tradition de lutte pour la liberté, il ne saurait accepter la sujétion et l'oppression. L'arbitraire et l'oppression ne sauront triompher de la justice et de la démocratie.

Aujourd'hui, nous le comprenons tous, il ne saurait y avoir de négociations des deux côtés des barbelés.

Nous le comprenons tous, quel que soit d'autre part notre point de vue sur la question, il ne saurait y avoir d'entente nationale sans la libération immédiate de tous les détenus, sans le droit au syndicat *Solidarnosc*, au *NZS*, à *Solidarité rurale*, à toutes les organisations sociales indépendantes, de fonctionner librement, sans le droit pour tous les partis et organisations politiques de présenter leur programme et propositions, en toute démocratie, devant la société, seule juge.

Nous le comprenons tous, il n'y a pas de réforme économique possible sans la levée de l'état de guerre. Des esclaves ne travaillent jamais comme des hommes libres et

déterminés, qui savent à qui et pour quoi leur travail profite.

Les travailleurs polonais n'accepteront jamais cet esclavage. Aujourd'hui, travailler, c'est travailler pour les camps, les prisons. Ne pas travailler, c'est œuvrer à la levée de l'état de guerre, la libération des prisonniers, c'est œuvrer pour les conditions d'une réforme économique au service des intérêts de la société et du pays.

Telles sont les réflexions et premières leçons que nous soumettons à la discussion de tous ceux qui œuvrent et veulent œuvrer pour chercher une issue aux problèmes de notre peuple. Le peuple polonais ne veut pas la confrontation, mais il veut vivre libre dans un pays libre. Rien ne peut arrêter son combat pour la liberté.

**Vive la Pologne libre et indépendante !**

Nous ne pouvons terminer ce premier document de réflexion élaboré après quatre mois d'état de guerre dans notre pays sans revenir sur le rôle décisif que représente, dans la difficile épreuve que nous traversons, le soutien et la solidarité des peuples, de tous les combattants de la démocratie, de tous les militants de la classe ouvrière, de ses syndicats, de ses partis, quelles que soient leurs opinions, leur appartenance politique.

Pour notre part, c'est pour ce soutien que nous lutterons sans relâche.

En première page du *Frelon* est écrit : « *La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même.* »

**Vive l'entente entre les peuples !**

**Vive la solidarité des travailleurs !**

## L'Église en Pologne, le socialisme, Lénine et Trotsky vus par les Polonais...

# Quelles perspectives pour le peuple polonais ?

Les journées d'études du PSPP des 22 et 23 octobre 1983 à la Mutualité

Les 22 et 23 octobre 1983 se tiennent à la Mutualité à Paris les journées d'études du Parti socialiste polonais du travail (PSPP). Edmund Baluka, comme les dirigeants de Solidarnosc et des opposants au monopole du POUP, est toujours emprisonné. La banderole tirée derrière la tribune exige la libération de tous les prisonniers politiques. Plusieurs milliers de personnes assistent à ces journées d'études : pendant deux jours, des militants de différents pays de l'Ouest et l'Est débattent : quelles perspectives ?

Ont participé à la discussion des militants d'horizons politiques très différents, des athées et des croyants, des militants qui se réclament du socialisme comme d'autres pour qui ce terme est synonyme de la terreur et de l'oppression qui s'exercent sur leur pays. Prendront la parole : Françoise Baluka, qui introduit les débats, Jean-Christophe Cambadélis (alors président de l'UNEF indépendante et démocratique), Yves Dechezelles, Alain Forestier, Stanislaw Kaczmarczyk, Pierre Lambert, Danita Nowakowska, Heinrich Saar et Jan Tesar.

Nous publions ci-dessous, comme dans tout ce dossier, deux textes peu connus, un de Françoise Baluka, un autre de Pierre Lambert, parus en novembre 1983 dans le bulletin *Szerszen-Le Frelon*. Tous deux à leur manière cherchent, derrière les mots, les symboles et les falsifications du stalinisme, à dégager pour la Pologne la perspective historique et politique « vers le socialisme authentique ».

---

### “VERS LE SOCIALISME AUTHENTIQUE”

---

**Françoise Baluka :** (...) Alors, pour conclure, quelles sont les voies et les perspectives ? La voie est la réappropriation par les travailleurs, par la société tout entière, sur la base de la propriété sociale, de leur histoire, et la conquête de leur indépendance dans des organisations politiques et syndicales. C'est la voie du socialisme. Peut-être certains attributs disparaîtront-ils. Mais que nous importe qu'en Pologne on lève le poing ou qu'on fasse le signe V de la victoire ? Que nous importe que soit chantée *L'Internationale*, *La Varsoviennne* ou que « Dieu sauve la Pologne », que nous importe que ce soit le drapeau rouge ou que ce soit le drapeau national rouge et blanc, qui soit arboré dans les usines ou comme sigle ou comme revendication de Solidarnosc ? Ce

qui nous importe, c'est de savoir que sur le plan concret, matériel, de l'organisation, la classe ouvrière a commencé d'ores et déjà dans les faits à dénier à ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir et qui se dénomment les dirigeants du Parti ouvrier unifié polonais le droit de se proclamer ses représentants, et elle le montre continuellement. Enfin, de ce point de vue, il est très intéressant de voir qu'en Pologne, le phénomène est allié à tout un mouvement d'aspiration à la liberté nationale. C'est illustré par exemple par la déclaration d'un prêtre polonais, le curé Straczynski, qu'a reprise Edmond Baluka devant ses juges :

*« Honte et mépris pour ceux qui se sont détournés de la véritable identité polonaise. Quel que soit leur but. Honte à eux. Ils arpentent les rues, rôdent partout, épient. Peut-être même se trouvent-ils ici parmi nous. Honte et déshonneur pour eux. Ils ne sont pas polonais. Même si on a voulu élever l'aigle en poule mouillée, il est demeuré*

*l'aigle. Même s'ils veulent nous enfermer dans leur poulailler, nous n'avons pas le droit d'accepter, à aucun prix. Malheur à ceux qui gardent ce poulailler (...). L'aigle a pris son vol. Il n'a pas voulu accepter ce sort misérable. Voilà pourquoi aujourd'hui on ne peut éviter d'évoquer aussi l'anniversaire maintenant proche d'août 1980. Du mois d'août qui a transformé notre patrie. C'est Solidarnosc, notre syndicat commun, qui forgera l'avenir des jours meilleurs. Des difficultés passées, des soifs à venir, naîtra la Pologne dont nous rêvons. On ne peut mettre à ce grand cœur les fers d'une nation asservie. » (...)*

---

## SE RÉAPPROPRIER L'HISTOIRE ET LES TRADITIONS OUVRIÈRES

---

Je vous parlais tout d'abord du Parti socialiste polonais (PPS) et de la façon dont est née *La Varsoviennne*. Mais je pourrais vous parler des 1<sup>er</sup> mai 1889 et 1890, où, pour la première fois, les ouvriers des trois parties polonaises, des trois parties de la Pologne écartelées entre la Prusse, l'empire tsariste russe et l'Autriche, ont manifesté simultanément pour la journée de huit heures. En 1890, où c'est la première grève générale dans les trois parties également du territoire déchi-queté de la Pologne. Et si je fais ce rappel historique, c'est pour donner encore plus de poids à une dernière citation, à celle de la déclaration de Bogdan Lis, dirigeant actuel de la clandestinité de Solidarnosc, membre de la TKK (1), à propos du 1<sup>er</sup> mai 1983 : « *Aujourd'hui la fête du travail en Pologne est re-devenue notre fête.* » Et c'est en fait la réappropriation dont je parlais précédemment. Et c'est en fait ce dont veut parler Edmund Baluka dans sa déclaration finale lorsqu'il déclare devant ses juges et à l'adresse de ses juges : « *L'alternative, c'est effectivement la société...* »

« *Des difficultés passées, des soifs à venir naîtra la Pologne dont nous rêvons* », dit le prêtre Straczynski, et Edmund Baluka continue : « *Et c'est le peuple qui la construira, une telle Pologne n'aura pas besoin d'être surveillée par les directions de tous les niveaux des instituts scientifiques, particulièrement du parti. Mais ce qui est très important, elle n'aura pas besoin d'être surveillée par n'importe quel parti, c'est le peuple qui veillera sur la Pologne et sur le système socialiste.* »

---

## “QUAND LES IDÉES DÉVIENNENT DES FORCES MATÉRIELLES”

---

**Question : Comment sont perçus par le peuple polonais le combat et l'œuvre de Lénine et Trotsky ?**

**Pierre Lambert :** Camarades, vous avez certainement lu pour la plupart d'entre vous le petit opuscule de Lénine intitulé *L'Etat et la révolution*. Vous vous souvenez très certainement des premières lignes où Lénine explique que, de leur vivant, les révolutionnaires sont haïs, vilipendés et réprimés, subissent la répression, et qu'après leur mort, on les transforme en icônes pour que leur enseignement soit totalement émasculé. Lénine écrivait *L'Etat et la révolution* juste avant octobre 1917. Il ne prévoyait certainement pas que ce qu'il écrivait pour Marx allait s'appliquer à lui-même.

Continuons par une idée fondamentale du marxisme : quand les idées s'emparent des masses, elles peuvent devenir des forces matérielles. Alors, aujourd'hui, les idées de Lénine et de Trotsky ne sont certainement pas partagées par le peuple polonais comme elles ne sont pas partagées par la majorité du peuple français. C'est le travail que nous devons faire pour aider les travailleurs à retrouver les sources réelle du socialisme : les sources réelles de la révolution.

Mais en Pologne, comme dans tous les pays de l'Est, étant donné l'extraordinaire falsification de l'œuvre de Lénine — c'est vrai aussi en France, mais à l'Est, c'est pire qu'ailleurs — lorsqu'on parle avec n'importe quel camarade, quelle que soit sa tendance politique, qu'il vienne de n'importe quel pays, on peut constater les mêmes réactions au nom de Lénine et mesurer ainsi ce qu'a fait la bureaucratie dans ces pays.

---

## L'OPPRESSION ET...

---

En Pologne, il est vrai, cette question sur Lénine et Trotsky est compliquée par un problème national. L'oppression en Pologne ou en Ukraine, est une oppression grand-russe.

---

(1) TKK : la direction nationale de Solidarnosc dans la clandestinité.

Avant 1917, c'était identifiable au tsarisme. L'oppression stalinienne est identifiée aujourd'hui à la révolution de 1917 dont se parent frauduleusement les bureaucrates staliens.

---

## LA QUESTION NATIONALE

---

L'œuvre de Lénine et Trotsky n'est pas appréciée par les Polonais dans leur grande masse. D'autant plus que toute révolution charrie de grandes choses et aussi de grandes erreurs. Et 1920 a été une grande erreur de la révolution. Après l'attaque de l'URSS par Pilsudski — et la révolution a eu raison de se défendre contre cette agression dictée par l'impérialisme — que s'est-il passé ? Les armées polonaises défaites sur le territoire de l'URSS, le bureau politique du Parti bolchevique russe, sous l'impulsion de Lénine, et Trotsky au départ était contre, a décidé l'invasion des troupes de l'Armée rouge jusqu'aux murs de Varsovie. Dans la nation polonaise opprimée pendant si longtemps par les Russes, les Autrichiens, les Prussiens, l'Armée rouge a ainsi perdu tout contact avec les ouvriers et les paysans. La question natio-

nale est alors revenue au premier plan. Cela rejoint la signification de ce que représente l'internationalisme prolétarien véritable (pas celui de Staline ni des bureaucrates). Ce n'est pas par hasard que la Première Internationale a été fondée à partir de la question nationale polonaise et de la question nationale irlandaise. L'indépendance de classe du prolétariat, l'indépendance des organisations ouvrières, ne peut se fonder que sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'erreur de 1920 a eu des conséquences incalculables.

---

## UN PROGRAMME RÉEL

---

Pour conclure, comme je suis sûr que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est un programme réel, comme je suis persuadé que dans le combat et la discussion libre que les ouvriers mèneront, dans la démocratie ouvrière, ils retrouveront les voies dans leur propre combat, de ce programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les idées de Lénine et Trotsky seront celles des ouvriers du monde entier, y compris des ouvriers polonais. Ce sont les idées du socialisme émancipateur. »

### EXTRAITS DE LA PLAIDOIRIE D'EDMUND BALUKA AU PROCÈS DE BYDGOSZCZ (LETTRES DE PRISON)

## “Messieurs du tribunal” “Qui est socialiste ou antisocialiste ?”

---

### “L'ALTERNATIVE, C'EST LA SOCIÉTÉ”

---

Edmund Baluka écrit le 11 mai 1983 à sa femme, Françoise :

« Mon cher printemps, cette lettre sera courte. J'ai en effet beaucoup de travail, de choses à écrire concernant les problèmes du procès. Aujourd'hui, c'est-à-dire le 11 mai, la procédure a pris quelques couleurs. Il semble que se prépare une polémique intéressante entre moi et la cour. La question la plus importante que m'ont posé le procureur et le président du tribunal, c'est : est-ce que je vais continuer mes activités et aussi construire *Solidarnosc* et le PSPP ?

*Ma réponse a été nette : oui. Après cette réponse, le tribunal est parti discuter. Bydgoszcz, 11 mai 1983, Edmund. »*

« Messieurs du tribunal,

L'histoire exige la vérité sur la forêt de Katyn (1), car l'histoire demande où sont les prisonniers de guerre, les officiers de l'armée

---

(1) Forêt près de Smolensk, en Russie, où 4 404 prisonniers ont été abattus d'une balle dans la nuque et ensevelis dans des fosses communes entre le 3 avril et le 13 mai 1940. L'ordre du massacre, signé de la main de Staline, a été rendu public en 1990. Jusqu'aux années 1990, et donc au moment du procès d'Edmund Baluka, l'histoire officielle en URSS imputait ce crime aux nazis, qui n'occupaient pourtant pas ce territoire au moment du massacre.

polonaise, les camps de Starobielsk ou d'Ostaszew, en tout plus de 8 000 personnes. Tout cela, Messieurs, ce sont des pages arrachées du livre de l'histoire moderne de notre peuple. Mais j'en reviens aux questions actuelles. Et je commence par une question. Qui tue l'idéologie de Marx et de Lénine dans notre pays ? Ce sont le plus souvent des gens qui portent à la boutonnière les portraits des fondateurs de cette idéologie. Cette idéologie est détruite par ceux qui ordonnent de construire des monuments à la gloire des auteurs des luttes révolutionnaires. Dans leurs cabinets et leurs salles de conférence, sont accrochés les portraits et les mots d'ordre des classiques du marxisme, et c'est pourtant là que sont prises les décisions d'enfoncer les derniers clous dans le cercueil des théories socialistes.

Cependant, dans ce crime perpétuel, ne sont pas moins coupables ceux qui exécutent ces décisions. De ce banc d'accusé, j'accuse tous les Polonais exerçant de hautes fonctions et appartenant à la "nomenklatura" du POUP, des destructions commises dans mon pays dans les domaines idéologique, politique, social, économique et culturel.

(...) J'ai dit précisément que mon action n'était qu'une petite goutte d'eau dans l'océan du processus qui se déroule actuellement en Pologne. Je ressens le besoin personnel de replacer ces actes et intentions dans tout l'ensemble des activités de l'opposition, appelée "antisocialiste" par les autorités. J'exprimerai donc mon opinion personnelle sur le syndicat indépendant et autonome NSZZ Solidarnosc dont je suis adhérent. Je définirai ce que je pense de la KPN (Confédération de la Pologne indépendante), de l'ex-KSS-KOR (comité de défense des ouvriers, comité d'autodéfense sociale) ainsi que sur l'organisation du NZS, du syndicat indépendant des étudiants.

Au procès des dirigeants de la KPN, l'accusé Szeremietiev a déclaré, je cite : *"La KPN est une alternative idéologique et politique au pouvoir actuel et Lezek (Moczulski), une alternative personnelle..."* J'exprime mon respect au combattant qu'est Szeremietiev qui a cette opinion sur son parti et sur son ami et dirigeant de la KPN, mais ma conception personnelle en la matière est tout autre. L'alternative au pouvoir actuel d'Etat est la société, la grande majorité de la société, aussi bien sur le plan idéologique que

politique. Et la KPN est l'une des composantes de ce large éventail des opinions, des convictions et pensées politiques. Et j'ai cité Szeremietiev pour me donner une base pour évoquer et exprimer sa position sur les organisations de l'opposition ou les organisations syndicales.

Je viens d'écrire que je suis adhérent au syndicat NSZZ Solidarnosc, ce n'est pas une erreur de ma part. Monsieur le Président, je suis adhérent de ce syndicat, même si pour l'instant je ne paie pas mes cotisations pour des raisons évidentes. Pour moi, individu de cette organisation syndicale de dix millions de membres, l'état de guerre et ses conséquences n'ont pas dissous mon organisation syndicale, mais l'ont simplement poussée dans la clandestinité. Les travailleurs se donnent des syndicats pour eux-mêmes, pour leurs propres intérêts, et non pas pour le pouvoir ou l'administration d'Etat. Ce sont les adhérents qui ont le droit de dissoudre et personne d'autre. Je reprends pour la millième fois la Constitution de la République populaire de Pologne et ne peux y trouver un seul principe constitutionnel qui conférerait le droit aux autorités d'Etat de dissoudre un syndicat. Voilà pourquoi, malgré la décision des autorités d'Etat de dissoudre mon syndicat, je m'en sens toujours adhérent. Et par là même, j'accuse les autorités d'Etat, en faisant cela, d'avoir violé les droits constitutionnels.

Messieurs du tribunal,

De ce banc d'accusation, je tiens à formuler la protestation la plus vive pour l'emprisonnement de dirigeants syndicaux dans la personne de Jurczyk, Rozplochowski, Palka, Rulewski, Modzelewski, Jaworski et Gwiazda. J'élève cette protestation ici, car je n'ai aucun autre moyen de l'exprimer. Ces hommes, comme des milliers d'autres qui suivent leur exemple, sont le sel de cette terre et leur place n'est pas dans les cellules des prisons. Comme l'a dit à Swinoujście, le 13 août 1982, le prêtre Straczynski dont les paroles concordent avec ce que je pense, je cite :

*"Honte et mépris pour ceux qui se sont détournés de la véritable identité polonaise. Quel que soit leur but. Honte à eux. Ils arpentent les rues, rôdent partout, épient. Peut-être même se trouvent-ils ici parmi nous. Honte et déshonneur pour eux. Ils ne sont pas polonais. Même si on a voulu élever l'aigle en poule mouillée, il est demeuré*

*l'aigle. Même s'ils veulent nous enfermer dans leur poulailler, nous n'avons pas le droit d'accepter, à aucun prix. Malheur à ceux qui gardent ce poulailler (...). L'aigle a pris son vol. Il ne peut accepter ce sort misérable. Voilà pourquoi aujourd'hui on ne peut éviter d'évoquer aussi l'anniversaire maintenant proche d'août 1980. Du mois d'août qui a transformé notre patrie. C'est Solidarnosc, notre syndicat commun, qui forgera l'avenir des jours meilleurs. Des difficultés passées, des soifs à venir, naîtra la Pologne dont nous rêvons. On ne peut mettre à ce grand cœur les fers d'une nation asservie."*

Messieurs du tribunal,

Il faudrait écrire déjà des tomes entiers sur les documents du NSZZ Solidarnosc. Ces mêmes tomes déjà écrits dans différentes publications, pour discréditer ce syndicat aux yeux des Polonais et du monde. C'est l'appareil d'Etat et ses organes dirigeants qui sont l'auteur de ce discrédit. Mais aucune répression, aucune force ne détruira le syndicat Solidarnosc, car le vent de la liberté, au cours de ces quinze mois, a enivré la société polonaise comme un bon vin peut le faire, et la société n'en oubliera plus jamais le goût.

Prophétique et pourtant bien réel est le discours du prêtre Straczynski, lorsqu'il dit : *"Des difficultés passées, des soifs à venir, naîtra la Pologne dont nous rêvons."* Et c'est le peuple qui la construira.

Une telle Pologne n'aura pas besoin d'être surveillée par *"les directions de tous les niveaux des instituts scientifiques, particulièrement ceux du parti"*, et ce qui est très important, de n'importe quel parti. C'est le peuple qui veillera sur la Pologne et sur le système socialiste, Monsieur le Professeur Mojsiewicz. Et les figurines pétries par vos soins iront au musée.

Messieurs du tribunal,

La fondation du KOR a été un événement capital de l'histoire de la Pologne d'après-guerre. L'intelligentsia de la Pologne d'après-guerre, comme l'a écrit le professeur Matejko (de Harvard) était en faillite. Les raisons en sont largement connues. L'occupant hitlérien s'est attaché à détruire et

anéantir en premier ce groupe social. Dans les premières années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, le système stalinien a forcé ceux qui restaient à collaborer, ou alors les a repoussés par les tracasseries et la répression, dans l'ombre de la passivité. La jeune génération intellectuelle était sans cesse soumise à un processus de "remodelage plastique", visant à leur inculquer la soumission, leur faire chanter des prières irréflechies aux dieux des lois, des interdits, des ordres que produisait à la chaîne l'appareil central politique et étatique. La bureaucratie est née.

Juin 1976 est la date du réveil de l'intelligentsia polonaise de sa léthargie, et en même temps, la date de la mort de la doctrine anglo-impérialiste "diviser pour régner", que le système stalinien exploite efficacement. En Pologne, cela appartient au passé. Sous l'impulsion de la naissance du KOR, s'est libérée l'initiative sociale, la peur a été surmontée, et les universités volantes incitaient à penser librement. C'est aussi la fondation de l'officine indépendante d'édition Nowa. Gloire donc aux pionniers de l'intelligentsia polonaise ! Leur travail et leur courage portent leurs fruits et porteront leurs fruits.

Ce système d'exercice du pouvoir ne tolère pas la pensée libre. Pour de tels actes, il "récompense" par un séjour gratuit dans certaines pensions. Mais bien heureusement, même là-bas, Kuron, Michnik, Wujec, Lipski ne chôment pas et réfléchissent, très certainement.

Messieurs du tribunal,

Ces quelques phrases écrites sur le syndicat indépendant NSZZ Solidarnosc et sur le KOR constituent à la fois ma déclaration politique et ma position sur ces organisations. J'ai d'ailleurs la même opinion sur le NZS, syndicat indépendant des étudiants dissous. Là encore, en décidant de dissoudre contre le droit ce syndicat, on a violé la Constitution.

*(Fin de la première partie de la déclaration finale.)*

Koronowo, 16-17 mai 1983

## La place du Parti socialiste polonais du travail (PSPP) en Pologne

Au cours des journées d'études du PSPP d'octobre 1983 à la Mutualité à Paris, alors qu'Edmund Baluka est toujours emprisonné à Bydgoszcz, Françoise Baluka répond longuement sur l'activité du PSPP en Pologne, sur les illusions charriées par la révolution polonaise, le débat sur l'autogestion, la propriété sociale en Pologne, les rapports entre le parti et Solidarnosc, le combat politique pour que soient respectés les accords de Gdansk et libérés tous les emprisonnés, le besoin impérieux d'ouvrir des perspectives. Le bulletin *Le Frelon-Szerzen* en rend compte dans son numéro de novembre 1983. La place du PSPP, dit Françoise, « *c'est son programme et (...) ce qui est inscrit sur toutes les couvertures du bulletin Szerszen : "La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même." (...) C'est cela qui peut ouvrir les perspectives aux travailleurs qui aujourd'hui combattent et qui sont prêts à défendre leurs droits pied à pied (...).* »

« **Question : Quel est le rapport qui existe entre les partis et le socialisme et la propriété collective ?**

La propriété collective est une chose acquise. La propriété sociale ne se discute pas en Pologne. Elle est reconnue par tous les partis. Nous pourrions discuter de la réorganisation de l'économie quand elle sera entre nos mains et que nous aurons la possibilité d'influer sur le plan économique, sur son application, et c'est la question des conseils de l'autogestion du travail et des conseils ouvriers, selon les dénominations.

C'est certain, cette aspiration des producteurs à contrôler leurs outils de production et leur production même est réelle. D'autant plus important aujourd'hui qu'une "réforme économique" vise à restructurer toute l'économie polonaise sur la base d'une réorganisation de l'industrie, comme l'aciérie de Katowice, ou les chantiers navals de Gdansk. Ainsi, sur la base de la compétitivité, on prévoit de liquider purement et simplement les "chantiers navals Lénine" de Gdansk, avec un but avoué, celui de les partager en trois. Cela afin d'essayer de faire éclater le prolétariat des chantiers navals Lénine et ne pas réembaucher tous ceux qui sont considérés comme gênants.

La génération actuelle en Pologne est née dans ce système de propriété sociale, elle n'a même pas idée de comment est organisé un système privé de moyens de production. Souvent, ce système est conçu de manière idyllique, parfois critique, mais en général, les militants qui viennent à l'Ouest sont très surpris de ce qu'ils y trouvent. Ils n'y sont

pas préparés, c'est quelque chose qui a disparu de ce qu'ils connaissent, des relations sociales en Pologne. On en est maintenant à quarante années de propriété sociale. La force des ouvriers et des jeunes ouvriers est de dire : "Nos parents, au nom du socialisme, ont accepté beaucoup de choses, ils ont versé leur sueur, ils ont accepté y compris de manger de la soupe au lieu de la viande tous les jours, mais pour nous, il n'est plus question de faire des sacrifices pour une idéologie qui ne sert que de paravent pour masquer les intérêts étroits et privés d'un groupe très particularisé d'individus qui ont en poche une carte à en-tête du POUP.

---

### LE PSPP ET SOLIDARNOSC

---

Sur les rapports entre les partis comme le PSPP et Solidarnosc.

Je répondrais modestement, les rapports qui peuvent exister entre un parti naissant, qui se fonde un an et demi après un puissant mouvement social comme l'était Solidarnosc — à savoir regroupant dix millions de salariés. Mais surtout, et avant tout, les rapports existant entre un parti et un syndicat, c'est-à-dire un respect profond des structures syndicales, de ce qu'est un syndicat, de l'indépendance du syndicat.

C'est pour cette raison que dans les thèses de constitution du PSPP, il est expliqué que le syndicat Solidarnosc est non seulement un grand événement salué dans toute la lutte de la classe ouvrière polonaise, mais c'est également un grand mouvement social auquel le PSPP ne peut apporter que son appui.

Et c'est ce qu'il fait aujourd'hui dans la clandestinité. Je peux vous dire que les bulletins du PSPP qui paraissent dans la clandestinité parlent abondamment de Solidarnosc, appellent à verser les cotisations pour Solidarnosc et défendent les dirigeants de Solidarnosc emprisonnés, et notamment les sept dirigeants emprisonnés, dont le président de la région de Szczecin, Marian Jurczyk. Aujourd'hui, ce que veulent les travailleurs, ce que veut le PSPP, c'est que soient respectés les accords sociaux signés à Gdansk entre le gouvernement et la société, et que soient libres tous les emprisonnés politiques.

---

## PLACE DU PSPP EN POLOGNE AUJOURD'HUI ET HIER

---

Pour répondre à cette question : *“Quelle est la place du Parti socialiste polonais du travail actuellement ?”*, je crois que la place du Parti socialiste polonais, c'est avant tout son programme. Ce sont avant tout ses thèses qui ont été à la base de la fondation de ce parti le 16 septembre 1981. Actuellement, le combat quotidien, concret, des militants du PSPP, comme j'avais l'occasion de le dire hier, est celui de militants aux côtés des autres travailleurs pour que revive Solidarnosc, et également dans la clandestinité, l'organisation et le travail de Solidarnosc.

---

## OUVRIR DES PERSPECTIVES

---

Mais la place du PSPP — en tant que parti — c'est son programme et aussi, je crois, ce qui est inscrit sur toutes les couvertures du bulletin *Szerszen* : *“Le combat pour le pouvoir des masses, de la classe ouvrière ne peut être réalisé que par la classe ouvrière elle-même.”* C'est cela, la place du PSPP aujourd'hui, hier et demain en Pologne, c'est cela son avenir. C'est cela qui peut ouvrir les perspectives aux travailleurs qui aujourd'hui combattent et qui sont prêts à défendre aujourd'hui leurs droits pied à pied, comme ont pu le décrire les orateurs qui m'ont précédée.

Le programme du PSPP, ce sont les treize points développés dans les thèses de fondation du PSPP polonais. C'est un programme qui est vivant, en cours d'élaboration et de discussion, comme par exemple les points sur l'économie qui n'étaient pas assez développés et

qui sont en cours de discussion, comme par exemple l'élaboration incontestable qu'a faite derrière les barreaux de sa cellule Edmund Baluka, dirigeant du PSPP, lorsqu'il a conçu sa défense personnelle comme une défense des principes qui sont les nôtres, du combat qui est le nôtre, et de son engagement pour la fondation et le développement du PSPP. Vous avez pu, peut-être, prendre connaissance de cette défense, *Szerszen (Le Frelon)* s'en fait l'écho dans un numéro spécial sorti pour ces journées, où justement nous reprenons la première déclaration finale d'Edmund devant ses juges. Il y aborde les problèmes les plus fondamentaux de la question du socialisme, de quel socialisme, des modèles communistes staliniens du socialisme, de ce que veut et ce à quoi aspire la société polonaise. Il revient sur l'histoire y compris de l'Union soviétique et sur l'histoire de la Pologne contemporaine, et c'est aussi cela, la place du PSPP aujourd'hui.

---

## QUELQUES EXEMPLES

---

La place du PSPP, c'est évidemment son activité en Pologne même, dans le pays, sur différents points. Une activité qui est difficile, vous vous en doutez, une activité confrontée à la répression qui s'abat sur tous les militants indépendamment de leurs opinions, sur tous les militants qui se battent pour la justice, la liberté, la démocratie. Alors je voudrais vous en donner simplement un ou deux exemples.

Nous avons discuté des droits internationaux, des conventions internationales — par exemple, dans son bulletin de juillet 1983, le PSPP appelle à signer une pétition exigeant le respect des conventions internationales, pétition qui a été signée par tous les anciens internés et militants de Solidarnosc, internés de la région de Szczecin, qui se sont retrouvés en liberté. Cent neuf signatures lisibles d'anciens internés de Solidarnosc en Poméranie-Occidentale (Szczecin) ont été rassemblées par les militants entre les mois d'avril et juin 1983.

*“Nous, anciens internés, militants de Solidarnosc, appelons la Diète, le Conseil d'Etat et la République populaire de Pologne (RPP) à respecter le droit en vigueur selon la Constitution de la RPP et les droits civiques qui en découlent. Nous appelons la Diète à respecter les pactes internationaux, civils et politiques, et celui des droits économiques, sociaux et culturels.”* »

# Etats-Unis

## Il y a 80 ans : la grève des camionneurs de Minneapolis

### (deuxième partie)

**Nous publions ci-dessous la deuxième partie de l'article écrit par James P. Cannon, fondateur et, pendant de longues années, dirigeant du Socialist Workers Party. Cannon est né le 11 février 1890 à Rosedale (Kansas). Il est mort le 27 août 1974. Cet article est une version légèrement abrégée du texte qu'on trouve sur le site Marxists Internet Archive (MIA). Il fut publié pour la première fois dans le magazine *Quatrième Internationale* en mai 1944 (page 140, volume n° 5).**

Au fil des semaines, les patrons comprirent que leur stratagème visant par la ruse à priver les travailleurs des fruits de leur lutte ne fonctionnait pas aussi bien que prévu.

Puis, les patrons parvinrent à la conclusion qu'ils avaient commis une erreur, qu'ils auraient dû se battre plus longtemps et casser le syndicat, afin de donner aux travailleurs de Minneapolis une leçon, leur apprendre que les syndicats ne pouvaient pas exister dans cette ville qui pratiquait l'« open shop », que c'était une ville où devait régner l'esclavage, où l'on pouvait travailler sans être syndiqué et que cela ne changerait pas. Quelqu'un leur donna de mauvais conseils. L'Alliance des citoyens, l'organisation regroupant les employeurs et tous ceux qui haïssaient les ouvriers, fit pression et incita les patrons des transports routiers à rompre l'accord, à atermoyer et à rogner les concessions qu'ils avaient accordées, à revenir sur les conquêtes gagnées par les travailleurs.

La direction du syndicat comprit la situation. Les patrons n'avaient pas été suffisamment convaincus par la première épreuve de force et il leur fallait une autre démonstration. Elle commença les prépa-

ratifs d'une autre grève. Une fois de plus, les salariés de la branche furent préparés à agir. Une fois de plus, l'ensemble du mouvement syndical de Minneapolis fut mobilisé pour les soutenir, et cette fois de la façon la plus impressionnante, la plus spectaculaire qui fût.

La campagne pour l'adoption de résolutions en soutien de la section 574 par l'union locale centrale et les syndicats affiliés fut axée sur une grande manifestation du mouvement ouvrier organisé. Les adhérents des divers syndicats arrivèrent en force, et, en rangs serrés, se rendirent à un énorme rassemblement de masse dans la grande salle de spectacle de la ville afin d'appuyer les camionneurs et de les assurer de leur soutien dans la lutte imminente. Ce fut une imposante manifestation de la solidarité de classe et du nouvel esprit militant qui s'était emparé des travailleurs.

Les patrons s'entêtèrent. Ils agitèrent sans retenue le spectre de la menace rouge, vociférant sur les « communistes trotskystes » dans des publicités diffusées par la presse. Du côté syndical, les préparatifs se poursuivaient, comme pour la grève du mois de mai, à un niveau encore plus élevé.

---

## LA GRÈVE DE JUILLET-AOÛT

---

La grève a commencé le 16 juillet 1934. Elle a duré cinq semaines. Je peux dire, sans la moindre exagération et sans crainte d'être contredit, que cette grève des camionneurs et des chargeurs de Minneapolis est entrée dans les annales de l'histoire du mouvement ouvrier américain comme l'une des luttes les plus grandioses, les plus héroïques et les mieux organisées. En outre, la grève et le syndicat forgés dans les braises qu'elle attisa sont identifiés pour toujours dans le mouvement ouvrier, non seulement ici, mais dans le monde entier, au trotskysme en action dans le mouvement de masse des travailleurs.

Le trotskysme a contribué de plusieurs manières spécifiques à cette grève, ce qui a fait toute la différence entre la grève de Minneapolis et une centaine d'autres à la même période, certaines impliquant plus de travailleurs dans des villes et des secteurs plus importants d'un point de vue social. Le trotskysme a apporté sa contribution dans l'organisation et la préparation dans le moindre détail. C'est un élément nouveau, un élément spécifiquement trotskyste.

Deuxièmement, le trotskysme a introduit dans tous les plans et les préparatifs du syndicat et de la grève, du début à la fin, la ligne de classe de l'activité militante non pas conçue comme une réaction subjective — cela, on le voit dans toutes les grèves —, mais comme une politique délibérée fondée sur la théorie de la lutte de classe, à savoir qu'on ne peut rien gagner face aux patrons si l'on n'a pas la volonté de combattre pour obtenir ce qu'on veut et la force d'y parvenir.

La troisième contribution du trotskysme à la grève de Minneapolis — la plus intéressante et peut-être la plus décisive —, c'est que nous avons affronté les médiateurs du gouvernement sur leur propre terrain. Je vous assure que l'une des réalités les plus lamentables de cette période était la façon dont, dans les grèves qui se succédaient, les travailleurs étaient piégés et écrasés, leur grève cassée par les « amis des ouvriers » sous la forme des médiateurs du gouvernement fédéral.

En général, ces gredins habiles se présentaient, profitaient de l'ignorance, du manque d'expérience et des faiblesses politiques des dirigeants locaux, et les assuraient qu'ils venaient en amis.

Ces médiateurs fédéraux essayaient de convaincre les dirigeants de la grève qu'ils étaient de « grosses pointures » qui devaient à ce titre adopter une attitude « responsable ». Durant cette période, cette recette a démolit de nombreuses grèves. Elle n'a pas fonctionné à Minneapolis. Nos camarades n'étaient pas du tout de « grosses pointures » dans les négociations. Ils ont fait comprendre que leur autorité était extrêmement limitée, qu'ils étaient en fait la tendance la plus modérée et la plus raisonnable du syndicat, et que, s'ils s'écartaient un tant soit peu de la ligne décidée, ils seraient remplacés par d'autres gars dans la commission de négociations.

L'expérience politique collective de notre mouvement a été très utile dans nos relations avec les médiateurs fédéraux. Contrairement aux sectaires stupides, nous ne les avons pas ignorés. Mais nous ne les avons pas laissés nous utiliser et nous ne leur avons jamais fait confiance.

Notre stratégie générale était de nous bagarrer, de ne rien céder à personne, de tenir bon et de nous battre. Ce fut la quatrième contribution du trotskysme. Cette recommandation peut paraître très simple et évidente, mais elle n'était pas évidente pour l'immense majorité des dirigeants des grèves à cette période.

---

## LE QUOTIDIEN *THE ORGANIZER*

---

La cinquième et plus importante contribution du trotskysme à la grève de Minneapolis a été la publication d'un journal quotidien de la grève, le *Daily Organizer*. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, les grévistes n'étaient pas obligés de s'en remettre à la presse capitaliste. Celle-ci ne pouvait plus brouiller leur esprit et les terroriser. L'opinion publique n'était plus désorientée par la presse capitaliste monopolistique.

Les grévistes de Minneapolis ont publié leur propre quotidien. Ce n'était pas l'œuvre

d'un demi-million de mineurs de charbon, de centaines de milliers d'ouvriers de l'industrie automobile ou de la sidérurgie, mais d'une seule section syndicale locale de 5 000 camionneurs, d'un nouveau syndicat de Minneapolis dont la direction était trotskyste. Cette direction a compris l'extrême importance de la propagande et de la diffusion de l'information, et très peu de dirigeants syndicaux en sont conscients. Il est quasiment impossible de rendre compte de l'énorme impact de ce quotidien. Ce n'était pas un très gros journal — c'était un simple tabloïd de deux pages. Mais il a complètement neutralisé la presse capitaliste.

Après un jour ou deux, nous ne nous soucions plus de ce que disaient les quotidiens des patrons. Ils disaient toutes sortes de choses, mais cela n'avait aucun effet sur les grévistes. Eux avaient leur propre journal, ce qu'ils y lisaient était parole d'évangile. *The Daily Organizer* couvrait la ville comme une couverture. Au quartier général de la grève, les grévistes en disposaient dès qu'il sortait des presses. Le Comité d'entraide des femmes le vendait dans tous les cafés qui avaient une clientèle ouvrière.

Les syndicalistes avaient coutume de venir de leurs ateliers et des dépôts de chemins de fer tous les soirs pour prendre des liasses de journaux qu'ils diffusaient auprès des salariés de leur équipe. Le pouvoir de ce petit journal et son influence sur les travailleurs est indescriptible. Ils faisaient confiance à *The Organizer* et à aucun autre journal. Parfois, la presse capitaliste donnait une information sur un nouvel événement se rapportant à la grève. Les travailleurs refusaient de la croire. Ils attendaient *The Organizer* pour connaître la vérité.

Chaque jour, le journal donnait des nouvelles de la grève, y ajoutait quelques plaisanteries sur les patrons, des informations sur ce qui se passait dans le mouvement ouvrier. Il y avait toujours un éditorial tirant les leçons des vingt-quatre heures écoulées, jour après jour, et indiquant la voie pour la suite : « Voici ce qui s'est passé. Voilà ce qui va arriver ensuite. Voici notre position. »

Le *Daily Organizer* était l'arme la plus importante dans l'arsenal de la grève de

Minneapolis. Je peux dire sans réserves que, de toutes les contributions que nous avons apportées, la plus décisive, celle qui a fait pencher la balance en faveur de la victoire, a été la publication du quotidien. Sans *The Organizer*, la grève n'aurait pas été victorieuse.

---

## LE DILEMME D'OLSON ET LA LOI MARTIALE

---

La grève posa un grave problème au gouverneur Floyd Olson, du Parti ouvrier-paysan. Nous avions compris la contradiction qui était la sienne. D'un côté, il était censé être un représentant des travailleurs, et, de l'autre, il était gouverneur d'un Etat bourgeois, craignant l'opinion publique et les employeurs. Il était coincé entre son obligation de faire quelque chose — ou de sembler faire quelque chose — pour les travailleurs et sa peur d'être débordé par la grève.

Ballotté entre les deux côtés, craignant autant d'aider les grévistes que de ne pas les aider, Floyd Olson instaura la loi martiale. C'est vraiment l'un des événements les plus fantastiques dans l'histoire du mouvement ouvrier américain. Un gouverneur du Parti ouvrier-paysan décréta la loi martiale et empêcha les camions de circuler. Il était donc apparemment du côté des ouvriers. Mais, ensuite, il autorisa les camions à circuler à nouveau dans le cas où une autorisation spéciale était accordée. Il était donc du côté des patrons. Naturellement, les piquets entreprirent de bloquer les camions, autorisation ou pas. Et quelques jours plus tard, la milice du gouverneur du Parti ouvrier-paysan fit une descente au quartier général de la grève et arrêta ses dirigeants.

Un matin, à quatre heures, les troupes de la milice encerclèrent le quartier général et arrêtaient des centaines de membres des piquets et tous les dirigeants de la grève qu'ils trouvèrent. Ils arrêtaient Mick Dunne, Vincent Dunne, Bill Brown. Dans la précipitation, ils « oublièrent » certains dirigeants. Farrell Dobbs, Grant Dunne et quelques autres passèrent entre les mailles. Ils créèrent tout simplement un autre comité et installèrent un quartier général de remplacement dans plusieurs garages où ils avaient

des sympathisants. L'organisation des piquets, maintenant clandestine, se poursuivit avec encore plus de vigueur. Le combat continua et les médiateurs persistèrent dans leurs manœuvres.

Un homme appelé Dunnigan fut le premier à être envoyé par le gouvernement pour gérer la situation. Après avoir pendant un certain temps essayé en vain d'intimider les dirigeants de la grève, il élaborait un compromis prévoyant des augmentations de salaires substantielles sans satisfaire absolument toutes les revendications.

Dans l'intervalle arriva l'un des super-négociateurs de Washington, un prêtre catholique, le Révérend Père Haas. Il s'associa à la proposition de Dunnigan, qui prit le nom de « plan Haas-Dunnigan ». Aussitôt, les grévistes l'acceptèrent. Les patrons essayèrent de gagner du temps et se retrouvèrent dans une situation où ils s'opposaient à une proposition du gouvernement, mais cela ne semblait pas les gêner. Les grévistes surent exploiter la situation en mobilisant l'opinion publique en leur faveur. Quelques semaines passèrent. Le Révérend Père Haas découvrit qu'il ne pouvait pas faire pression sur les patrons, alors il décida de faire pression sur les grévistes. Il souleva la question d'une manière abrupte devant la commission de négociation des grévistes : « *Les patrons ne veulent pas céder, donc c'est vous qui devez céder. Il faut parvenir à un règlement pour terminer cette grève, Washington insiste.* »

Les dirigeants de la grève répondirent : « *Non, c'est impossible. Un accord est un accord. Nous avons accepté le plan Dunnigan. Nous sommes en train de nous battre pour ce plan. Votre honneur est en jeu.* » Sur quoi, le Révérend Père Haas déclara — c'est un autre genre de menace qu'ils brandissent toujours devant les grévistes : « *Nous nous adresserons à la base du syndicat au nom du gouvernement des États-Unis.* » D'ordinaire, face à cette menace, une peur panique saisit les dirigeants ouvriers qui manquent d'expérience.

Mais les dirigeants de la grève de Minneapolis n'eurent pas peur. Ils répondirent : « *D'accord. Allez-y.* » Ils organisèrent une réunion à son intention. Et il ne s'attendait vraiment pas à une telle réunion. Comme toutes les autres actions importantes de cette

grève, elle fut organisée et préparée d'avance. Le Révérend Père Haas eut à peine terminé son discours que l'orage s'abattit sur lui. Les travailleurs le chassèrent presque de la réunion. Il leva les bras au ciel et quitta la ville. Les grévistes votèrent à l'unanimité une condamnation de sa perfide tentative de casser leur grève et, de ce fait, leur syndicat.

C'en était fini de Dunnigan, c'en était fini du Révérend Père Haas. Ils envoyèrent alors un troisième médiateur fédéral. Il avait manifestement tiré les leçons des tristes expériences de ses prédécesseurs et renonça aux entourloupes. M. Donaghue, je crois que c'est ainsi qu'il s'appelait, passa tout de suite aux choses sérieuses et, en quelques jours, élaborait les termes d'un accord qui représentait une victoire substantielle pour le syndicat.

Les noms d'une galaxie de dirigeants ouvriers scintillaient au firmament du nord-ouest : William S. Brown ; les frères Dunne — Vincent, Miles et Grant ; Karl Skoglund ; Farrell Dobbs ; Kelley Postal ; Harry De Boer ; Ray Rainbolt ; George Frosig.

La grande grève se termina au bout de cinq semaines d'une âpre lutte où chaque heure avait été marquée par la tension et le danger. Il avait fallu supporter beaucoup d'épreuves, beaucoup de pressions de toutes sortes, mais le syndicat en était finalement sorti victorieux, fermement enraciné, construit sur de solides fondations à la suite de ces combats.

Minneapolis a prouvé de quelles énormes potentialités, de quelles réserves de force, d'ingéniosité et de courage dispose la classe ouvrière américaine.

Mais, à Minneapolis, on a aussi vu la fusion de l'esprit militant des travailleurs et d'une direction politiquement consciente. Minneapolis a démontré combien le rôle d'une telle direction peut être important. La grève a été très prometteuse pour le parti fondé sur des principes politiques corrects et uni à la masse des travailleurs américains avec laquelle il fait corps.

C'est dans cette combinaison qu'on peut voir la puissance qui conquerra le monde entier.

**James P. Cannon**

**Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

